

Tempête dans le Parti québécois

M. René Lévesque a provoqué une tempête au sein de son parti en déclarant, lundi 19 novembre, à l'improviste, que les prochaines élections provinciales au Québec ne porteraient pas sur la question de l'indépendance. Cinq de ses ministres ont donné leur démission jeudi, dont son ami Jacques Parizeau, qui était ministre des finances depuis l'arrivée au pouvoir du Parti québécois en 1976. M. Lévesque, qui ne mène pas ses mots, a reconnu qu'il existe dans nos rangs un grave problème qui se régit d'une façon ou d'une autre.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire mouvementée du PQ que son chef jette un pavé dans la mare. En 1982, M. Lévesque avait déjà été en butte à l'hostilité des « jeunes Turcs », qui le trouvaient trop tiède à l'égard de l'indépendance. Pour renverser la situation à son profit, il avait organisé parmi les membres du parti un référendum qu'il avait gagné haut la main. Se retournera-t-il encore vers les militants pour arbitrer sa querelle avec les indépendantistes convaincus, ou aura-t-il recours à des élections anticipées, bien que les sondages ne lui soient guère favorables ?

Depuis son échec au référendum de 1980 sur la souveraineté-association, le PQ se trouve dans une situation paradoxale. Il n'a pas réussi à convaincre une majorité de Québécois des vertus de l'indépendance, mais il a été reconduit au pouvoir en 1981 avec une avance confortable sur les libéraux. Il était donc condamné à gérer une province dans un cadre constitutionnel qu'il désapprouve. Or cette gestion a été raisonnable et réussie, même ses adversaires le reconnaissent. Grâce à la politique de rigueur économique, précisément mise en œuvre par M. Parizeau, le Québec s'est mieux sorti de la crise que le reste du Canada. Sans doute le gouvernement de M. Lévesque a-t-il dû affronter le mécontentement des fonctionnaires, qui constituent un élément essentiel de sa base électorale, mais il a certainement plus de chances de gagner les élections en mettant en avant sa politique économique et sociale qu'en brandissant le drapeau de l'indépendance. D'autant que les jeunes générations, confrontées à la réalité du chômage, se méfient des luttes idéologiques.

M. Lévesque peut penser aussi, à juste titre, que le moment est bien choisi pour négocier avec le gouvernement d'Ottawa une réforme de la Fédération canadienne accordant au Québec une plus large autonomie. Avec le départ de M. Trudeau et la défaite des libéraux fédéraux, le « french power » a disparu et avec lui la tentative d'intégrer la Belle Province dans un ensemble bilingue où elle aurait perdu son âme. Le nouveau chef du gouvernement d'Ottawa, le conservateur Brian Mulroney, a trop de soucis avec la situation économique pour reprendre à son compte les querelles de tapis rouge qu'affectionnait M. Trudeau. Lors de sa récente visite à Ottawa et à Québec, M. Fabius a fait personnellement l'expérience que la « décripation » n'est pas un vain mot de l'autre côté de l'Atlantique.

En choisissant le réalisme, M. Lévesque risque cependant de priver son parti de sa raison d'être et de le transformer en une formation vaguement social-démocrate, réduisant les indépendantistes intéressés à un petit groupe marginal.

Mise en demeure du roi Hussein à l'OLP

Le souverain jordanien demande aux Palestiniens d'engager des négociations avec Israël

De notre envoyé spécial

Amman. — « Une bombe diplomatique » : tel est le jugement unanime porté sur l'allocution du roi Hussein qui ouvrirait jeudi soir 22 novembre, la dix-septième session du Conseil national palestinien (CNP). Le souverain jordanien a virtuellement sommé l'OLP d'adhérer à la résolution 242 du Conseil de sécurité, d'engager des négociations de paix avec Israël, et, à l'issue de celles-ci, d'assumer « les engagements » qui en découlent. Faute de quoi, il a averti les « parlementaires » palestiniens que la centrale des fedayin devrait poursuivre seule sa quête d'un règlement. « Si vous deviez décider que vous en êtes capables », s'est-il exclamé sur un ton qui n'a trompé personne, « et bien, allez-y avec notre soutien et la bénédiction du Seigneur ! ». Et il a terminé son discours par une mise en garde plus nette : « L'histoire retiendra votre réponse car c'est bien la dernière chance que vous ayez pour sauver votre territoire, votre peuple et les Lieux saints ».

Le roi Hussein a tenu ces propos — inhabituels dans le monde arabe — sans rhétorique ni sentimentalisme. Il n'a évoqué ni les « droits historiques » du peuple palestinien, ni ses luttes, ni la justice qu'il revendique. Chaleureux dans la forme, d'une froide rationalité sur le fond, il a brossé un sombre tableau des réalités — l'absorption progressive et implacable des territoires occupés par Israël notamment — pour expliquer qu'il est presque trop tard pour s'engager sur la seule voie réaliste, celle de la négociation et de la légalité internationale. Ainsi, la résolution 242 du Conseil de sécurité offrirait « une base » à un règlement raisonnable puisqu'elle prévoit « l'échange des territoires contre la paix ».

ERIC ROULEAU.
(Lire la suite page 5.)

Renforts de gendarmerie à Nouméa

Le gouvernement accélère le processus d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie

Tandis que se met en place le premier gouvernement local autonome de la Nouvelle-Calédonie, les indépendantistes du FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste) multiplient les actions de commando. C'est ainsi que quatre CRS ont été blessés par balles dans la nuit de jeudi à vendredi, alors que le sous-préfet de l'île de Lifou est toujours retenu en otage.

Le FLNKS — qui demande l'annulation des élections territoriales (qu'il a boycottées) et que seuls les mélanésiens décident de l'avenir de l'île, — envisageait de manifester dans les rues de Nouméa, chef-lieu du territoire, samedi 24 novembre, ce qui n'aurait pas manqué de provoquer une riposte des anti-indépendantistes, très largement majoritaires dans la ville. Le haut commissaire de la République, M. Jacques Reynette, a interdit tout rassemblement et demandé trois escadrons supplémentaires de gendarmerie mobile, qui sont attendus dans les heures qui viennent (ce qui porte à un millier l'effectif des forces de l'ordre). De son côté, M. Ukevé a déposé, à la délégation de l'auto-

rité et a indiqué qu'il prendra, « avec l'aide de la population, toutes ses responsabilités pour sauvegarder la sécurité des personnes ».

A Paris, M. Lamouré, secrétaire d'État aux DOM-TOM, a reçu M. Roch Pidjot, député non inscrit et dignitaire du FLNKS, et se tient en contact étroit avec M. Jean-Marie Tjibaou, chef de file des indépendantistes. M. Laurent Fabius et M. Georges Lemaire se sont entre-tenus vendredi 23 novembre de l'aggravation de la situation. Au nom du gouvernement, M. Lamouré envisageait d'annoncer en fin de journée plusieurs décisions, dont l'essentiel consisterait à accélérer le processus pour l'autodétermination du territoire en inscrivant celle-ci dans la perspective d'une indépendance à moyen terme. On n'exclut pas que le gouvernement ouvre ouvertement pour l'indépendance du territoire dans le cadre d'un nouveau statut négocié entre les communautés, qui prévoient l'association de la Nouvelle-Calédonie, indépendante, à la France.

(Voir page 8.)

La nouvelle politique salariale du CNPF

Autant de rigueur mais plus de souplesse

M. Yvon Chotard, premier vice-président du CNPF, a adressé, le 22 novembre, une circulaire à ses fédérations professionnelles sur la politique salariale en 1985.

Prénant de nouveaux les devants par rapport au gouvernement, comme pour 1984, l'organisation patronale affiche sa volonté de renforcer la rigueur salariale en allant plus loin que la désindexation, déjà bien amorcée, des salaires sur les prix. « Le ralentissement des augmentations de salaire doit être poursuivi en 1985 afin de combattre l'inflation, qui reste encore très nettement supérieure à celle de la plupart de nos partenaires économiques », écrit le CNPF.

Il y a un an, M. Chotard avait demandé aux fédérations qui avaient conclu des accords salariaux en 1983 sur la base de 8 % de hausse en niveau de ne consentir aucun rattrapage par rapport à l'évolution des prix en glissement.

MICHEL NOBLECOURT.
(Lire la suite page 18.)

LA PRIVATISATION DE BRITISH TELECOM

Une réussite du « thatchérisme »

De notre correspondant

Londres. — C'est la vente du siècle. Avec la privatisation de 51 % du capital de British Telecom (BT), 240 000 employés des PTT britanniques vont passer à un jour d'être fonctionnaires, le 3 décembre, quand les actions commenceront à être cotées en Bourse. La City est depuis des semaines en effervescence.

Jusqu'à alors, le maximum enregistré au Stock Exchange pour les cotations de nouvelles actions était de 2 milliards de livres pour toute une année. Or la vente de BT doit rapporter au Trésor britannique 3,9 milliards de livres (environ 45 milliards de francs). Cette somme représente bien plus que la totalité des opérations du programme actuel de dénationalisation lancé par le gouvernement de M^{re} Thatcher, avec notamment British Aerospace, British Airways et British Airways (qui retournera à son tour au secteur privé l'an prochain).

Cette affaire est comparable à la planification du débarquement, dit-on — dans un soupir — à la banque Kleinwort-Benson, chargée de la vente. Plusieurs ordinateurs regroupent le détail des préparatifs depuis des mois, et ils fonctionneront encore à plein régime quand il faudra dépeupler et trier plus d'un million d'offres attendues. On a imprimé 400 000 copies du prospectus de présentation, un document de 64 pages. Un résumé a été prévu et a été distribué à 5 millions d'exemplaires ; 600 camions et 4 avions ont été réquisitionnés pour le transport ; la publicité aura coûté 40 millions de livres. Les célébrités du show-biz britanniques ont été mises à contribution pour les spots télévisés. On a même fait appel à Tarzan, qui confie bien sûr à BT la transmission de son célèbre cri.

Le 20 novembre, les formulaires d'achat ont été publiés dans tous les journaux, et ils devront être retournés avant le 28 novembre à 10 heures précises. Tout pour l'instant laisse à penser que ce sera la ruée, comme ce fut le cas, en juillet, pour Jaguar. Depuis que le gouvernement a fixé le 26 octobre le prix de chaque action à 1,30 livre (soit près de 15 francs), l'indice boursier du Financial Times a augmenté de 50 points.

FRANCIS CORNU.
(Lire la suite page 20.)

M. MITTERRAND EN ALSACE

La magie des mots

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — La relation entre le chef de l'État — il achève ce vendredi 23 novembre une visite officielle de deux jours en Alsace — et le peuple français est par nature ambiguë. Président de tous les Français, M. Mitterrand n'a été élu que par la moitié d'entre eux. Il est donc porteur à la fois d'une mission — l'unité nationale et la mise en valeur de l'intérêt général — et d'une conviction qui le conduisent à rappeler pour quoi et par qui il a été porté au pouvoir.

L'harmonie entre ces deux pôles de comportement dépend du degré d'adhésion dont le chef de l'État dispose pour mener à bien sa politique. Du général de Gaulle à M. Giscard d'Estaing, cette harmonie a été progressivement altérée. Aujourd'hui, M. Mitterrand éprouve les plus grandes difficultés à en maintenir l'apparence. La charge d'une France en état de crise lui vaux non seulement l'hostilité irréductible de ses adversaires, mais aussi la défiance d'une partie de ceux qui espéraient en lui.

Le président de la République s'interdit de chercher à plaire au détriment de l'action entreprise. Le voudrait-il que les contraintes de la gestion économique ne le lui permettent pas, sauf à mettre en cause, pour des raisons électorales, l'assainissement et la modernisation engagés. Certes, son entourage compte un peu sur les feuilles d'impôts allégées de 1985 et sur un arrêt de la progression du chômage, voire une légère inversion de la

courbe la même année, pour améliorer la situation électorale de la gauche, mais sans grande illusion.

Reste le discours. Depuis Figeac, en septembre 1982, M. Mitterrand l'avait nettement orienté en direction du patronat, des investisseurs, de ceux qui prennent des risques avec leur argent. Mais ceux-ci n'ont pas suivi avec l'enthousiasme attendu. Comment pourrait-on sérieusement envisager aujourd'hui un changement de leur comportement, alors même qu'un retour de l'opposition au pouvoir dans un an et demi provoque chez beaucoup l'attente de la droite, plutôt que l'adhésion tardive à la politique de la gauche ?

Les nouvelles technologies, l'encouragement au risque et à l'investissement, le refus d'aider les « canards boiteux », constituent toujours le fond du discours présidentiel, et M. Mitterrand s'efforce de le donner à voir en visitant, comme il l'a fait en Alsace, des entreprises de pointe. Mais la défense des couches sociales traditionnellement favorables à la gauche revient en surface avec de plus en plus d'insistance. Elle était présente lors des précédents voyages de M. Mitterrand en Auvergne, cet été, et en Aquitaine, au début de l'automne ; elle l'est de manière étonnante en Alsace. Et pourquoi pas ? M. Mitterrand peut encore se promener dans les ateliers d'une usine sans se faire agresser.

JEAN-YVES L'HOMEAU.
(Lire la suite page 8.)

RAYMOND BARRE

Reflexions pour demain
Raymond Barre

70000 ex. vendus.

Pour rendre confiance à la France

480 pages
41 francs

Pluriel
HACHETTE

M. EDGAR FAURE

Invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Edgar Faure, membre de l'Académie française, sénateur du Doubs (Gauche démocratique), sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 25 novembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien président du conseil de la IV^e République, qui fut ministre de général de Gaulle sous la V^e et président de l'Assemblée nationale, répondra aux questions d'André Panseron et de Daniel Vernet, du Monde, et de Dominique Pennequin et de Gilles Leclerc, de RTL. Le débat était dirigé par Alexandre Baloud.

AU JOUR LE JOUR

L'instruction civique à l'école : le ministre de l'éducation nationale veut redonner vie à cette discipline républicaine qui s'était affaiblie, jusqu'à s'éteindre, au fil des républiques. Souhaitons que ce projet, qui n'est pas neuf, ait plus d'effet que les initiatives dans le même sens des nombreux prédécesseurs de M. Chevènement.

Il y a, il est vrai, quelques raisons de s'inquiéter de l'idée que les Français se font de leurs institutions. Quand on songe à la manière dont s'investissent, se honnissent,

Civisme

s'entre-déchirent sous nos yeux les élus de tous niveaux, les responsables de tous acabit, on ne peut s'empêcher de plaindre, par avance, les pauvres professeurs chargés de cet enseignement.

Ils devront expliquer à nos enfants tout le respect que l'on doit à la République, à son gouvernement, aux lois et aux élus. Il leur faudra, en somme, décrire la République telle qu'elle devrait être et non telle qu'on nous la montre.

BRUNO FRAPPAT.

commentaires

Le Monde

Restauration républicaine

DANS l'élan qui devrait redonner à la vieille école publique ses lettres de noblesse, un nouveau pas — en arrière — vient d'être franchi. Après le retour à l'effort, et à l'effortisme — fût-il républicain — c'est à l'examen d'être réhabilité. Foin du contrôle continu, de cette évaluation prolongée qui permet de juger, tout au long de l'année ce que l'élève sait, fait et sait faire, et de le réorienter. Place au contrôle-guillotine, à celui qui scelle le destin d'un adolescent quand tombe le couperet.

En annonçant la mort du brevet des collèges qui, depuis 1980, a remplacé le BEPC, et la naissance d'un examen « défini nationalement », M. Jean-Pierre Chevènement joue sur du velours. Les parents n'ont guère confiance en un diplôme délivré par la collecte des notes accumulées tout au long de l'année scolaire en classe de troisième. Il est exact que les Français n'accrochent guère de crédit à cette procédure. La preuve ? Tout le monde croit et écrit que ce brevet des collèges — dont l'idée revient à M. Haby et la mise en œuvre à M. Beulfac en 1980 — est une peau d'âne plutôt dévalorisée. Pour la simple raison qu'il serait accordé « automatiquement » à tous les élèves, ignares compris.

LES chiffres pourtant font justice d'une telle opinion. Le BEPC, examen de fin d'année, subi « sur table » individuellement et solennellement par les élèves de troisième, était réussi par 81 % d'entre eux. Le brevet des collèges, attribué au terme d'une année d'évaluation, est concédé à 71,24 % des élèves de troisième des collèges. « Automatique » ? En êtes-vous sûrs ?

Contre la force de ces chiffres, M. Chevènement estime utile de revenir au contrôle « non automatique » et cependant moins sévère. C'est un choix qui désavoue deux arguments. Il coûtera cher : organiser des épreuves pour un demi-million de candidats n'est pas une mince affaire. Il amputera encore un troisième trimestre déjà court, très court.

Ne comprendra-t-on jamais en France que « l'examen-guillotine » n'offre pas plus de garanties de sérieux, qu'il n'est pas plus juste, ni moins aléatoire, que le suivi régulier et permanent des acquisitions de l'élève ? Pourquoi considérer que seule l'épreuve et ses petits mérites blêmes est exemplaire pour sanctionner neuf années d'études ?

A « restauration » républicaine n'a plus qu'à remettre au programme la distribution des prix, la couronne de lauriers et la croix d'honneur...

Les usagers de l'Éducation nationale seront alors complètement rassurés. Du moins tous ceux qui voudraient retrouver dans l'école de leurs enfants, ravivé d'un vernis informatif, l'école de leur enfance.

Moderniser l'enseignement pour affronter les défis technologiques, intellectuels et éthiques du vingt et unième siècle et... rétablir le BEPC.

CHARLES VIAL

L'armée au service de la population

La vague d'assassinats, d'attaques et de violences dont sont actuellement victimes, en particulier, les personnes âgées de la capitale appelle des solutions d'urgence.

Si certaines initiatives ont été prises dans ce sens, ne pourrait-on pas envisager de détacher, auprès des maires, des soldats du contingent qui seraient pour

mission de secourir ou de protéger dans leurs démarches nos amis du troisième âge ?

Cette novation permettrait en outre de rapprocher les générations et de donner à nos soldats une illustration vivante du devoir civique.

JOEL WEISS, ancien conseiller de Paris.

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS !

Toutes les grandes marques de

PARFUMS

PRODUITS DE BEAUTE - Porcelaine - Cadeaux

Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Solons de vente 2^e étage (ASCENSEUR)

261-71-71

OUVERT TOUTE LA SEMAINE

SANS INTERRUPTION

de 9 h à 18 h 30

France-Culture : Une utopie qui s'éloigne

Yves Jaigu, ancien directeur de France-Culture estime que les nouveaux programmes de cette station sont la marque d'un renoncement

CES temps derniers ont été révélateurs sur France-Culture des jugements aussi négatifs que ceux de la réalité, derrière lesquels sont apparues les tentatives de l'abandon, en dépit de sa réussite, du défi qu'elle a été.

Depuis la décision de lui mettre le mors à la bouche en jouant avec ses budgets, ses émetteurs, ses programmes, amoindrir les ambitions de France-Culture, pourtant unique au monde, est en passe d'être donné comme un progrès, au nom d'une sociologie de l'audience selon laquelle moins les émissions ont de contenu plus elles ont d'auditeurs et d'une obsession de la nouveauté perpétuelle pour laquelle, à la manière de ces grands magasins voués « au bonheur des dames », toute émission qui dure est mauvaise.

Et bien oui, il y avait en France une radio détachée des agréments du sens commun pour donner au grand public l'occasion d'une épreuve à franchir : la rencontre des intelligibles et des noués gressifs du réel. Était-elle acceptée ? Qui par tous ceux qui l'écoutent et qui formaient, au moment du riz de marée des mille radios libres, un ensemble de trois millions de personnes, qui étaient encore presque deux millions au moment de mon départ malgré ces mille radios surgies en quelques mois sur son territoire d'écoute. Mais pour les autres auditeurs qui ignorent son existence ou ne s'y intéressent pas, fallait-il pour les capter en splanifier l'accès, quitter à ce qu'il n'en soit plus un

sans la présence parfois difficile de l'obstacle à vaincre ?

Dans l'ensemble des radios, et celle de France-Culture, elle occupait un lieu, elle jouait un rôle universel et particulier. Son universalité n'était pas celle de la plus grande quantité possible d'auditeurs mais celle qui s'adressait à eux, si peu nombreux aient-ils été et ce n'était pas le cas, à leur condition humaine. Elle était particulière en ceci qu'elle demeurait pour chacun, au-delà d'une sorte de confusion entre hiérarchie sociale et hiérarchie des intelligences, une présence, disponible pour chacun, des mondes intérieurs et extérieurs de l'homme.

En vérité, le dispute autour de ce média se situe entre vraie et fausse modernité, vraie et fausse démocratie culturelle. Au contraire de théories anciennes sur un toujours nouveau France-Culture, le programme précédent était d'une modernité plus authentique et surtout plus large que celle qui naît d'une conception archaïque du « nouveau », vieux pavillon hâlé pour la conquête d'un instant et pour un public qui ne vient pas sans chasser l'autre, avant de s'en aller lui aussi. C'est que le nouveau ne nous vient pas du changement à la surface du présent mais se révèle à la faveur d'une longue mémoire, qu'on appelle aussi culture, capable de distinguer le répété de l'inné. Ce qui est ainsi en jeu et l'a toujours été, c'est donc France-Culture dans sa substance, sa nature et celle de son auditoire.

Or, c'est grâce à la souplesse de ses espaces radiophoniques de création et de réflexion que France-Culture a joué ainsi un rôle beaucoup plus important que les disputes byzantines autour des sondages et de la ridicule affaire du

« ton » ne le laissent même entrevoir. Elle aura libéré des forces intellectuelles, aidé à sortir de leur ghetto des écrivains, des philosophes, des poètes, des cultures étrangères ou marginales, car, et c'est capital de le dire ici, ce n'est pas France-Culture qui a été un « ghetto » comme se sont plu à le répéter des esprits superficiels, ce qui est dans le « ghetto », c'est tout ce qui, sans France-Culture, ne serait jamais passé à nulle part.

Ce n'est donc pas au moment où une sorte d'affaissement de l'exercice culturel atteint nos sociétés qu'il faut y adapter France-Culture, mais, au contraire, il me semblait que c'était à cause de cela qu'il convenait de relever encore le niveau de ses propositions à un public qui la recherche. Il y a une sorte de renoncement devant l'image d'une nouvelle génération que nous livrant de-ci, de-là des « enquêtes », comme venues d'une nouvelle police des mœurs, à vouloir la suivre dans sa soi-disant incapacité d'être attentive plus longtemps que ce que les spots de la pub lui auraient enseigné à être.

L'ambition était simple : que chacun parmi ceux qui le veulent, en tournant le bouton d'une radio, se trouve face à face avec des réalités culturelles de tous ordres, de toutes nations, et qu'il en fasse son affaire, sans personne à ses côtés ou ailleurs pour lui imposer sa conscience à l'avance en lui annonçant que ce qui est culturel est contre la vie, loin du métro, loin du réel.

Telle fut cette étrange radio, aujourd'hui prise dans les filets du jour, avec un côté son classisme, de l'autre ses approches de visions nouvelles de l'homme. Elle a joué son rôle de médiateur public pour les auteurs et les artistes à ses risques et périls, comme il convient. Mais aussi en ouvrant ses espaces radiophoniques aux logiques visionnaires, loin de leurs imitateurs dévoyés, comme aux rationalismes scientifiques ou philosophiques, elle aura fait leur part, pour deux stratégies que sont la déduction des concepts et la filiation des symboles en face du grand Sphinx. Elle aura même tenté de jeter, parfois à son péril, une passerelle de communication entre elles. Entre Einstein et le public, à droit aux multiples lectures qu'on en a toujours faites, qu'on en peut encore faire à travers toutes les cultures et qui façonnent justement nos existences derrière le déroulement de leurs vies quotidiennes.

Que l'albatros, loin des rives bêtes décrites pour toujours par Baudelaire, vole où il veut dans l'âme publique, telle fut notre idée. Ce fut une utopie en acte. Maintenant qu'elle s'éloigne, elle mérite bien, comme les étoiles filantes, qu'on fasse un vœu pour elle.

YVES JAIGU.

COURRIER

Une vie de coopérant (suite)

Enseignant coopérant depuis sept ans au Maroc, je n'arrive pas à reconnaître les images rapportées par J. Bonnaure (Le Monde du 17 novembre).

Je n'ai pas vu une seule fois dans mon lycée les inscriptions : « Les étrangers dehors ! » ; « Nous n'avons pas besoin de professeurs étrangers ! ».

Je n'ai pas été convoqué par le proviseur ou par le commissaire de police du quartier pour justifier les propos que j'avais tenus en classe. Personne n'a cherché à me convertir à l'islam.

Par contre, j'ai rencontré des élèves heureux et ouverts, des administrateurs compétents et coopératifs et des amis marocains qui croient en leur avenir.

J'en ai aussi connu, dans le petit monde des coopérants, quelques-uns qui étaient bien peinés de devoir quitter le Maroc.

Mon cas est peut-être aussi exceptionnel que celui de M. J. Bonnaure !

En tout cas, la coopération, pour être viable, ne doit pas être vécue et jugée à travers les petites misères relationnelles ou professionnelles devenues partout insurmontables pour certains coopérants qui finissent par perdre de vue le but même de la coopération.

BUI-VANTAM (Rabat).

La richesse universitaire aux États-Unis

Quand on revient d'un voyage d'études aux États-Unis, on est frappé par la richesse universitaire qui apparaît au travers de la nature des enseignements et des équipements disponibles dans le domaine rattaché au traitement de l'information.

Dans les universités, la nature des enseignements repose sur la notion d'« unités » ou « unités de valeur », qui sont capitalisables. Pour avoir son diplôme de « Bachelor » (bac + 4) en « Electrical Engineering and Computer Sciences », un étudiant de l'université de Berkeley devra, par exemple, avoir acquis 120 « unités », c'est-à-dire 15 par semestre, sur quatre années. Ainsi une « unité » correspond à une heure de cours par semaine en moyenne. La dose de cours hebdomadaire est donc de quinze heures. L'étudiant pourra acquiescer ces « unités » grâce à un jeu très souple de suivi de cours dans des départements autres que

celui auquel il est rattaché. Quant à l'acquisition des diplômes au-delà du « Bachelor », c'est-à-dire le « Master » ou le « Doctorat » (PhD), cette dernière se fait en continuant en permanence son programme d'études avec son professeur conseiller. Tout au long de la scolarité, très exigeante, le travail personnel est sanctionné de manière stricte au travers de devoirs, d'interrogations écrites, d'examen. Le professeur est disponible pour écouter, conseiller, guider et, bien sûr, sanctionner. Là encore, on est très loin de notre système universitaire français.

Pour les équipements informatiques, notons que chaque université américaine est dotée de moyens en traitement de l'information extraordinaires. Sans parler des équipements personnels de chacun, à Berkeley, un réseau de mille terminaux, auquel on va rajouter prochainement sept cents autres, offre en permanence au milieu universitaire, enseignants et étudiants, une puissance de calcul et une richesse en bibliothèques diverses de logiciels et logiciels qui laissent perplexis, et Berkeley n'est pas un cas isolé parmi les universités américaines.

J.-Y. BURRIEN, Informaticien (Brest).

Je suis choqué des prises de positions péremptoires du Monde à propos de l'attitude française vis-à-vis de M. Kadafi.

Et si le roi était nu ? Je veux dire : supposons que ce « colonel » soit incapable de rapatrier son matériel pour la simple raison qu'il est en panne et qu'il ne dispose pas de techniciens valables pour le mettre en mouvement ?

Cette hypothèse m'a été inspirée par les renseignements qui m'ont été fournis par une personne qui connaît assez bien la Libye pour y avoir travaillé plusieurs années et qui connaît l'incapacité technique des autochtones de ce pays.

Et si le roi est nu ? Pourquoi nous lui faire perdre la face, « en plus » ? C'est délicat et peu diplomatique.

Une seule solution : dépanner discrètement le matériel et le rapatrier... Pourquoi pas ?

F. PATTE (Paris).

Conseils aux recruteurs

Savez-vous, messieurs les recruteurs, que la recherche d'un emploi est onéreuse ?

Quand un chômeur vous adresse : « Un curriculum vitae » pour lequel ne pas le lui retourner après

avoir photographié le document en question. Entre nous, n'utilisez-vous pas la photocopieuse de votre lieu de travail pour vos papiers personnels ?

« Une photo d'identité » : vous en voulez une, il faut qu'elle soit belle, réussie, mais surtout non issue d'un appareil Matron. Mais qu'en faites-vous quand la candidature a été rejetée ? Savez-vous qu'il existe un appareil de reproduction pour les photos d'identité ?

« Quand vous répondez à un candidat » (enfin, quand vous le faites), n'oubliez pas votre signature, la date et surtout la référence de l'annonce.

« Quand un chômeur vous contacte téléphoniquement » : ne le mettez pas sur une voie de garage : le téléphone n'est pas gratuit pour lui. Pouvez-vous en dire autant pour vos appels personnels sur votre lieu de travail ?

« Les frais de déplacement » : oh ! le drame. Vous y songez un peu ? Savez-vous qu'un chômeur ne se déplace pas gratuitement ? Vos frais professionnels ne sont-ils pas remboursés, eux ?

PAUL DEBARD, chômeur (Gien).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Ancien directeur : Hubert Bonne-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Laurens, gérant, et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction : Thomas Fereval.

Imprimé à Paris par l'Imprimerie de la S.A.R.L. Le Monde

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

| | 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|---------------------------------------------|--------|--------|--------|---------|
| FRANCE | | | | |
| 341 F 465 F 839 F 1080 F | | | | |
| TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE | | | | |
| 661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F | | | | |
| ÉTRANGER (par messagerie) | | | | |
| L - BELGIQUE-LUXEMBOURG | | | | |
| PAYS-BAS | | | | |
| 381 F 608 F 975 F 1 240 F | | | | |
| IL - SUISSE, TUNISIE | | | | |
| 454 F 830 F 1 197 F 1 530 F | | | | |

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine ou trois avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,85 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 66 p. ; Grèce, 60 dr. ; Israël, 16 s. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 375 F. ; Libye, 0,200 DL ; Luxembourg, 28 fr. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 86 esc. ; Singapour, 300 S. ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,90 fr. ; Yougoslavie, 110 din.

Le Monde

étranger

AFRIQUE

Tchad

Tripoli affirme que le retard dans le retrait libyen est dû à des « raisons techniques »

Le report du retrait militaire libyen du nord tchadien est dû à des raisons techniques et non politiques, a déclaré le ministre des Affaires étrangères libyen, M. Ali Tiki, chef de la diplomatie libyenne, avant de quitter la Grèce pour la Syrie. D'autre part, M. Carlos Papadopoulos, qui assure l'intérim du ministre grec des Affaires étrangères, s'est rendu jeudi à Tripoli pour deux ou trois jours pour y être « un observateur indépendant et objectif auprès des autorités franco-lyonnaises » de l'application de l'accord de désengagement franco-libyen. Un porte-parole du gouvernement grec a indiqué que « le rôle de médiation de la Grèce se poursuivrait jusqu'à l'application totale de l'accord ». (AFP, Reuters.)

Les « gaffes » d'Athènes

Les Grecs se révoltent les intermédiaires maladroits entre Paris et Tripoli depuis la rencontre, le 15 novembre, entre M. François Mitterrand et le colonel Kadhafi à Elounda (Crète), sous les auspices du premier ministre hellène, M. Andreas Papandréou.

A l'issue de cette rencontre, M. Papandréou avait déjà fait état d'un « accord », jamais confirmé par Paris, garantissant notamment un droit de riposte à Tripoli en cas de nouvelle « intervention étrangère » au Tchad. Une semaine plus tard, Paris a été contraint d'infirmer un démenti catégorique d'un porte-parole du gouvernement grec qui avait fait état de la mise en place, sur le terrain, d'une nouvelle commission mixte franco-libyenne chargée d'observer le bon déroulement d'un retrait militaire libyen.

Ce porte-parole fut contraint d'admettre, assez pitoyablement, qu'il avait eu recours à des « informations non vérifiées ». Le même porte-parole devait cependant récidiver en annonçant que M. Ali Tiki, lors de l'audience que lui a accordée M. Papandréou, avait remis un « message positif » du colonel Kadhafi « concernant la matérialisation des accords d'Elounda », dont Paris nie l'existence (Le Monde du 23 décembre).

Le gouvernement grec joue néanmoins un rôle dans les contacts franco-libyens, qui auraient été pris à Tripoli où s'est rendu M. Papadopoulos. Le seul objectif de Paris demeure l'application, par la Libye, dans un « délai raisonnable », de l'accord du 16 septembre, que la France a, pour sa part, entièrement appliqué en évacuant militairement le Tchad avant le 10 novembre. M. Laurent Fabius a rappelé, mercredi, à l'Assemblée nationale, que son gouvernement

prévoyait une solution diplomatique, la politique française étant animée, certes, par un souci de « fermeté » mais sans trop exposer nos soldats et leur vie.

Entre-temps, les gaffes d'Athènes font plutôt l'affaire de Tripoli, dont la position, sur le fond, ne semble pas avoir changé. On ignore tout des « raisons techniques » avancées par M. Tiki pour expliquer le retard dans le retrait libyen, qui ne semblait toujours pas amorcé jeudi. En revanche, le chef de la diplomatie libyenne a rappelé que son pays « interviendrait de nouveau au Tchad si les soldats de M. Habré attaquaient les positions du président Goukouni Oueddei ».

Ce rappel offre d'ailleurs plus d'intérêt que les troupes du GUNT (Gouvernement d'union nationale de transition de M. Goukouni Oueddei) semblent très divisées à la suite de l'arrestation de M. Achéich ibn Omar, qui dirigeait le CDR (Conseil

démocratique révolutionnaire), considéré comme la principale faction politico-militaire installée dans le nord tchadien.

Au moment où les FANT (Forces armées nationales de N'Djaména) se renforcent, dans le nord, d'abord pour faire face au dispositif militaire libyen encore en place et, ensuite, pour exploiter la situation en cas de retrait militaire de Tripoli, M. Tiki fait savoir, très clairement, que son gouvernement assurera, quoi qu'il arrive, la protection d'un GUNT affaibli militairement. Ce qui ne facilite sûrement pas, quand on connaît la détermination de M. Hissène Habré à reprendre pied dans le nord, la négociation, menée tant bien que mal par le « voie diplomatique », du retrait du contingent militaire libyen encore présent dans le nord tchadien.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Angola

Cuba se dit prêt à retirer une partie de ses troupes

Un nouveau processus de négociations sur le départ des soldats cubains stationnés en Angola et l'indépendance de la Namibie a été amorcé avec la tournée en Afrique australe de M. Chester Crocker, le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines, qui a eu, la semaine dernière, des entretiens avec les responsables sud-africains, s'est rendu successivement à Lusaka, Harare et Maputo. Il doit se rendre dans les prochains jours à Lusaka, via Washington, afin de remettre aux autorités angolaises une série de contre-propositions sud-africaines d'un plan de paix proposé il y a trois semaines par le président angolais, M. Eduardo Dos Santos.

Les détails de ce plan n'ont pas été officiellement révélés, mais selon l'agence nationale cubaine Prensa Latina, M. Dos Santos s'est engagé à accepter un retrait partiel du contingent cubain d'environ 30 000 hommes, sous certaines conditions. Le président angolais exige en premier lieu que soit achevé le repli des troupes sud-africaines se trouvant encore dans le Sud angolais. Il demande que celles qui sont actuellement en territoire namibien soient réduites à 1 500 hommes, les partants étant remplacés par une force multinationale de maintien de la paix. Il réclame enfin que l'Afrique du Sud cesse tout soutien aux maquisards angolais autoproclamés de l'UNITA.

Une fois ces conditions remplies, les Cubains commenceraient à se replier, à l'exception des forces chargées de protéger la capitale et la province pétrolière de Cabinda.

La presse de Johannesburg a qualifié de « oui mais » la réponse formulée par le ministre sud-africain des Affaires étrangères, M. P. W. Botha, à ce plan de paix. De nombreux désaccords subsistent en effet, notamment en ce qui concerne le calendrier des retraits cubains et sud-africains, ainsi que sur le nombre d'hommes, notamment de Cubains, à laisser sur place. Lusaka souhaite en conserver 10 000 sur son territoire, alors que Pretoria ne veut pas aller au-delà de 4 000. Cuba est prêt à soutenir ce plan de paix, a déclaré, mardi 20 novembre, M. Jorge Bolanos, vice-ministre cubain des relations extérieures. « Ce que l'Angola fait dans le cadre de ces négociations est entièrement en parfaite coordination avec Cuba », a-t-il ajouté au cours d'une conférence de presse, à La Havane.

La Havane serait prêt à signer un accord quadripartite sur le retrait de ses forces d'Angola, sur la base des propositions angolaises. Cet accord concernerait la fois l'Angola, l'Afrique du Sud, Cuba et la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain).

Pretoria a officiellement annoncé mardi une nouvelle rencontre, « dans les meilleurs délais et au niveau ministériel » entre Sud-Africains et Angolais, afin d'arrêter une date pour la conclusion du désengagement militaire sud-africain du Sud angolais amorcé au printemps dernier, après l'accord de Lusaka. Selon un porte-parole officiel sud-africain, on tentera de conclure « un accord visant à assurer durablement la paix et la stabilité sur la frontière anglo-namibienne ». (AFP, Reuters.)

Togo

● Sommet de la CEDEAO. — Le septième sommet de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est ouvert le jeudi 22 novembre à Lomé en présence de onze chefs d'Etat et de cinq délégations ministérielles. Le président togolais M. Eyadéma, a évoqué dans son allocution d'ouverture les graves difficultés auxquelles sont confrontés, en raison notamment de la mauvaise conjoncture économique mondiale et de la sécheresse, les autres chefs d'Etat présents sont MM. Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Sankara (Burkina Faso), Buhari (Nigéria), Conté (Guinée), Kountché (Niger), Kérékou (Bénin), Diong (Sénégal), Doe (Libéria), Stevens (Sierra Leone) et Vieira (Guinée-Bissau). Le Cap-Vert est représenté par son premier ministre, M. Pedro Pires et le Ghana, la Gambie, le Mali et la Mauritanie à l'échelon ministériel. (AFP.)

Centrafrique

● Refus d'asile. — Les huit enfants, âgés de quinze à vingt-cinq ans, d'un opposant centrafricain, l'ancien général Alphonse Mbekou, ont demandé, lundi 19 novembre, la protection de l'ambassade de France à Bangui, mais ils ont quitté les lieux après que cette demande fut refusée. A-t-on appris jeudi de source sûre dans la capitale centrafricaine. Les enfants, qui résident à Bangui, s'étaient en danger après l'attaque, dans la nuit du 9 au 10 novembre, de la ville frontalière de Markounda, à 400 kilomètres au nord-est de Bangui, attaque dont leur père est accusé par les dirigeants centrafricains d'être l'un des principaux instigateurs (Le Monde du 14 novembre). L'ambassadeur de France à Bangui, M. Jean Grosjeu, a expliqué aux enfants de M. Mbekou que s'ils étaient réellement en danger, ils devaient s'adresser aux autorités gouvernementales. (AFP.)

M. BARRE : M. Mitterrand joue les « liaisons dangereuses »

M. Raymond Barre, qui animait, jeudi soir 22 novembre à Epervanay (Marne), une réunion publique, a critiqué le comportement du chef de l'Etat en matière de politique étrangère. Il a notamment déclaré : « Depuis la mois d'août, le président de la République a décidé de jouer les liaisons dangereuses. Chaque fois qu'il sent un pas dans une direction, il est obligé de faire un pas dans une autre direction, et dans les deux cas cela lui vaut beaucoup d'inconvénients. »

● M. Lacanuet (UDF). — Un fiasco diplomatique. — M. Jean Lacanuet, président de l'UDF, a déclaré, jeudi 22 novembre à l'AFP, que les derniers développements de l'affaire tchadienne, « dans laquelle les dirigeants français ont beaucoup investi », ont abouti à « un fiasco diplomatique ». « M. Mitterrand est un joueur », a-t-il estimé. « Il a fait confiance à la chance en s'avançant sur les risques » de se rencontrer en

Crète avec le colonel Kadhafi — « l'instigateur du terrorisme international ». « Il est tombé sur un autre joueur, Kadhafi, et c'est, hélas ! le président Mitterrand qui a été floué, bafoué (...). Il a fait preuve de naïveté et de légèreté ». Le président de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat a demandé que le chef de l'Etat « s'explique sur le Tchad, car (...) il y va de la dignité de la France ».

Tunisie

La longue convalescence prescrite au président Bourguiba relance le problème de la succession

De notre correspondant

Tunis. — Le président Bourguiba a regagné, jeudi 22 novembre, sa résidence de Carthage, après dix-sept jours d'hospitalisation à la suite d'une « légère poussée d'insuffisance coronarienne ».

Le président avait été pris de malaise, le 4 novembre, et transporté le lendemain dans le service de cardiologie d'un hôpital de Tunis. En dépit de l'optimisme officiel, constamment affiché, et du ton apaisant des bulletins de santé, il semble que son état soit demeuré préoccupant pendant trois jours, avant d'évoluer vers une amélioration progressive. Aujourd'hui, selon les médecins traitants, sa santé est « complètement stabilisée » et l'autorisation « à reprendre progressivement ses activités ». Toutefois, une période de quelques semaines de convalescence a été indiquée pour consolider la guérison.

Depuis une semaine, le président recevait à l'hôpital nombre de ses proches, quelques visiteurs étrangers, certains de ses collaborateurs et, selon divers communiqués, s'entretenant quasi quotidiennement de « la marche des affaires de l'Etat » avec son premier ministre, M. Mohamed Mzali.

On ignore pour le moment si le combattant suprême passera la convalescence qui lui est recommandée en Tunisie ou s'il se rendra à l'étranger, comme il l'avait fait à plusieurs reprises par le passé, à la suite d'attaques de santé. Il est prévisible, toutefois, qu'après cette nouvelle « alerte », M. Bourguiba, qui a déjà été victime d'un infarctus en mars

1967, devra réduire, à l'avenir, le rythme de ses activités qui demeurent encore nombreuses. Cette nouvelle situation risque de peser sur la vie politique du pays et, déjà, les supputations vont bon train.

C'est ainsi que l'hebdomadaire Al Moudjahid, organe du mouvement des démocrates socialistes, a fait état récemment de « rumeurs persistantes, dans les milieux proches du pouvoir », relatives à la création d'un poste de vice-président de la République, formule qui avait été envisagée une première fois en 1972, mais très vite abandonnée. Le choix pour ce poste, toujours selon Al Moudjahid, se limiterait à deux personnalités : M. Mohamed Mzali, en tant que premier ministre, successeur autonome du chef de l'Etat en cas de vacance, selon les dispositions actuelles de la Constitution, et M. Habib Bourguiba junior, conseiller spécial auprès du président de la République.

Le problème de la succession qui, depuis des années déjà, est au centre des préoccupations de la classe politique, va, dans les jours et les semaines qui viennent, alimenter encore un peu plus la chronique, et probablement donner lieu à de multiples autres rumeurs. Pour le moment, une seule chose est certaine : si un amendement quelconque devait être apporté à la Constitution, il nécessiterait, pour le moins, étant donné le processus prévu, un délai se situant entre trois et quatre mois avant d'être promulgué.

MICHEL DEURÉ.

EUROPE

République d'Irlande

Colère à Dublin après les déclarations du gouvernement de Londres sur l'Ulster

De notre correspondant

Dublin. — Trois jours seulement après la rencontre entre le premier ministre irlandais, M. Garret FitzGerald et M. Thatcher, les relations entre Londres et Dublin sont de nouveau extrêmement tendues. Lors d'une conférence de presse donnée lundi 19 novembre, à l'issue de la réunion entre les deux leaders, M. Thatcher avait publiquement rejeté le rapport du Forum pour une Irlande nouvelle dans lequel les trois formations de la République d'Irlande et le Parti catholique modéré d'Ulster (SDLP) s'étaient efforcés de formuler différentes solutions au problème irlandais (réunification, fédération ou administration conjointe de l'Ulster par Londres et Dublin).

Pour sa part, M. FitzGerald, dans sa conférence de presse, s'était contenté de relever que des différences subsistent entre Londres et Dublin, mais avait ajouté que des progrès avaient été faits. M. FitzGerald, en dépit de l'attaque menée contre lui par le leader de l'opposition, M. Charles Haughey (Fianna Fail), pour qui le sommet a été une « humiliation nationale », a réitéré son optimisme au Parlement de Dublin.

Mais à une réunion de son parti, mercredi, M. FitzGerald a été l'objet de critiques amères de la part de ses propres amis. Le chef du gouvernement irlandais a alors reproché à M. Thatcher ses déclarations « offensantes ». Le ministre des

affaires étrangères, M. Peter Barry, a déclaré que le comportement du premier ministre britannique avait été « méprisable ».

La colère de Dublin n'a fait que s'accroître après les propos tenus par le secrétaire d'Etat britannique pour l'Irlande du Nord, M. Douglas Hurd, selon lesquels la République d'Irlande ne pourrait jouer dans un règlement de la crise en Ulster qu'un rôle « consultatif ». Londres indiquait ainsi que le problème de l'Ulster est et demeurera un problème interne au Royaume-Uni.

M. FitzGerald avait espéré convaincre M. Thatcher de la nécessité d'une initiative politique radicale en Ulster. De l'avis général, il sort de cette affaire gravement humilié.

JOE MULHOLLAND.

Roumanie

La fin du treizième congrès

LE FILS DE M. CEAUDESCU ENTRE A LA DIRECTION DU PARTI

Bucarest (AFP). — M. Nicolas Ceausescu a été réélu à l'unanimité, jeudi 22 novembre, au poste de secrétaire général du Parti communiste roumain, par les trois mille cent délégués au treizième congrès qui s'est ouvert lundi. Le numéro un roumain, âgé de soixante-six ans, est reconduit pour la cinquième fois à ce poste depuis 1965.

Le fils du président, M. Nicu Ceausescu, trente-trois ans, fait son entrée au sein du comité politique exécutif en tant que membre suppléant. Il est président de l'organisation de jeunesse.

Le comité exécutif, dans lequel figure M. Elena Ceausescu, femme du président et numéro deux du régime, a été réélu dans son ensemble avec un membre de plus, M. Miha Dobrescu, ainsi que le secrétaire (dix membres).

Le congrès a été écourté de vingt-quatre heures, étant donné « l'achèvement des travaux plus rapide que prévu ».

PRIX EUROPEEN DE L'ESSAI CHARLES-VEILLON



Alain Finkielkraut

Le Juif imaginaire
L'avenir d'une négation
Ralentir : mots-valises !
Petit dictionnaire illustré
En collaboration avec Pascal Bruckner :
Le nouveau désordre amoureux
Au coin de la rue, l'aventure

S E U I L

EUROPE

URSS

TRADITIONNEL AVANT LA RÉUNION
DU SOVIET SUPRÊME

Le plénum du comité central a été supprimé

Contrairement à la tradition, respectée au moins pendant les années des règnes de Brejnev et d'Andropov, il ne devrait pas y avoir de plénum du comité central du Parti communiste soviétique à la veille de la session du Soviet suprême convoquée pour le mardi 27 novembre.

L'information, donnée de source officielle à l'agence France-Presse à Moscou, a été confirmée quelques heures plus tard, jeudi, à M. Neil Kimock, le leader du Parti travailliste britannique, qui se trouve en visite dans la capitale soviétique.

La session d'automne du Soviet suprême est destinée à voter le budget et le plan de l'année suivante. Traditionnellement, les deux projets étaient d'abord adoptés par les quelque trois cents membres du comité central. Cette année, la procédure a été différente. Le budget et le plan pour 1985 ont été discutés et approuvés, le jeudi 15 novembre, au cours d'une séance du bureau politique élargie au premiers secrétaires du parti dans les républiques fédérées. Ce bouleversement des habitudes ne change rien quant au fond.

L'examen du budget et du plan par le Soviet suprême et par le comité central n'est, en principe, qu'une simple formalité, les décisions étant déjà prises au niveau du bureau politique. Mais la réunion d'un plénum, avant la session du Soviet suprême, permet aussi généralement de procéder à des changements de personnes dans les organismes dirigeants du parti. Les observateurs à Moscou se demandent si l'absence de plénum la semaine prochaine ne s'explique pas, justement, par l'incapacité des dirigeants à se mettre d'accord sur d'éventuels changements au sommet. Le fait qu'il y ait eu une réunion du comité central fin octobre consacrée exclusivement à l'agriculture n'est pas une raison suffisante.

Cette entorse aux traditions est due, selon toute vraisemblance, à un blocage au sommet et à des divergences entre le groupe des sénateurs, mené par M. Constantin Tchernenko, et les « autres », qu'il est difficile de classer dans la même catégorie. Il est en effet peu probable que MM. Gorbatchev et Romanov, les deux seuls membres du bureau politique qui, avec M. Tchernenko, appartiennent aussi au secrétariat, aient les mêmes intérêts.

Les signes de désaccord ne manquent pas. La première indication montrant que la situation politique est beaucoup moins rigide que l'absence de toute promotion au sommet de la hiérarchie depuis le plénum de décembre 1983 pourrait le laisser croire est venue avec le limogeage du maréchal Ogarkov.

Celui-ci a perdu son poste de premier vice-ministre de la défense et de chef d'état-major, début septembre, mais il n'a pas disparu pour autant dans la « trappe ». Il a eu droit à un commandement important — probablement sur le front ouest. Pourtant, ses fonctions n'ont jamais été citées, ce qui peut laisser penser que sa nouvelle affectation ne fait pas l'unanimité.

L'avenir de M. Gorbatchev

L'autre problème qui se pose à la direction soviétique est la maladie du maréchal Ouzinev. Le ministre de la défense, qui est âgé de soixante-seize ans, n'a pas assisté aux fêtes de la révolution, le 7 novembre, et sa succession est à l'ordre du jour.

Reste le cas de M. Gorbatchev. Le benjamin du bureau politique est souvent présenté comme le numéro deux du parti. Raison de plus pour s'étonner qu'il n'ait pas assisté à la réunion élargie du bureau politique où le budget et le plan ont été adoptés. (La même remarque vaut d'ailleurs pour M. Voronikov, chef du gouvernement de la fédération de Russie.) Est-ce parce que la position de M. Gorbatchev s'est détériorée ou parce qu'il prend ostensiblement ses distances par rapport à une politique qu'il désapprouve ? Il s'agit déjà montré très discret lors du plénum consacré à l'agriculture, un secteur qu'il a pourtant supervisé pendant des années.

Sans être réformiste, au sens où on l'entend à l'Ouest, M. Gorbatchev avait mis en œuvre une politique agricole fondée sur l'industrialisation de la production, l'intensification des agricultures, le développement des liens avec l'industrie. Or, M. Tchernenko a présenté, en octobre, un plan qui tourne le dos à cette orientation et qui mise plus sur une extension des surfaces cultivées que sur un développement intensif. Il est significatif que M. Gorbatchev n'ait pas été remplacé comme secrétaire du comité central chargé de l'agriculture, comme si aux luttes de personnes se superposaient aussi des divergences politiques.

Le plénum du comité central est généralement une chambre d'enregistrement des décisions prises par le bureau politique, sauf dans les périodes de tension et de division où il peut être amené à jouer un rôle d'arbitre. En renouant à la réunion avant la session du Soviet suprême, M. Tchernenko a-t-il préféré ne pas courir le risque d'être désavoué ?

DANIEL VERNET.

Espagne

Les obsèques du dirigeant basque Santiago Brouard ont été transformées en manifestation en faveur de l'ETA

De notre envoyé spécial

Bilbao. — Les funérailles du dirigeant de la coalition nationaliste radicale Herri Batasuna, Santiago Brouard, se sont transformées, le jeudi 22 novembre, en l'une des plus impressionnantes manifestations d'appui à l'ETA-militaire qu'ait connues le Pays basque depuis le retour de la démocratie. Pendant ce temps, une grève générale de protestation paralysait totalement la région. C'est bien le spectre de l'affrontement communautaire qui aujourd'hui menace les provinces d'Euzkadi. Car cette foule criarde, à la colère contenue, qui suivait le cercueil de « Xanti » Brouard rappelait une autre foule qui, il y a neuf mois à peine, suivait le cercueil d'un représentant de l'autre camp, lui aussi victime de la violence : le sénateur socialiste Enrique Cascajosa.

Il s'agissait d'un par dizaines de milliers vers la petite place qui fait face à la mairie de Bilbao au bord de la rivière Nervion, où reposait depuis l'avant-veille la dépouille mortelle de Santiago Brouard. La place était devenue trop petite, et le pont et les rues adjacentes allaient être envahies à leur tour. Il y avait là beaucoup de jeunes, mais aussi des familles entières venues avec les enfants, les vieux, le bétail basque sur le crâne — tous silencieux au milieu d'une extraordinaire tension. Lorsque, à 17 heures, le cercueil porté par des dirigeants de la coalition commença à descendre l'escalier du porche de la mairie, ce fut comme une libération qui déborda la retenue. On entendit d'abord une salve d'applaudissements, puis un cri venu de partout : « Gora ETA-militarra ! » (vive l'ETA-militaire).

Devant la mairie, M. Txomin Ziluaga, secrétaire général du parti Hasi, dont M. Brouard était le président, fait l'éloge du disparu. Il rappelle que ce dernier avait « exprimé sa solidarité et son affection à l'égard des militants de la lutte armée ». La foule frémit ; les cris en faveur de l'ETA redoublent, accompagnés d'autres slogans : « Indépendance ! », « Police, assassins ! », « Socialistes égalent GALT ! » (1). Le poing levé, jeunes et vieux chantent l'hymne aux gudarri (combattants basques).

Alors commencent le défilé derrière le cercueil, recouvert de roses rouges et de l'ourine (drapage basque) et le passage d'une dizaine de jeunes gens. Entre les trois-trois noirs de monde, la foule s'engouffre par vagues successives. Les rues du centre se remplissent d'une foule au poing levé.

Deux heures durant, les indépendantistes sont maîtres de Bilbao : la police nationale est devenue invisible. La moindre étincelle pourrait provoquer un incendie. Sous quelques membres de la police municipale basque essaient mollement de contrôler le flot humain qui s'écoule.

Quittant Bilbao, une énorme caravane de voitures et d'autobus se dirige alors vers la ville natale de Santiago Brouard, le petit port de Lekeitio, à une soixantaine de kilomètres au nord-est. C'est un foyer de nationalisme « pur et dur », où l'on ne parle guère l'espagnol. Sur le chemin, dans les villages, les familles massées sur le pas de la porte saluent le cortège, l'écrit aux fenêtres. A Lekeitio, tous les habitants se sont massés dans l'église et sur la place voisine, au-dessus de laquelle flotte au vent une grande pancarte : « ETA : indépendance et socialisme ». Concélébrée par six prêtres, la messe est diffusée par haut-parleurs aux quatre coins de la ville. Dans l'église, beaucoup sont en pleurs, tandis que l'un des prêtres célèbre, en basque, « les nobles idéaux » du disparu.

Puis, c'est le dernier meeting, le dernier discours sur la grand-place. « Santiago Brouard considérait l'ETA comme une organisation pour la libération du Pays basque, une organisation qui a sacrifié et de sa vie », rappelle du haut de la tribune M. Ziluaga. Les slogans scandés par les dizaines de milliers

de présents gagnent en agressivité. Après les insultes aux socialistes, on crie partout, jeunes, vieux et enfants confondus : « ETA, davantage de mitraillettes ». Il ne ferait pas bon, ce soir à Lekeitio, se dire socialiste ou modéré. Le cortège repart finalement pour la dernière étape, celle qui conduit au cimetière. Il est 22 heures.

Ceux qui, en assassinant M. Brouard, avaient escompté un pourrissement de la situation en Euzkadi pourraient bien avoir fait un bon calcul. Le radicalisme a à nouveau le vent en poupe au Pays basque. Le jour de jeudi l'a montré. Herri Batasuna a fait preuve d'une capacité de mobilisation supérieure aux quelque 15 % de voix obtenues par la coalition à chaque élection. Et, à travers Herri Batasuna, c'est une ETA que l'on dit exsangue, qui réussit à rappeler qu'elle n'est pas morte politiquement. Vu de Madrid, le constat est amer : six ans après l'approbation de la première Constitution démocratique en Espagne, très nombreux sont les Basques pour qui l'usage de la violence contre les représentants de Madrid n'a pas cessé d'être légitime.

THERRY MALINAK.

(1) Groupe d'action antirégime, associé aux forces de gauche depuis un an.

DIPLOMATIE

En visite à Copenhague

M. CHEYSSON A INSISTÉ SUR LES PROBLÈMES DE DÉFENSE

(De notre correspondant.)

Copenhague. — A l'occasion d'une visite officielle à Copenhague, les 21 et 22 novembre, M. Cheysson, ministre français des relations extérieures, a eu des entretiens avec son homologue, M. Ellen Jensen (libéral), et le chef du gouvernement danois, M. Poul Schlüter (conservateur). Il a également été reçu en audience par la reine Margrethe II, rencontrée des représentants de l'opposition socialiste, tenu une conférence devant les membres de l'Association atlantique et accueilli la colonie française à l'ambassade de France.

Ses conversations ont surtout porté sur des problèmes multilatéraux, notamment les questions de défense. M. Cheysson a insisté sur le fait que la France ne peut pas se désolidariser de ses hôtes sur la nécessité aujourd'hui pour l'Europe de mieux assumer elle-même sa protection. Il a critiqué les tendances neutralistes actuelles des sociaux-démocrates danois, d'après lui, au fait qu'étant dans l'opposition, ils sont tenus à l'écart des responsabilités.

C. O.

LES 7 ET 8 JANVIER A GENÈVE

MM. Shultz et Gromyko engageront de nouvelles négociations sur les armes nucléaires et spatiales

Confirment les indications données officiellement à Washington les jours précédents, l'agence Tass et le département d'Etat ont publié simultanément jeudi 22 novembre le communiqué suivant : « L'Union soviétique et les Etats-Unis ont convenu d'entamer de nouvelles négociations en vue de parvenir à des accords multilatéraux acceptables sur l'ensemble des problèmes concernant les armes nucléaires et spatiales. Afin d'établir un point de vue commun sur l'objet et les buts de ces négociations, le ministre des affaires étrangères de l'URSS, M. Shultz, et le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, se rencontreront les 7 et 8 janvier 1985 à Genève. » Cette décision, confirmée à Washington, fait suite à un message reçu samedi 17 novembre de M. Tchernenko.

A Moscou, M. Lomelko, porte-parole du ministre soviétique des affaires étrangères, a tenu à préciser, après avoir donné lecture du communiqué, que la nouvelle porte « ne portera pas sur la reprise des [anciennes] négociations soviéto-américaines, mais sur des pourparlers entièrement nouveaux ».

Washington. — La confirmation simultanée par les gouvernements américain et soviétique, jeudi 22 novembre, de la prochaine rencontre entre MM. Shultz et Gromyko n'a pas éclairci les voies par lesquelles l'URSS et les Etats-Unis vont tenter de réduire leurs divergences sur le contrôle des armements.

Washington que l'expression de « nouvelles négociations » implique que le communiqué répond au besoin de ménager la susceptibilité des Soviétiques, qui mettaient jusqu'ici comme condition à la reprise des deux conversations sur les armes stratégiques (START) et à la reprise des pourparlers des euromissiles que l'OTAN a commencé de déployer il y a un an. Avec les armes spatiales, ces deux dossiers constitueront, a précisé jeudi le conseiller de M. Reagan pour les affaires étrangères, le « cœur » de la négociation. M. McFarlane, les problèmes « les plus pressants » qu'aborderont à Genève MM. Shultz et Gromyko avant de décider de « l'étendue et de la date » des négociations globales envisagées.

Le seul fait que le blocage sur les armements stratégiques et à moyenne portée soit ainsi dépassé constitue d'ores et déjà un progrès notable, puisque, l'été dernier encore, les Soviétiques avaient refusé d'ouvrir les pourparlers qu'ils avaient eux-mêmes proposés sur les armes spatiales, notamment en raison de la volonté des Etats-Unis de saisir cette occasion pour repartir des START et des FNI.

Il reste que dans l'ordre des problèmes « les plus pressants », la priorité des Soviétiques — l'espace — n'est pas celle des Américains et que rien n'indique, pas plus à Washington qu'à Moscou, comment va être abordé cet obstacle de fond. Alors qu'à Moscou le porte-parole du ministère des affaires étrangères faisait ressortir que le processus qui vient d'engager MM. Shultz et Gromyko n'est pas une continuation des START et des FNI, M. McFarlane a, lui, indiqué — tout en répétant que les Etats-Unis étaient ouverts à toutes les suggestions — que son gouvernement était « a priori favorable à la reprise de ces deux négociations sous leur forme ancienne ».

viennent les objectifs décrits dans le communiqué ». Les négociations sur les armements nucléaires en Europe interrompues l'an dernier, a-t-il encore indiqué en réponse à une question, « n'auraient pu être reprises que si les nouveaux missiles américains à moyenne portée avaient été retirés d'Europe ». La reprise de ces négociations sur les armements intermédiaires (FNI) avait été annoncée par Moscou le 23 novembre 1983, soit il y a un an jour pour jour. Elle avait été suivie à bref délai d'une suspension sine die des conversations sur les armements à longue portée (START) qui se déroulaient également à Genève.

Notons encore que la chaîne américaine de télévision CBS a rapporté jeudi, se référant à « des sources gouvernementales sûres », que, parmi les concessions envisagées par les Etats-Unis dans le cadre de ces conversations, figuraient une suspension temporaire du déploiement des euromissiles ainsi qu'un moratoire de trois ans sur les essais d'armes spatiales.

De notre correspondant

Les conversations des deux ministres des affaires étrangères pourraient n'être que les premières d'une série d'autres, a-t-il laissé entendre, ce qui a conduit à qualifier de « très préliminaires » toutes les spéculations sur une rencontre au sommet entre MM. Reagan et Tchernenko.

BERNARD GUETTA.

Bruxelles va sans doute ajourner sa décision sur l'implantation de missiles en Belgique

De notre correspondant

Bruxelles. — La reprise des négociations américano-soviétiques est accueillie avec « la plus grande satisfaction » par le gouvernement de Bruxelles, dans la mesure où elle semble tirer la coalition chrétienne-libérale d'une très grande difficulté. Les dirigeants belges, même s'ils ne le proclament pas encore de façon ouverte, vont très probablement pouvoir ajourner une décision définitive concernant l'implantation sur leur territoire des quarante-huit missiles de croisière qui devaient devenir opérationnels dans le cours de l'année prochaine. La même considération vaut aussi pour le gouvernement voisin des Pays-Bas, qui était encore plus soumis aux pressions des mouvements antinucléaires.

Jusqu'ici, une échéance paraissait inévitable : au mois de mars au plus tard, le gouvernement de Bruxelles devait dire de façon définitive « oui » à la mise en place des missiles de croisière sur la base de Florennes. Les travaux préparatoires sur cette base sont d'ailleurs presque terminés, et quelque huit cents techniciens des Etats-Unis sont déjà sur place.

Pourtant, l'opposition au déploiement n'a cessé de croître. Le gouvernement lui-même a constamment retardé sa décision, en indiquant qu'il lui appartenait de réévaluer tous les six mois l'état des négociations entre la Kremlin et la Maison Blanche. Lors des élections européennes, le succès notable du Parti socialiste flamand a été dit sans nul doute à son combat énergique contre l'im-

plantation d'armes nucléaires en Belgique. Même chez les sociaux-chrétiens dans le nord du pays, les hésitations et les réticences se sont renforcées. Les sondages d'opinion, s'ils indiquent toujours que la grande majorité de la population reste fidèle à l'alliance atlantique, signalent aussi que 59 % de citoyens sont opposés à la présence d'armes nucléaires sur leur territoire.

Le premier ministre, M. Martens, espère bien conduire son gouvernement jusqu'au terme de la législature. Sans accident, les prochaines élections générales devraient avoir lieu en décembre 1985. Il y a quelques jours cependant, M. Martens reconnaissait que deux dangers immédiats menaçaient son gouvernement : comme toujours dans ce pays, les affrontements entre Flamands et Wallons, mais aussi l'opposition croissante à la mise en place des missiles. Le premier ministre rappelait que, sur ce point, les choses ne sont toujours au « feu orange », en attendant l'échéance de mars.

Désormais, tout est changé, même si rien n'est encore décidé. Compte tenu de la lenteur inévitable de la négociation américano-soviétique qui va s'engager au début de l'an prochain, il est même permis d'espérer que le gouvernement Martens franchira le cap des élections générales sans avoir à se prononcer d'une façon irréversible sur l'implantation éventuelle des missiles en Belgique.

JEAN WETZ.

DÉPASSÉS, INCOMPÉTENTS, INCAPABLES, OU RESPONSABLES DE NOTRE INSÉCURITÉ ? LES VOICI DÉSIGNÉS :

LE NOUVEAU
OBSERVATEUR
ENTRE
KENDAL ET
ASSAD

LES FLICS

CETTE
SEMAINE

PROCHE-ORIENT

LA RÉUNION DU « PARLEMENT » PALESTINIEN A AMMAN

Un second manifestant a été tué par balle en Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem. — Les jours se suivent et se ressemblent en Cisjordanie. Au lendemain de la mort d'un étudiant de l'université de Bir-Zeit (le Monde du 23 novembre), un second manifestant a été tué par balle, jeudi 22 novembre, au cours d'un affrontement avec l'armée israélienne au centre de Ramallah. La victime, Baker Ali Abdallah, était âgée de vingt et un ans.

Le scénario de la veille s'est reproduit à peu de choses près : jets de pierres sur les soldats, coups de semence, puis « tir dans les jambes ». Cette fois, les manifestants n'étaient qu'une cinquantaine. Après plusieurs sommations, les forces de l'ordre ont poursuivi quatre d'entre eux, considérés comme des meneurs, puis ont ouvert le feu. Deux des fugitifs ont été blessés, dont l'un mortellement atteint à la poitrine. D'autres incidents mineurs ont eu lieu à Ramallah, Naplouse et Doura.

Il est trop tôt pour dire si ces deux journées de violence annoncent une nouvelle période de troubles dans les territoires occupés au terme d'une année particulièrement calme. Une chose est sûre : cette poussée de fureur était totalement prévisible, des groupes d'étudiants palestiniens favorables au non à M. Arafat ayant visiblement décidé d'en découdre avec les forces de l'ordre. Ils espéraient, sans doute, que l'attention internationale accordée à la réunion

d'Amman donnerait un écho maximal à leur action et que l'engrenage provocation-répression ferait oublier un peu les dissensions inter-palestiniennes dans les territoires.

Dans ces conditions l'attitude des autorités israéliennes suscite certaines interrogations. Fallait-il absolument interrompre la marche des étudiants de Bir-Zeit mercredi, tout en sachant que l'affrontement ferait le jeu des plus extrémistes et qu'une « bavure était probable » ? Après tout, deux meetings étudiants — contradictoires de surcroît — s'étaient déroulés dans le calme à Bir-Zeit samedi dernier et bien d'autres auparavant.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il rien fait pour éviter de sanglants incidents alors que, dans le même temps, il affiche sa volonté d'« améliorer la qualité de la vie » en Cisjordanie et à Gaza ? Face à cette répression, la création d'une banque palestinienne ou l'assouplissement de la censure sur les livres apparaissent bien dérisoires. L'opinion extérieure ne retiendra que la mort de deux étudiants, dommageable pour Israël. Les dirigeants nationalistes des territoires, qui proclament « Pères-Shamir, même combat », pourront affirmer que les faits leur donnent raison.

Ces questions valent d'autant plus d'être posées que le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, responsable du maintien de l'ordre dans les territoires, ne semble pas partisan de cette affaire d'une ligne dure. Il a refusé d'ordonner la fermeture de Bir-Zeit, alors que l'université d'An Najak à Naplouse est close depuis quatre mois pour bien moins que cela. Les interventions de l'armée tranchent avec le désir de libéralisation manifesté par les travailleurs dans les territoires alors que l'extrême droite, elle, demande la fermeture des universités de Cisjordanie.

Le premier ministre, M. Shimon Pérès a déclaré pour sa part jeudi, avant le début de la session du conseil palestinien à Amman, qu'il n'attendait « rien de cette réunion, qui consacrera la sécession au sein de l'OLP et accentuera le terrorisme anti-israélien ». Car, a-t-il ajouté : « Aucune des deux branches de l'OLP ne choisira la voie de la paix ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Une mise en demeure du roi Hussein à l'OLP

(Suite de la première page.)

Le souverain jordanien n'a pas repris à son compte la thèse américaine selon laquelle l'adhésion à la résolution 242 devrait être un préalable à toute négociation. Pour lui le texte « onusien » constituera « le cadre » de tractations qui s'engageraient non pas sur une base bilatérale, mais dans le cadre d'une conférence internationale de la paix qui se tiendrait sous l'égide de l'ONU. Parmi les participants figureaient, outre Israël et tous les belligérants arabes, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, URSS). Ensemble, ils déterminaient « les moyens, les méthodes, les engagements propres à garantir l'application du principe de l'échange de territoires contre la paix ».

Action conjointe avec la Jordanie

Le roi Hussein n'a épargné personne, critiquant tour à tour les États-Unis, la Syrie (sans la nommer), les pays arabes et, en particulier, la direction de l'OLP. « Permettez-moi d'être franc avec vous, répétait-il, l'existence d'un gouvernement ou d'un chef ne se justifie que s'il accomplit ses tâches avec sagesse, courage et sincérité (...). Il faut être réaliste, souple et dynamique ». Les Palestiniens des territoires occupés « sont abandonnés dans un océan de souffrance et il faudrait songer à eux en priorité », a-t-il déclaré après avoir relevé, avec un tact consommé, toutes les erreurs de jugement commises par la centrale des fedayin depuis sa fondation. Au moins à neuf reprises dans son allocution, le souverain a insisté sur le fait qu'il n'avait nullement l'intention de s'ingérer dans les affaires intérieures de l'OLP, que celle-ci était l'unique représentant légitime du peuple palestinien et qu'elle était « tout à fait souveraine » dans la prise de décision.

Mais ne s'était-elle pas rendu compte qu'en se prêtant aux manœuvres de certains États arabes dont les motivations n'étaient pas désintéressées, elle avait fait le jeu d'Israël ? Qu'en se dissociant de la Jordanie, qui a toujours défendu la cause palestinienne, au prix de lourds sacrifices, l'OLP avait offert à Jérusalem les moyens de se débarrasser à l'indispensable négociation ? La proposition du roi Hussein comporte, dès lors, une condition sine qua non : Palestiniens et Jordaniens, dont les liens ont été forgés par des facteurs purement objectifs, his-

toriques, géographiques, démographiques, devront s'engager ensemble et sur une base contractuelle dans le processus de paix.

Se référant de toute évidence aux autres pays arabes, le roi Hussein a proclamé que, le futur tandem jordanien-palestinien étant indispensable à la survie des deux peuples, « aucune partie tierce, et personne, adversaire, ami ou frère, n'a le droit de décider à notre place ».

Omission remarquée : le souverain n'a, à aucun moment, évoqué l'éventualité de la fondation d'un État palestinien indépendant. Il est vrai que son discours, d'une hauteur de vue remarquable de l'avis général, a été conçu pour écarter toute controverse, à ses yeux secondaire. Il n'a pas non plus mentionné les divers projets de règlement existants, ceux de Camp David, du président Reagan, du sommet arabe de Tâs au de M. Béchir. De toute évidence, il n'a voulu fermer d'emblée aucune porte. Il a poussé la prudence jusqu'à passer sous silence la position de l'Égypte, avec laquelle il vient de rétablir des relations diplomatiques, question qui divise profondément les Palestiniens.

Cela dit, tout le monde s'accorde pour rendre hommage à l'habileté du souverain jordanien, qui, en filigrane, a consenti des concessions à toutes les parties concernées. Le tandem jordanien-palestinien a de quoi satisfaire le président Reagan : la conférence internationale de la paix ne peut que rejoindre l'ONU, l'URSS, la France, le Royaume-Uni et la Chine, que Washington et Jérusalem ne veulent pas associer à d'éventuelles négociations ; le Parti travailliste israélien ne devrait pas être totalement mécontent, puisque le roi Hussein lui a repris la formule de « l'échange de territoires contre la paix ».

Deux questions sans réponse

Deux questions demeurent sans réponse, ce vendredi matin : que pensent de ces suggestions les membres du Conseil national palestinien, qui n'ont applaudi qu'incidemment le discours du roi ? Quel est le degré d'accord entre le souverain et M. Yasser Arafat, qui se sont donné une chaleureuse accolade à l'issue de la séance inaugurale ?

Il paraît improbable que le président de l'OLP n'ait pas été informé des propositions du roi Hussein avant qu'il prononce sa propre allocution. On peut relever en effet quelques convergences dans les deux

discours. M. Arafat a couvert d'éloges le président Mubarak en exprimant le vœu que l'Égypte soit rapidement réintégrée dans la « famille arabe » sans poser comme condition la dénonciation du traité de paix entre le Caire et Jérusalem, conclu pourtant sur la base de la résolution 242. Il a appelé, lui aussi, à la convocation d'une conférence internationale de la paix sans préciser, il est vrai, ses contours. Mais, à en juger par le vibrant hommage qu'il a rendu notamment au président Mitterrand et, d'une manière générale, à la politique équilibrée de la France au Proche-Orient, il serait à coup sûr un chaud partisan de la présence de la France à la conférence de la paix.

Il s'agit prononcé naguère en faveur de la participation de l'URSS bien qu'il ait omis, dans son discours de mercredi, de prononcer son nom dans le concert de louanges qu'il a

déclaré aux « pays amis ». Les relations avec Moscou ne sont pas à l'heure actuelle au beau fixe, entre autres parce que le Kremlin juge « inopportune » la réunion en cours du CNP.

Quant aux « parlementaires » palestiniens, ils ont été apparemment tout à la fois séduits et choqués, étonnés et peut-être ébranlés par le plaidoyer du roi Hussein. A en juger par les premières réactions très fragmentaires qui ont été recueillies, ils ne seraient pas encore prêts à faire table rase du passé pour se lancer dans l'aventure d'une paix contractuelle avec Israël. L'argument le plus courant est que le gouvernement de Jérusalem n'acceptera pas, en tout cas, de négocier avec l'OLP ou même de restituer les territoires occupés au roi Hussein.

ERIC ROULEAU.

Egypte

BATAILLE RANGÉE ENTRE POLICIERS ET ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ AL-AZHAR

(De notre correspondant.)

Le Caire. — Plus de mille étudiants de l'université islamique d'Al-Azhar ont participé, jeudi matin 22 novembre, à une violente manifestation de protestation qui s'est transformée en une bataille rangée contre les forces de l'ordre. Selon l'agence de presse égyptienne Mena, huit étudiants et trois policiers ont été blessés à Nour-City, quartier périphérique du Caire où se trouve une importante annexe d'Al-Azhar. Soixante-quatre manifestants ont été également arrêtés pour « actes de sabotage et agression contre la police ».

Des démonstrations de protestation contre la mort accidentelle d'un étudiant renversé par un camion de police ont dégénéré en une importante manifestation pour l'amélioration du statut et des conditions de la vie universitaire (repas de meilleure qualité, moyens de transport plus convenables...) et pour la révision du système de l'octroi des bourses d'études.

Les incidents ont commencé lorsque les étudiants en colère se sont rassemblés en grand nombre hors du campus en scandant des slogans et en lançant des pierres aux forces de l'ordre. La police a réussi à les disperser en faisant usage de matrasques et de gaz lacrymogènes. Selon l'agence officielle, la situation a été « totalement maîtrisée » et les étudiants ont regagné le campus en fin de matinée. Ces désordres étudiants sont les premiers d'importance enregistrés en Égypte depuis l'accession au pouvoir du président Mubarak en octobre 1981.

A. B.

Fin de la visite de M. Chirac au Caire. — M. Jacques Chirac a regagné Paris, jeudi 22 novembre, après une visite de quatre jours en Égypte consacrée à « s'informer du point de vue des autorités égyptiennes sur les possibilités de paix au Proche-Orient ». Le maire de Paris s'est entretenu avec le président Mubarak. — (AFP).

au vieux campeur

48, RUE DES ECOLES 75005 PARIS
TEL. 329.12.32



Le vrai spécialiste du SKI

DES PRIX BAS

CATALOGUE INFORMATIF : 250 PAGES

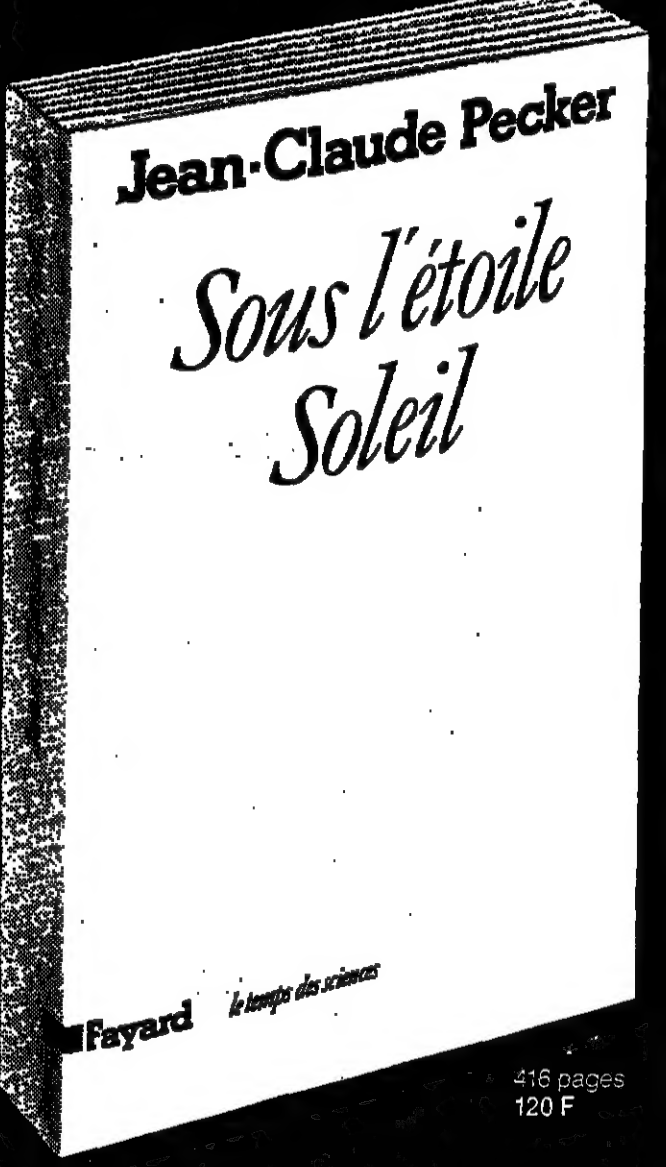
La résolution 242

La résolution 242, adoptée le 22 novembre 1967 par le Conseil de sécurité de l'ONU affirme « le caractère inadmissible de l'acquisition de territoires par la guerre et la nécessité d'ouvrir pour une paix juste et durable permettant à chaque État de la région de vivre en sécurité ». Selon le texte français, l'instauration d'une telle paix passe par :

1. Le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés pendant le récent conflit (la guerre de six jours de juin 1967).
2. La cessation de toutes les assertions de belligérance et de tous les États de belligérance, ainsi que le « respect et (la) reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de chaque État de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force ».
3. La résolution « affirme en outre la nécessité :
» 1. de garantir la liberté de navigation sur les voies d'eau internationales de la région.
» 2. de réaliser un juste règlement du problème des réfugiés.
» 3. de garantir l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la région par des mesures comprenant la création de zones démilitarisées ».

UN PORTRAIT PASSIONNÉ DE L'ÉTOILE SOUS LAQUELLE NOUS VIVONS...

Paul CARO, Le Monde.



Jean-Claude Pecker
Sous l'étoile Soleil

416 pages
120 F

le temps des sciences
Collection dirigée par Odile Jacob

FAYARD

PARIS MONTREAL TORONTO

Air Canada vous reçoit sept sur sept.



LLUNDI - MARDI - MERCREDI - JEUDI - VENDREDI - SAMEDI - DIMANCHE

A 14 h 25, chaque jour, un avion gros-porteur d'Air Canada décolle vers Montréal (arrivée 16 h 00) et Toronto (arrivée 17 h 55).

Un vol transatlantique parfait dans l'atmosphère unique de la Classe Affaires Intercontinentale Air Canada : fauteuils moelleux espacés de près d'un mètre, délicieux repas de quatre plats, vins et liqueurs à discrétion, détente à loisir et petits soins à profusion. Vos affaires vous appellent au Canada ? Entamez-les et concluez-les avec le meilleur des hôtes : le Service Intercontinental.

Renseignez-vous chez Air Canada ou chez votre agent de voyages.

C'est si bon que vous voudrez rester à bord.

Paris - Toronto : 24 h 45 de vol. Toronto - Montréal : 1 h 15 de vol. Montréal - Paris : 7 h 45 de vol. Les vols sont opérés par Boeing 747-200.



AIR CANADA
Intercontinental

ASIE

Chine

L'enseignement du français a débuté à la télévision

De notre correspondant

Pékin. — Des émissions d'enseignement du français sont diffusées depuis début novembre à la télévision chinoise. Mais depuis des mois déjà de nombreux Chinois savent que le français, langue étrangère n°1, a été désigné par le japonais et est devenu la langue officielle de la Chine.

Bien entendu, l'anglais se situe à la part du lion, les autres langues ne pouvant que se disputer le second rang. Le français, longtemps bien placé, a été dépassé par le japonais et est tombé par l'allemand.

Pour réaliser l'adaptation du programme d'enseignement « Entrée libre », méthode patronnée par le Haut Comité de la langue française, Paris n'a pas lésiné sur les moyens. Un studio complet Thomson a été donné aux Chinois, du personnel a été formé à Paris, un expert envoyé à Pékin. La méthode a été considérablement modifiée, chaque leçon a été divisée en deux par l'ajout de scènes tournées à Pékin par des bénévoles français et des enseignants chinois, le rythme — un peu rapide — a été ralenti pour éviter que les téléspectateurs ne soient trop vite « perdus ». En effet, les Chinois ne connaissent ni les genres ni les conjugaisons... Ces modifications, affirmant les participants, n'ont guère modifié le fond du programme, pourtant fondé sur la représentation du mode de vie français. « Entrée libre » est toujours devenu « Entrée au français ».

Les quarante-huit leçons seront diffusées pendant un an. Un livre, adapté de la méthode française, a été tiré à 250 000

exemplaires (500 000 pour le japonais, 750 000 pour l'anglais). Une seconde série est prévue, mais le matériel tarde à venir. Or il faut dix mois aux Chinois pour imprimer un manuel. Une troisième série pourrait s'y ajouter, si elle est prête à temps en France.

Cet accès direct à la langue française est important. Au cours d'un voyage en province, plusieurs personnes nous ont dit qu'elles avaient appris le français à l'école, mais qu'elles ne pouvaient pas le parler. Elles ont donc décidé d'apprendre le français à la télévision. Elles ont donc décidé d'apprendre le français à la télévision.

En plus de l'impact linguistique, « Entrée libre » apporte une bouffée d'air frais, une vivacité, une dynamique de tournage qui secoue un peu une télévision bien conventionnelle. L'image qu'elle donne de la France ne peut que lui être bénéfique.

PATRICE DE BEER.

● **Le chinois à la radio.** — Le centre de Vannes de télé-enseignement nous signale qu'il diffuse depuis le 12 novembre et jusqu'au 29 avril 1985 sur France-Culture un cours de langue chinoise, niveau débutant. Les émissions ont lieu le lundi de 17 h 15 à 17 h 30. L'enseignement des émissions et le livret d'accompagnement peuvent être demandés à l'adresse suivante : Service audiovisuel, bureau 316, CNEC, 60, boulevard du Lycée, 92171 Vanves Cedex.

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Sud

● **MISE AU POINT.** — Dans l'article de notre envoyé spécial à Séoul, publié dans nos éditions du 22 novembre, il était indiqué que le voyage de M^{me} Cresson en Corée du Sud « était envisagé pour l'automne », mais avait été « ajourné ». Le cabinet du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur nous précise que « M^{me} Cresson se rendra en République de Corée accompagnée d'une délégation d'hommes d'affaires français, du 14 au 18 janvier 1985, à l'invitation du gouvernement coréen, ainsi qu'il a toujours été prévu. »

Philippines

● **LE PRÉSIDENT MARCOS A LA TÉLÉVISION.** — Le président Marcos a été présenté jeudi 22 novembre à la télévision philippine, alors que des rumeurs selon lesquelles il serait gravement malade continuent de circuler à Manille. Le chef de l'Etat est apparu assis, en pyjama, en compagnie notamment de son épouse et au moment où l'un de ses médecins était en train de l'examiner. Selon ce médecin, M. Marcos souffre actuellement d'une grippe. (AFP.)

Somalie

● **EXÉCUTIONS DE CIVILS.** — Quarante-neuf civils ont été exécutés dans le nord de la Somalie par l'armée somalienne, entre le 14 et le 19 novembre, pour sympathie ou complicité avec les opposants du Mouvement national somalien (MNS), opposition armée au régime de Mogadiscio, selon des informations concordantes recueillies jeudi 22 novembre à Djibouti. Selon des So-

malien arrivés à Djibouti, neuf personnes ont été passées par les armes lundi après une opération menée par les maquisards à Koh-Ayreh, entre Berbera et Hargeisa. Selon les mêmes sources, vingt-huit personnes, dont des commerçants et des instituteurs, ont été fusillées à Hargeisa samedi pour complicité avec les opposants au régime du président Siyad Barre. Le 14 novembre, affirmait-on encore, de mêmes sources, douze personnes y avaient déjà été exécutées sans jugement. — (AFP.)

URSS

● **MOSCOU ET L'ASSASSINAT D'INDIRA GANDHI.** — L'agence Tass a refusé, jeudi 22 novembre, les accusations du gouvernement américain selon lesquelles l'Union soviétique avait suggéré une complicité des Etats-Unis dans l'assassinat du premier ministre indien Indira Gandhi. Dans un communiqué publié mercredi, le département d'Etat avait accusé l'URSS d'avoir « activement disséminé et encouragé des informations accusant le gouvernement américain de complicité dans ce crime ». L'agence officielle soviétique qualifie les accusations américaines de « manœuvre malséante » et « pour le moins étrange ». D'autre part, elle, que les allégations de l'URSS concernant les Etats-Unis étaient « inexistantes ». — (AFP.)

AMÉRIQUES

Uruguay

LES ÉLECTIONS DU 25 NOVEMBRE

Le désir de « revanche » contre les militaires n'est pas à l'ordre du jour

De notre envoyé spécial

ici), les Uruguayens seraient-ils dénués de tout esprit de revanche, refusant-ils ce qu'ils appellent le « révisionnisme », c'est-à-dire le jugement porté sur le passé ?

« Nous refusons l'affrontement violent parce qu'il ne nous garantirait pas la chute de la dictature, et qu'il coûterait cher en vies humaines. Cette dictature, nous l'avons vaincue politiquement, mais pas militairement. Elle garde toute sa capacité de répression. C'est pourquoi nous avons choisi la voie pacifique. Le problème n'est pas de passer les militaires en jugement, mais d'être en mesure de le faire. »

C'est ainsi que M. Victor Villan, membre de la direction du Parti Colorado, justifie la politique de son mouvement. Celle-ci n'a pas été seulement dictée par les circonstances. Elle tient aussi à l'attitude des militaires uruguayens, qui ont choisi de dialoguer, après avoir tenté — en vain — d'institutionnaliser leur pouvoir.

C'est en 1980 que leur sort s'est joué. Leur régime fonctionnait alors « à la brésilienne ». Les généraux devaient se relayer à la présidence. Il n'y avait pas de caudillo du style Pinochet. Les décisions importantes étaient prises par un collège d'une trentaine d'officiers généraux.

Soucieux de légitimité, ils voulaient que le prochain président soit élu, et gouverner avec une Constitution approuvée par le suffrage universel. Mais, à leur grande surprise, le projet qu'ils soumettaient au référendum est repoussé par 58 % des suffrages. Les Uruguayens ont profité de l'occasion pour dire « non » au régime militaire et civilitaire, mais qui s'était placé les pouvoirs législatif et judiciaire sous la tutelle de l'exécutif, et faisait du Conseil de sécurité nationale, un organisme tout-puissant destiné à institutionnaliser la lutte contre la « subversion ».

Le Honduras va demander la création sur son territoire d'une base militaire américaine permanente

● **LE HONDURAS** va demander aux Etats-Unis l'établissement d'une « accord de défense mutuelle » et la création d'une base militaire américaine permanente sur le territoire hondurien, a annoncé, le jeudi 22 novembre, le ministre hondurien de la présidence, M. Ubodero Arriaga.

Ces demandes seront présentées aux autorités américaines lors d'une première série de négociations visant à réviser les traités militaires et de coopération signés par les deux pays en 1954.

Le dirigeant hondurien a justifié ces demandes par le renforcement militaire « d'autres pays de la région ». Il n'a pas nommé ces pays — mais la référence au Nicaragua est très claire.

Depuis février 1983, date de la fin des premières manœuvres Awas-Tara (Big Pine), des militaires américains sont stationnés de façon permanente dans plusieurs bases militaires honduriennes.

● **AU NICARAGUA**, d'autre part, le « Commandant Zéro », M. Pastora, parti en guerre le 15 avril 1983 contre le gouvernement sandiniste « pour la liberté et la démocratie », semble être arrivé au bout du chemin. Sans ravitaillement, sans argent et sans munitions, il a tenté le mercredi 21 novembre, comme il l'avait déjà fait le 27 février dernier, de faire passer une partie de ses troupes, minées par la dénutrition et les maladies parasitaires, au Costa-Rica, pour leur permettre de reprendre des forces.

Il s'est présenté avec environ trois cent cinquante hommes sur la rive du fleuve San Juan, à la frontière du

Costa-Rica et du Nicaragua, pour demander l'asile politique pour ses combattants. Le gouvernement costaricien ne leur a offert que le statut de réfugiés, et à condition qu'ils déposent les armes et s'engagent à ne pas les reprendre si leur statut rétabli, comme l'ont déjà fait à plusieurs reprises dans le passé des guérilleros de Pastora. Dans ces conditions, une vingtaine d'hommes seulement ont franchi le fleuve, les autres choisissant de rester au Nicaragua avec Eden Pastora pour continuer la lutte « avec des pierres et des bâtons », si nécessaire.

Comme à l'accoutumée, Eden Pastora a profité de l'occasion pour ruser entre les hommes en discours, dirigé essentiellement sur les journalistes présents et à l'opinion internationale, pour demander une nouvelle fois « aux gouvernements démocratiques du monde » de l'aider « sans condition » en lui envoyant des armes, des munitions et des aliments.

Blessé à la fin mai dans un attentat lors d'une conférence de presse à La Peca, sur la rive du San Juan, Eden Pastora a dû se faire soigner dans une clinique vétérinaire tandis que son principal allié au sein de l'ARDE (Alliance révolutionnaire démocratique), M. Alfonso Robelo, décidait de faire alliance avec la force démocratique nicaraguayenne (FDN) installée au Honduras. Ce ralliement consommait la rupture entre les deux hommes, le « commandant Zéro » refusant de s'unir à un mouvement « dirigé militairement par d'anciens gardes somozistes ». (AFP.)

« Les militaires doutaient si peu de leur victoire qu'ils n'ont pas cessé de frauder, affirment un diplomate. D'ailleurs, l'idée ne leur serait même pas venue, tant la tradition de légalité est enracinée dans le pays. »

Après un tel cauchemar, les généraux sont contraints à l'ouverture politique. Ils réalisent les représentations des partis pour fixer les étapes de la passation des pouvoirs. Mais ils pensent encore dicter leurs conditions. Ils s'adressent aux négociations que les partis dits « traditionnels », et en excluent le dernier venu sur la scène politique, le Front élargi : n'est-il pas composé, en majorité, de marxistes, de communistes qu'ils ont voulu éliminer ?

Le dirigeant du Parti blanco toujours détenu

« Mais au fur et à mesure que leur situation s'est dégradée, ils ont abaissé leurs prétentions », explique M. Victor Villan. Après quelques années de croissance, l'économie, en effet, s'est dégradée. Le PNB a chuté de près de 10 % en 1982 et de près de 5 % en 1983. C'est le moment où les syndicats, jusqu'alors dans une semi-clandestinité, commencent à relever la tête. Durant toute l'année 1983, puis en 1984, les manifestations de masse vont se succéder, notamment à l'occasion du 1^{er} mai.

Enfin, en juillet dernier, un accord définitif est conclu sur le calendrier électoral et post-électoral. Cette fois, la gauche a été admise aux pourparlers. En revanche, le Parti blanco, de tradition conservatrice et cléricale, mais qui s'est gauchisé avec le temps, les a boycottés pour protester contre la démission de son dirigeant, M. Wilson Ferreira Aldunate, arrêté à son retour d'un long exil, un mois auparavant, et toujours interné.

Tel est le paradoxe de la situation présente : les militaires qui se reconstruisent aujourd'hui dans le Parti blanco (appelé aussi Parti national, parce qu'il défendait les valeurs « ancestrales ») voient en lui désormais un de leurs pires adversaires. (2). En revanche, c'est avec les marxistes du Front élargi qu'ils ont fini par traiter — ainsi qu'avec le Parti Colorado, qui a longtemps servi le soufre social-démocrate.

Onze ans après le début de la chasse aux sorcières, Montevideo est redevenue une capitale de réconciliation politique où toutes les influences peuvent jouer. Sous les drapeaux rouge, bleu, blanc du Front élargi, on voit s'asseoir dans les meetings en plein air un général de gauche, Liber Serrano, à qui on a interdit de postuler la présidence, mais qui prend la parole pour soutenir le candidat désigné à sa place — un médecin de soixante-seize ans, M. Juan José Grottoy. A ses côtés, éminent comme un homme d'affaires, le secrétaire général du PC, M. Rodney Arismendi, soixante-trois ans, rentré en Uruguay au début du mois, après un long exil à Moscou, et dont la réintégration a été négociée, dit-on, par l'Union soviétique, qui a signé deux mois avant le scrutin un accord commercial avec Montevideo.

(1) « Colorado » signifie précisément « rouge ».

(2) Le Parti blanco, à défaut de pouvoir présenter la candidature de M. Wilson Ferreira Aldunate à la présidence, propose un avocat de quarante-quatre ans, M. Alberto Zerman.

Les socialistes et les démocrates chrétiens cohabitent avec les communistes au sein du Front élargi. Les premiers parce qu'ils se disent aussi marxistes-léninistes que le PC, les autres parce qu'ils ne voient aucun inconvénient à s'allier avec lui : « Nous sommes collectivement, dit l'ancien président de la démocratie chrétienne, M. Juan Pablo Terra, parce que l'Uruguay n'a jamais fonctionné jusqu'à présent, qu'avec une forte présence de l'Etat. On a essayé le néo-libéralisme ; mais pour l'appliquer il a fallu utiliser des méthodes totalitaires. Il n'a réussi qu'à baisser le prix de la main-d'œuvre et à détruire notre système de protection sociale. Dans le « choc sud » de l'Amérique latine, les solutions libérales ont un coût social insupportable. »

Comme les autres membres du Front, M. Juan Pablo Terra estime que le bipartisme Colorado-blanc a fait son temps en Uruguay. Un bipartisme faussé, d'ailleurs, puisque le Parti blanco a réapparu pendant près d'un siècle et a perdu les élections que deux fois. Ce sont ainsi les Colorado qui ont créé, au début de ce siècle, cet « Etat-providence » qui avait valu au pays d'être appelé « la Suisse de l'Amérique latine », mais qui, incapable de répondre à la crise, a, à partir des années 50, détruit les gouvernements un par un.

Les « jeunes Turcs » du Parti Colorado pensent, eux, que la rénovation du pays passe par celle de leur formation. Sous le nom de « bataillons indépendants » (du nom de Batlle y Ordóñez, le grand leader du parti il y a un demi-siècle), ils veulent renouer avec le socialisme démocratique « de sa fondation. Mais ils se veulent, aussi, réalistes. Alors que le Parti « conservateur » blanco entend nationaliser la banque, et le Front élargi l'étatiser, les Colorado, eux, ne souhaitent qu'une intervention progressive dans un système bancaire qui, avec les néo-libéraux au pouvoir, s'est internationalisé : sur les vingt-deux banques de Montevideo, dix-huit sont aujourd'hui étrangères.

Colorado, blanco et « frontistes » se sont mis d'accord, néanmoins, sur le programme minimum à réaliser, quel que soit le parti vainqueur le dimanche 25 novembre. Ils veulent restaurer l'économie mixte, et redonner aux Uruguayens, qui ont perdu la moitié de leur pouvoir d'achat en douze ans, les services de santé et d'éducation qui faisaient autrefois l'admiration du continent. Selon l'accord passé avec l'armée, le Parlement élu le 25 novembre aura des pouvoirs constitutionnels. Il pourra bouleverser la législation autoritaire léguée par les généraux.

Celui-ci ont en leur compensation : pendant un an, le pouvoir civil ne pourra pas interférer dans les nominations militaires. L'armée a voulu ainsi se prémunir contre les « revanchards » ; c'était l'un des prix à payer pour leur départ.

CHARLES VANHECKE.

Bolivie

Le peso est dévalué de 350 % Les salaires sont augmentés de 550 %

La course de vitesse engagée entre le président social-démocrate, M. Hernán Siles Zuzo, et ceux qui, à droite comme à gauche, semblent décidés à le renverser, s'emballe. Le jeudi 22 novembre, le chef de l'Etat a marqué un point : il a obtenu la suspension de la grève générale illimitée lancée neuf jours plus tôt par la puissante Centrale ouvrière bolivienne (COB) en vue d'obtenir des hausses de salaires susceptibles de compenser une inflation dépassant les 1 000 % par an. Pour obtenir cette décision, M. Siles avait dû annoncer tout un train de mesures spectaculaires : augmentation générale des salaires de... 550 %, mais aussi dévaluation du peso de 350 % et augmentation du prix de certains produits.

Le dirigeant de la COB, M. Juan Lechin, en annonçant la suspension de la grève, a précisé qu'il ne fallait pas voir là un geste de soutien au chef de l'Etat, mais un répit pour vérifier les réactions des travailleurs. Pour certains observateurs à La Paz, cette décision pourrait aussi avoir été prise en vue de désamorcer un éventuel pronciement des militaires face à la situation vici-

teusement incontrôlable qui s'est développée ces derniers temps en Bolivie.

Mardi, les deux ministres communistes de la coalition de gauche au pouvoir depuis 1982, MM. Horst Grebe Lopez et Carlos Carrvajal Nave, respectivement chargés du travail et des mines, avaient annoncé leur démission. Le premier secrétaire du PCB, M. Jorge Kalle, a expliqué ce retrait en déclarant que l'Union démocratique populaire (UDP), dirigée par M. Siles Zuzo, était « proche de l'éclatement en raison des pressions de l'impérialisme ». M. Kalle a cependant affirmé que son parti maintenait son adhésion au projet démocratique, populaire et anti-impérialiste défendu par l'UDP.

Mardi encore, lors d'une réunion convoquée sous l'égide de l'Eglise catholique bolivienne, M. Siles Zuzo avait accueilli le principe d'élections générales anticipées pour mai 1985 (au lieu de 1986). Le chef de l'Etat est depuis près d'une année l'objet d'une forte pression de la droite, majoritaire au Parlement, pour qu'il renonce à son mandat. — (AFP, AP, Reuters.)

Le Monde
dossiers et documents
NOVEMBRE 1984

LA
POPULATION
MONDIALE

CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX, 5,50 F

VISITEZ
AMELBAT 84
20-25 Novembre
Paris - Porte de Versailles

Mieux vivre dans un logement ancien en l'améliorant ?
Vous n'avez que deux jours pour obtenir la réponse au Salon de l'Amélioration de l'Habitat. Le Centre info vous renseignera gratuitement.

France Inter
Présence permanente au standard
d'INTER SERVICES
530-45-40

AMÉRIQUES

Argentine : un an de démocratie

II. - La relance... et son prix

De notre envoyé spécial JACQUES DESPRÉS

Un an après son arrivée à la Maison Rose, le président Alfonsín peut se targuer de quelques succès, comme le projet de règlement pacifique de la querelle avec le Chili relative au canal de Beagle. Mais les militaires démontrent des signes non équivoques de malaise. Et la crise économique n'est pas près d'être maîtrisée (le Monde du 23 novembre).

Buenos-Aires. - Le 30 octobre 1983, le péronisme, avait, pour la première fois depuis sa fondation, quatre décennies plus tôt, essuyé une nette défaite électorale. Nombreux étaient ceux qui se félicitaient de la « mort définitive du général Peron » et annonçaient la fracture d'un mouvement qui, déjà profondément divisé lorsqu'il était au pouvoir, ne manquerait pas d'éclater une fois rejeté dans l'opposition. C'était aller un peu vite en besogne.

Conscient que 40 % de ses concitoyens avaient voté pour M. Italo Luder, M. Alfonsín s'est toujours gardé de verser dans un antipéronisme primaire. Un moment tenté par l'idée d'un « troisième grand mouvement politique », sorte de synthèse entre le radicalisme du début du siècle et le péronisme, il abandonna rapidement : ce projet supposait, en effet, d'entraîner une lutte frontale contre les péronistes afin d'attirer les « éléments récupérables ».

Une idée, cependant, tenait à cœur au président : renouveler, par des élections réellement démocratiques, les instances dirigeantes des syndicats - largement péronistes - composant la CGT. L'objectif était d'éviter la reconstitution de l'alliance « maudite » entre militaires et syndicalistes, alliance qui, avait eu raison, en 1966, du gouvernement d'un autre radical, M. Arturo Illia. Ce projet de réorganisation syndicale se heurta toutefois à l'opposition du Sénat, où les péronistes sont majoritaires. Les maladroites gou-

vernementales et les exécutés de l'aile gauche de l'Union civique radicale (UCR) ne firent que consolider la forteresse syndicale. Les élections, qui ont lieu actuellement confirment la suprématie de la vieille garde péroniste. La preuve la plus éclatante en est le maintien, à peu près assuré, à la tête de la puissante Union ouvrière métallurgiste (UOM) de M. Lorenzo Miguel, véritable symbole du syndicalisme antidémocratique.

En fait, les tendances fascistes au sein du péronisme sont loin d'avoir disparu. L'influence du caudillo de la province de Buenos-Aires, M. Herminio Iglesias, reste grande malgré les efforts déployés par les partisans de la « rénovation », en vue de l'évincer. S'appuyant sur les masses les plus pauvres, démagogue et autoritaire, M. Herminio Iglesias entretient d'excellentes relations avec les militaires : on l'a beaucoup vu ces derniers temps dans les casernes.

Des objectifs contradictoires

L'atomisation du mouvement péroniste compliqua la tâche de M. Alfonsín. Il n'a pas eu face de lui l'interlocuteur avec qui signer un solide pacte social et constitutionnel qui garantisse la stabilité du régime démocratique. Le chef de l'Etat est en bons termes, certes, avec la présidence du mouvement, M. Isabel Peron. Mais celle-ci est retournée rapidement à Madrid, après avoir tenté de mettre de l'ordre dans la maison. L'autorité du « commandement supérieur », formé par des fidèles d'Isabelita, est très relative. Les divergences qui existent au sein du Parti justicialiste et de la CGT alourdissent les surséances. Il est clair que les péronistes profiteront du référendum du 25 novembre pour mettre en difficulté M. Alfonsín. Sans chef, sans structures et

sans idées, mais toujours aussi combattifs, les péronistes peuvent, si la situation sociale se détériore, s'abandonner à leurs vieux démons. L'une des idées-forces de M. Alfonsín est que la consolidation de la démocratie passe nécessairement par le progrès économique et social, et la correction, dans des délais raisonnables, des inégalités sociales. L'avènement du gouvernement radical devait donc s'accompagner d'une politique de relance et d'augmentation du pouvoir d'achat, en particulier pour les catégories les plus défavorisées.

Trois obstacles de taille se dressaient : une inflation dont le rythme atteignait près de 500 % par mois en décembre 1983 ; une production « désarticulée », selon l'expression du président (5,3 millions de bovins de moins qu'en 1977 et une industrie en grande partie démantelée) ; enfin, une dette extérieure de 43,8 milliards de dollars en décembre 1983, soit l'équivalent des deux tiers du PIB et cinq fois la valeur des exportations annuelles : en 1984, l'Argentine devait verser 5,5 milliards de dollars d'intérêt, soit 70 % de ses ventes à l'extérieur, et rembourser quelque 15 milliards au titre du principal.

M. Alfonsín se faisait cependant fort de freiner l'inflation, d'accroître la production, de réduire le chômage, d'augmenter le pouvoir d'achat, de désigner un fort excédent commercial... et d'honorer les engagements internationaux de l'Argentine.

Pour atteindre ces objectifs contradictoires, il était indispensable de desserrer la contrainte extérieure. Les crédits demandés au Fonds monétaire international ne devaient pas être liés à un programme d'ajustement impliquant une contraction trop brutale de la de-

mande. Quant aux banques commerciales, elles devaient accepter un réajustement de la dette permettant à l'Argentine de « souffler » durant une période suffisamment longue.

La stratégie du président se développa dans plusieurs directions. La première, d'abord, à l'égard du FMI, et le refus d'accepter des « recettes récessives ». Cette attitude conduisit Buenos-Aires et les autorités du Fonds au bord de la rupture au début du mois de juin. Le gouvernement argentin, passant outre aux recommandations de la mission technique envoyée sur les bords du Rio de la Plata, adressa directement au directeur, M. Jacques de La Rosière, une « lettre d'intention » dans laquelle était affirmée la volonté d'assainir l'économie sans recourir à des réductions de salaire.

Inflation : 700 %

Pour donner plus de poids à sa thèse, et profitant d'un prestige tout neuf, M. Alfonsín s'efforça de rallier à la cause argentine les pays latino-américains ébranlés par le service de la dette. La montée des taux d'intérêt lui fournit une excellente occasion de battre le rappel des débiteurs. Les deux réunions qui se sont tenues à Cartagena (Colombie) fin juin et à Mar-del-Plata (Argentine) en septembre n'ont certes pas abouti à des résultats spectaculaires. Elles ont cependant renforcé la solidarité des pays latino-américains face aux gouvernements des pays créanciers, aux institutions financières internationales et aux banques commerciales.

La position de M. Alfonsín s'est trouvée cependant affaiblie en raison de l'aggravation de la situation interne. Le PIB augmenta certes

d'environ 4 % en 1984, après deux années de récession ; le pouvoir d'achat, comme l'avait promis le président, aura sensiblement progressé cette année, en particulier en ce qui concerne les bas salaires : 160 000 emplois nouveaux ont été créés en un an ; enfin, l'excédent de la balance commerciale devrait se situer autour de 4 milliards de dollars.

Mais le coût de la politique de relance est élevé. Les prix augmentent à un rythme effréné et l'inflation devrait atteindre à la fin de l'année le chiffre record de 700 %. La politique de contrôle des prix s'est soldée par un échec. Le système s'applique seulement au secteur de la production, ce qui fait que les marges bénéficiaires des entreprises s'amenuisent sans que les prix à la consommation diminuent. Les taux d'intérêt ont enregistré une hausse vertigineuse, en partie en raison de la politique de restriction monétaire mais aussi du fait de l'existence d'un marché interentreprises où le loyer de l'argent atteint 1 % par jour ! Plus grave, la confiance n'a pas été rétablie et l'investissement stagne.

Durant les neuf mois de négociation avec le Fonds monétaire, le gouvernement a donné l'impression de ne pas savoir où il allait, affirme un chef d'entreprise. La récente signature d'un « memorandum d'entente » va-t-elle permettre aux agents économiques d'y voir plus clair ? Ce n'est pas sûr. Nombreux sont, en effet, ceux qui doutent de la capacité du gouvernement à tenir ses engagements.

Il est clair que l'Argentine devra passer par une cure d'austérité prolongée. L'accord signé avec le Fonds implique, en particulier, une politique monétaire très stricte et un contrôle des salaires. Le Fonds est, en toute hypothèse, opposé aux augmentations rétroactives, qui, de l'avis des conseillers économiques du président, n'ont fait qu'aggraver la

situation. Enfin, le déficit budgétaire devra être ramené de 8,1 % du PIB en 1984 à 5,4 % en 1985 (il était de 16 % en décembre 1983). La croissance se ralentira donc en 1985.

Les syndicats ont très mal accueilli les résultats des négociations avec le Fonds monétaire : « Ce seront une nouvelle fois les travailleurs qui feront les frais de cette politique », a déclaré M. Triacca, l'un des secrétaires généraux de la CGT. Les arrêts de travail se multiplient, et tout porte à croire que M. Alfonsín devra affronter une vague de revendication salariale. Pour briser la spirale de l'hyperinflation sans perdre le contrôle de la situation sociale, le président argentin compte sur le refinancement, à des conditions avantageuses, de la dette contractée auprès des banques commerciales et sur la conclusion d'un « contrat social » entre l'Etat, le patronat et les syndicats. Ce sont là deux terrains sur lesquels la réputation d'habile manœuvrier de M. Alfonsín sera mise à l'épreuve.

FIN

PIANOS DAUDE

LOCATION
VENTE
280 f/mois
252 f/mois

CRÉDIT CREG
jusqu'à 60 mois
LIVRAISON GRATUITE
GARANTIE 10 ANS
75 bis, av. de Wagram
75017 PARIS
763-34-17 / 227-88-54
OUVERT LE DIMANCHE

Surproduction de pétrole, l'essence ne cesse d'augmenter.

Qu'est-ce que ça veut dire ?

ECONOMIF N°1

LES QUESTIONS REUSSIES

Le dollar à 10 francs, pourquoi ?
Salitzer : mon libéralisme.

SOMMAIRE EXERCISE : ECONOMIE
LES FRANÇAIS ONT LA MOYENNE

Les médias vous bombardent d'informations économiques incompréhensibles ou incomplètes. Vous vous sentez perdu, écarté, impuissant. Et pourtant, vous êtes concernés. Aujourd'hui tout va changer. Avec Science & Vie Economie, le magazine qui met toute l'économie à votre portée, qui vous explique tout. Clairement. Uniquement. Les vraies clés de l'économie, les dessous des mots et des chiffres, c'est dans Science & Vie Economie. Avec Science & Vie Economie vous entreprenez mieux, vous consommez mieux, vous épargnez mieux, vous gérez mieux, vous investissez mieux. Bref, vous agissez mieux. Chaque mois vous avez besoin de Science & Vie Economie pour dominer au lieu de subir.

SCIENCE & VIE ECONOMIE

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

STALINE

Jean Elleinstein

Fayard

98 F
576 pages

Du jeune séminariste au fondateur du Goulag.
Du "vainqueur de Stalingrad" au despote fou.

Le Monde

politique

M. Mitterrand a présidé les cérémonies anniversaires de la libération de l'Alsace

Le quarantième anniversaire de la libération de l'Alsace - objet principal de la visite de M. Mitterrand dans cette région - a été célébré avec éclat vendredi 23 novembre à Strasbourg.

Le président de la République a assisté le matin à la cathédrale à un service religieux interconfessionnel, avant de passer les troupes en revue place Broglie. A sa sortie de la cathédrale, M. Mitterrand a trouvé une foule d'ouï sortaient applaudissements et sifflats, tandis que des mil-

lants d'extrême droite (du PFF) scandaient : « Mitterrand, démission ! »

Le maire, M. Marcel Rudloff (UDF), chef de file du boycottage de la visite présidentielle par les élus de l'opposition, a participé à ces cérémonies mais n'a pas reçu le président de la République dans son hôtel de ville.

En revanche, M. Mitterrand devait être accueilli en fin de journée à Mutzig par le maire,

M. André Courtès, (sans étiquette). M. Mitterrand a également fait étape à Hochfelden, petite ville du Bas-Rhin, où il a été en garnison au début de la dernière guerre.

Jeudi, M. Mitterrand avait engagé à Mulhouse sa traversée de l'Alsace par le sud. M. Joseph Klifa (UDF) a été le seul grand maire de la région à se désolidariser du boycottage du voyage présidentiel. Dans l'après-midi, les habitants de Colmar avaient infligé un désaveu à leur maire qui s'était

associé au boycottage en réservant au chef de l'Etat un accueil chaleureux, plus chaleureux même que celui reçu par M. Mitterrand lorsqu'il a effectué une visite impromptue à l'usine Peugeot de Mulhouse.

En fin de journée, six mille personnes environ, dans d'opposition en tête, ont manifesté à Strasbourg pour protester contre l'installation à Grenoble du synchrotron, promise à leur ville.

La zizanie du synchrotron

De nos envoyés spéciaux

Strasbourg. - M. François Mitterrand a du goût, on le sait, pour les attaques-surprises. Il est habile au contre-pied et apprécie de prendre, lorsque s'offre l'occasion, ses adversaires à revers.

Ainsi, quand il voyage et qu'il s'attend à rencontrer sur sa route un obstacle, il s'efforce de le réduire ou de le contourner. Le chef de l'Etat avait déjà adopté cette tactique à deux reprises lors de sa visite en Auvergne, au début du mois de juillet. Il avait eu, à Clermont-Ferrand, quelques formules acérées pour qualifier la gestion économique de son prédécesseur, avant d'aller saluer, une heure plus tard, M. Valéry Giscard d'Estaing à la mairie de Chamalières. Selon la même méthode, il avait regretté les passions partisanes organisées autour de la querelle scolaire, avant d'aller dire son fait, dans son fief de la Haute-Loire, à M. Jacques Barrot, l'un des chefs de file de la croisade pour l'école privée.

En Alsace, la « zizanie du synchrotron » était de toute évidence l'obstacle à surmonter. C'est à Strasbourg, désormais privée, au profit de Grenoble, de l'accélérateur de particules, qu'on attendait le président. C'est à Mulhouse qu'il a choisi de porter le fer. C'est au nord que les élus de l'opposition, la presse et quelque six mille manifestants espéraient une confrontation prévue pour jeudi soir et vendredi matin. Mais c'est au sud, et dès la première heure, que le chef de l'Etat a tenté de clarifier le contentieux scientifique et qu'il a déploré l'opération politicienne orchestrée par « la majorité alsacienne ».

Après avoir, dès son arrivée à Mulhouse, déposé une gerbe au monument de la 1^{re} DB et fait remarquer que le quarantième anniversaire de la libération de l'Alsace constituait bien l'« objet initial » de sa visite, M. Mitterrand a répondu, sans attendre, au maire de la ville, M. Joseph Klifa (UDF) qui avait présenté l'affaire du synchrotron comme un « manquement à l'honneur ». Au-delà du « chef de l'Etat », le chef de l'Etat a expliqué qu'il lui appartenait de négocier avec la CEE l'implantation

en France d'un équipement européen, mais qu'il revenait au gouvernement de choisir le site : « Je n'ai pas l'habitude d'arbitrer contre le gouvernement ».

Tirant ensuite une morale plus générale du synchrotron et des difficultés industrielles de la France, il a noté que « les tenants d'une économie strictement libérale » se tournaient vers l'Etat, « jugé insupportable, omnipotent, omnipotente », dès lors que « le jeu de l'économie libérale est défaillant ». « Partout s'élève en France le cri : moins d'Etat, et chaque fois que j'arrive quelque part on me dit : plus d'Etat ».

Toute la journée, M. Mitterrand a ainsi martelé l'idée, force de cette philosophie : aux syndicats du textile qui manifestaient à Colmar devant l'usine Velours ; aux personnels des usines Superte (textile) et Peugeot, deux entreprises exemplaires - le président de la République l'a souligné - de l'autonomie de conquête industrielle.

M. Mitterrand a aussi publiquement salué l'originalité de l'attitude de M. Klifa, seul grand maire de la région à avoir respecté la tradition du « dialogue républicain ». Bien qu'il ait relayé la contestation alsacienne, le maire de Mulhouse a préféré, malgré les pressions et les reproches de ses amis politiques, la franchise au silence. Il a accueilli M. Mitterrand, place de la Réunion, a conduit celui-ci à l'hôtel de ville et, ce faisant, rompu l'union sacrée du boycottage. Homme du sud, M. Klifa n'est pas l'homme du synchrotron. Cette « machine », c'est à Strasbourg. « Loin au nord ».

Les heures passant, M. Mitterrand a eu le loisir d'illustrer sa tactique d'approche. Cette première journée du voyage présidentiel a même pris peu à peu l'allure d'une lente remontée sur la capitale alsacienne. Puisque Strasbourg se voulait l'adversaire, l'adversaire allait attendre. Le chef de l'Etat a donné l'impression de se rapprocher de la cible par bonds successifs et de

consolider à chaque étape son avancée. Puisque la comparaison, aussi hardie soit-elle, a été faite avec l'avis dans le cortège même, on ne peut évoquer celle que M. Mitterrand était venu célébrer, la libération progressive de l'Alsace achevée à Strasbourg.

Le désaveu du maire de Colmar

La géographie ne forçait pas seule la ressemblance. La réalité populaire du boycottage, d'une certaine façon affichée, s'est atténuée au fur et à mesure de la progression présidentielle. Par exemple, à l'usine Peugeot de Mulhouse, à l'occasion d'une visite-surprise, le président de la République a pu s'entretenir avec un patron ouvert et des ouvriers étonnés et chaleureux. M. Mitterrand s'est prêt avec bonhomie à l'opération de charme d'une firme automobile plutôt connue pour ses rapports sociaux difficiles. Très adroitement, M. Perrier, le directeur de l'usine, a su profiter du silence des élus régionaux pour faire parler « ses syndicats », et mettre en avant les performances de son entreprise.

De façon plus éclatante encore, le chef de l'Etat a retrouvé ensuite, à Colmar, dans un bain de foule déborder, la « légitimité » que certains lui refusent en Alsace. Alors que le maire de la ville, M. Edmond Gerner (UDF-CDS), n'avait pas, lui non plus, proposé d'accueillir le président à sa maison, plusieurs milliers de personnes ont offert à celui-ci une longue ovation autour du monument de Lattre. Le PS local avait su mobiliser ses sections, mais la foule débordait largement ce noyau militant. Sans doute peut-on y voir une certaine réaction d'indignation face à l'image donnée d'une Alsace qui n'aurait pas su accueillir son président. Et certainement un désaveu pour le maire de Colmar.

Faut-il ce temps-là dans Strasbourg les élus de l'opposition du synchrotron alsacien fournissent leurs armes. Des centaines de personnes ont signé tout l'après-midi la pétition au président de la République que leur proposait, place Kléber, des employés municipaux, sous une immense banderole. Dans son hôtel de ville, le maire de Strasbourg, M. Marcel Rudloff (UDF-CDS), président du conseil régional,

La magie des mots

(Suite de la première page.)

Il l'a démontré chez Peugeot-Mulhouse, où les ouvriers lui ont réservé un accueil chaleureux. Il peut encore discuter avec de très jeunes gens des droits de l'homme, de l'Europe, de l'immigration. Et les inviter à venir le voir à l'Elysée sans qu'on lui tourne le dos. Il l'a fait à Colmar. En mobilisant aussi plusieurs milliers de personnes, fort bien disposées à son égard sur son passage à Colmar, il peut encore infliger un camouflet à ceux qui appellent au boycottage de sa visite.

« Je ne renoncerais à rien », M. Mitterrand l'a répété. Et surtout pas à la défense de ceux qui, pendant la dizaine d'années de la longue marche de la gauche vers le pouvoir, ont été ses plus fidèles soutiens. « Qui laisse les bras ? Ce ne sont pas les travailleurs de France », a-t-il dit. « Défaillance », selon lui, et du côté de son prédécesseur et de ses premiers ministres. M. Barrot et M. Chirac, bien qu'il ne les ait pas nommés - qui ont « laissé tomber » l'économie française et « vendu à l'étranger tout par tout » certaines de ces industries.

Se disant, M. Mitterrand donne à son discours une tonalité de combat organisé autour du schéma classique de l'effortement gauche-droite. Il compte à l'évidence sur la magie des mots pour reconstruire une base sociologique de soutien qui lui échappe. Sur la magie des mots, mais aussi sur son propre bilan, dont il estime qu'il tient la route.

Après tout, on ne voit pas pourquoi le président de la République disparaît à la schématisation du débat politique. Plus perle que jupe, il s'y implique et entre ainsi volontiers - malgré l'ambiguïté de sa démarche - dans une logique qui, de toute manière, aurait fait de lui l'enjeu des élections législatives de 1986.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

« l'incarne la nation, l'Etat, la République »

A Mulhouse, première étape de la visite en Alsace où il est venu célébrer le quarantième anniversaire de la libération de cette région, M. François Mitterrand a déclaré, jeudi 22 novembre : « Il faudrait savoir qui était de quel côté lorsqu'il s'agit de décider le destin du pays. On distinguerait mieux sans doute alors la continuité des choix pour certains d'entre nous. Je sais bien qu'il y a des divisions (...). Je connais bien ces divisions. Leur expression est légitime. Elle devrait même devenir naturelle et personne n'a à s'en offusquer. La question est de savoir à partir de quel moment commence le risque, l'attente (...) à l'unité nationale, dont je suis le garant ».

Le chef de l'Etat a remarqué qu'un président de la République ne peut être élu que par une majorité, ce qui suppose une minorité. « Il y a quelque chose en France, a-t-il dit, qui doit parler au nom de l'Etat et de l'autre lorsqu'il parle pour la France (...) Il faut bien qu'il y ait quelque chose pour dire que, s'il est normal que notre peuple se divise sur ses choix politiques, économiques, sociaux, culturels, il n'en reste pas moins que le président de la République incarne la nation,

l'Etat, la République, le pays tout entier. Chacun devrait s'en souvenir davantage. En tout cas, moi je ne l'oublie pas, ni pour tendre la main à ceux qui comprennent, ni pour marquer, chaque fois qu'il en est besoin, que, de mon côté, je ne renoncerais à rien ».

M. Mitterrand a ajouté : « Quand j'entends la sonnerie de défunctes et parfois de défunctes qui m'entourent, je dis : « Eh bien, regardez-vous ! Que faites-vous ? vous-mêmes, comment agissez-vous, qu'avez-vous apporté à l'édifice national, qui donc baisse les bras ? » Et moi je vous dis : « Ce ne sont pas les travailleurs de France ; ils ne demandent que cela, du travail et de la réussite. Il s'agit donc d'une défaillance de ceux qui, responsables de la marche générale de cette économie, l'ont laissé tomber ou bien ont voulu à l'étranger, tout par tout, certaines de nos industries les plus nécessaires. Voilà la vérité et j'attends qu'on la démonte. Et ce que notre peuple se divise sur ses choix politiques, économiques, sociaux, culturels, il n'en reste pas moins que le président de la République incarne la nation,

l'Etat, la République, le pays tout entier. Chacun devrait s'en souvenir davantage. En tout cas, moi je ne l'oublie pas, ni pour tendre la main à ceux qui comprennent, ni pour marquer, chaque fois qu'il en est besoin, que, de mon côté, je ne renoncerais à rien ».

Une déclaration commune de MM. Goetschy, Hoeffel et Rudloff

MM. Marcel Rudloff, maire de Strasbourg, président du conseil régional d'Alsace, Henri Goetschy, président du conseil général du Haut-Rhin, Daniel Hoeffel, président du conseil général du Bas-Rhin, qui sont tous trois sénateurs (UDF), ont signé ensemble et nous ont adressé le texte suivant, dans lequel ils expliquent l'attitude qu'ils ont adoptée à l'occasion de la visite du président de la République.

« L'Etat n'a pas tenu sa promesse de soutenir la candidature de Strasbourg pour l'implantation du Laboratoire européen de rayonnement synchrotron. Ce manquement a la parole donnée a stupéfié les Alsaciens. L'indignation et la consternation se sont exprimées à travers toute notre région.

« C'est qu'en Alsace, jusqu'à présent, on a eu l'habitude de croire aux engagements de l'Etat, surtout lorsqu'ils ont pris la forme d'un contrat, signé par des ministres agissant au nom du gouvernement.

« C'est qu'ensuite, ce projet a une importance décisive pour le développement scientifique et économique de l'Alsace : 1 milliard d'investissements, des centaines d'emplois nouveaux, deux mille chercheurs de haut niveau, des efforts induits considérables sur le tissu économique régional, un apport d'autres technologies pour l'Alsace qui en a tellement besoin.

« C'est qu'enfin, la décision qui nous frappe intervient après beaucoup d'autres choix gouvernementaux négatifs pour l'Alsace qui font que son économie se trouve engagée, aujourd'hui, dans un processus de dégradation accélérée.

« Le chômage a doublé en trois ans et un grand nombre d'Alsaciens sont obligés de chercher leur subsistance au-delà des frontières. Les entreprises nationalisées sont en régression à travers toute la région, alors que dans le même temps, la politique d'aménagement du territoire écarte les investisseurs nationaux et internationaux qui pourraient repousser un tissu industriel gravement affecté.

« En ce qui concerne le Bassin potassique alsacien, le seul dossier poussé par le gouvernement est celui de l'injection de saumures dans le sous-sol, contre la volonté des Alsaciens.

« Dans ces circonstances, le retrait du projet de synchrotron apparaît comme la confirmation éclatante de ce que faisaient craindre tous ces coups portés à notre région.

« La confirmation de ce que l'Alsace est laissée pour compte par un gouvernement qui n'a pas su ou n'a pas voulu comprendre, les très graves problèmes qui désormais se posent à elle, la profondeur et la force des réactions de la population alsacienne, révèlent la dimension du malaise ainsi créé.

« L'Alsace ne peut admettre que ses chances soient sacrifiées. »

LE CERCLE BERNARD-LAZARE A TRENTE ANS

Le cercle Bernard-Lazare, qui réunit depuis 1954 des personnalités juives de gauche, fête son trentième anniversaire les 24 et 25 novembre. Présidé par M. Benjamin Giméon, le cercle Bernard-Lazare (du nom du jeune écrivain juif qui, le premier, s'était engagé dans la défense du capitaine Dreyfus) milite pour la paix au Proche-Orient pour les droits des minorités (particulièrement ceux des juifs en Union soviétique), contre le racisme et l'antisémitisme.

Le cercle entretient des relations étroites avec le parti israélien Mapam, le mouvement de jeunesse Hashomer Hatzair, le mouvement Shaalom Ashkhar (« la paix nationale ») et le Centre international pour la paix au Moyen-Orient. Il édite les Cahiers Bernard-Lazare.

M^{me} Marie-Claire Mendès France, membre du bureau du Centre international pour la paix au Moyen-Orient, M^{me} Victor Shemtov, secrétaire général du Mapam, Bertrand Delanoë, membre du secrétariat national du PS, l'écrivain Albert Memmi, docteur, participent, le 24 novembre, à l'Amphithéâtre Descartes de la Sorbonne, à la soirée d'ouverture de cet anniversaire. Le lendemain, au Sénat, aura lieu une journée de réflexion sur le thème : « L'identité juive de gauche face à la montée des intégrismes ».

* Cercle Bernard-Lazare, 17, rue de la Victoire, Paris (9).

« L'HUMANITÉ » PRÉCISE SES CRITIQUES SUR LA FAÇON DONT M. MITTERRAND EXERCE LE POUVOIR

L'Humanité, dans la série d'articles qu'elle publie sur les institutions, analyse, le vendredi 23 novembre, les prérogatives du chef de l'Etat. « Le président, écrit le quotidien du PCF, intervient et tranche sur pratiquement tous les problèmes de quelque importance, depuis les découpages électoraux jusqu'aux grands dossiers économiques et sociaux (...). On assure que François Mitterrand réunit régulièrement des ministres à l'Elysée, en l'absence du premier ministre, et prend avec eux certaines décisions importantes. Il est aussi notoire que le ministre de la Culture relève directement de l'Elysée pour les grandes orientations de son ministère. Pour ce qui concerne les ministères de l'économie ou des affaires extérieures, ces réunions élyséennes sont normales courantes.

Selon l'Humanité, « le président annonce même à la télévision certaines décisions qui tombent le lendemain ». « C'est ainsi qu'il le quotidien, écrit le premier ministre, et les autres, approuvent, par l'émission télévisée, l'enjeu du 15 septembre 1983, la décision de faire baisser d'un point en 1985 le taux de prélèvements obligatoires. »

Chiffons de papier

Les déclarations qu'a faites le chef de l'Etat à propos du synchrotron laissent penser d'abord que les choses ne vont pas de val sur la valeur de ce qui devait constituer le noyau dur de la nouvelle planification, c'est-à-dire les contrats de plans signés entre l'Etat et les régions.

M. Mitterrand s'est attaché à bien distinguer ce qui appartient au chef de l'Etat et ce qui relève du gouvernement. Lui et sa fonction symbolisent la nation, la République, la durée, les institutions, alors que le gouvernement est par nature soumis aux circonstances. Or les contrats de plans qui ont été signés cette année entre les régions et les pouvoirs publics (sauf celui de la Corse manque encore à l'appel) engagent non pas le gouvernement, mais le chef de l'Etat, qui est le garant de la planification l'ont voulu ainsi pour bien montrer la valeur juridique des engagements réciproques.

Cela est si vrai que, lors de chacune des cérémonies de signature de ces contrats, ce sont le président du conseil régional d'une part, le commissaire de la République d'autre part, qui agissent au nom de l'Etat selon la formule officielle, qui ont négocié, puis, après mêmes « nouvelles » entre les régions et la DATAR à Paris, abouti à un accord. M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat, qui avait en charge ce dossier dans le gouvernement de M. Mauroy, a tenu à assister personnellement à ces signatures dans presque toutes les régions, non pour engager lui-même l'Etat - c'était le rôle dévolu ostensiblement au commissaire de la République - mais seulement pour donner un lustre particulier au document et assurer les partenaires régionaux que le gouvernement tiendrait sa parole.

Il est dès lors surprenant que le chef de l'Etat ait pu dire qu'il

tance, il n'a été mêlé au dossier du synchrotron.

Rien pourtant de ce qui étonne. Or le synchrotron est désigné noir sur blanc dans le représentant de l'Etat commissaire de la République, M. Pierre Rudloff, et le président du conseil régional d'Alsace, M. Marcel Rudloff, le 28 avril 1984.

Or M. Mitterrand, dont la visite en Alsace était prévue de longue date, n'a pas été correctement informé de l'importance du dossier du synchrotron, et, par inadvertance, il a laissé un gouvernement renier ce qu'il avait dit l'Etat ; ou il considère que les préfets commissaires de la République représentent d'abord les gouvernements et les ministres, et ensuite l'Etat, et alors il faut changer le droit constitutionnel et les lois sur la planification et la décentralisation.

Désormais tous les présidents de région sont en droit de nourrir les crises les plus vives quant aux engagements, aux promesses et aux décisions contenues dans les contrats de plan. Ce que l'Etat a décidé, un gouvernement pourra toujours le refuser.

Rien ne permet donc de dire qu'en Lorraine l'Etat tiendra ses engagements et participera, par exemple, à 50 % à la venue à neuf des grandes friches industrielles de Pompey ou de Longwy (art. 6-2 du contrat) ; ou qu'en Bretagne il consacra, d'ici à 1988, 15 millions de francs pour l'installation de seize cents à deux mille jeunes agriculteurs par an (chapitre intitulé « Soutenir la croissance de l'agriculture et des industries agricoles et alimentaires »).

Les contrats de plans - qui auraient dû être l'expression d'un dialogue économique nouveau et concret entre les régions et l'Etat - sont-ils devenus des chiffons de papier ?

FRANÇOIS GROSCHICHARD.

مكتبة الأمل

Les in

La mise du gouve

Parlement de la

la mise du gouve

la mise du gouve

la mise du gouve

la mise du gouve

la mise du gouve

la mise du gouve

la mise du gouve

la mise du gouve

la mise du gouve

la mise du gouve

la mise du gouve

la mise du gouve

la mise du gouve

la mise du gouve

la mise du gouve

Les incidents se multiplient en Nouvelle-Calédonie

De notre correspondant

Nouméa. — Les troubles que connaît, depuis dimanche, l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, à l'exception de Nouméa, ont franchi un nouveau seuil de gravité, vendredi vers 1 h 30 du matin. Alors qu'un peloton de CRS d'une compagnie basée à Lille intervenait à Nouméa pour tenter de dégager un barrage édifié par les militants du FLNKS au pied de la Conception (environ 15 kilomètres de Nouméa), des coups de feu ont été tirés dans leur direction. Quatre CRS ont été blessés, dont l'un sérieusement. Dans le même temps, les lignes électriques assurant l'alimentation de la commune du Mont-Dore (limitrophe de Nouméa), la seconde du territoire, étaient sabotées au moyen de fils barbelés, les mettant en court-circuit. En raison du barrage établi à la Conception, les techniciens se sont trouvés dans l'impossibilité d'intervenir pendant plusieurs heures, et les quinze mille habitants du Mont-Dore ont été privés d'électricité. A Wé, dans l'île de Lifou, le chef de la subdivision administrative de l'île Loyauté, M. Jean-Claude Demar, était toujours retenu en otage par une centaine de militants du FLNKS. Le sous-préfet nous a indiqué au téléphone qu'il était en bonne santé, mais que, n'ayant pu quitter son bureau depuis jeudi matin, il n'avait pu s'alimenter. La famille de M. Demar se trouve également séquestrée et, bien qu'aucune violence n'ait été commise, elle semble terrorisée.

Les militants du FLNKS ont tenu à préciser qu'« aucune vie n'était menacée » mais qu'« ils n'avaient pas pour le moment l'intention de libérer leurs otages, autrement qu'en autorisant M. Demar à passer la nuit auprès de sa famille ». L'essentiel des revendications du FLNKS semble porter sur une annulation pure et simple des élections territoriales de dimanche dernier, en vue d'obtenir un processus d'indépendance.

Ailleurs dans le territoire, la situation reste inchangée. De nombreux barrages subsistent tant sur la côte est que sur la côte ouest, rendant impossible l'approvisionnement de nombreuses localités ; la compagnie locale Air-Calédonie menaçait de suspendre tous ses vols à destination de la Grande-Terre et de l'île Loyauté si la sécurité n'était plus assurée ; un avion d'Air-Calédonie et son pilote sont d'ailleurs retenus à l'île Belep, dans l'extrême nord, par des militants du FLNKS.

La manifestation du FLNKS annoncée pour samedi à Nouméa a été interdite — comme d'ailleurs tous les rassemblements politiques — quels qu'ils soient. Le haut commissaire, M. Jacques Roynet, a « demandé instamment à tous les habitants de ne répondre à aucun appel à manifester ».

La mise en place du gouvernement

Parallèlement à ces événements, la mise en place des institutions territoriales s'est poursuivie vendredi avec l'élection du premier président

du gouvernement du territoire, puis que tel est le nouveau statut, de large autonomie interne, du territoire. Comme prévu, c'est M. Dick Ukeiwé qui a été élu à l'unanimité par les trente-trois conseillers présents sur quarante-deux. Agé de cinquante-six ans, originaire de Lifou, M. Ukeiwé est marié et père de cinq enfants. A l'origine instituteur à Lifou, il est entré à la société Le Nickel SLN jusqu'en 1972, date à laquelle, élu à l'Assemblée territoriale sur une liste de l'Union démocratique (à l'époque proche de l'UDF), il a quitté son emploi. Après avoir à deux reprises présidé l'Assemblée territoriale, M. Ukeiwé a exercé les fonctions de président du conseil de gouvernement en 1979.

Devant l'urgence de la situation, la majorité RPKR à l'Assemblée n'a pas souhaité mettre à profit le délai de cinq jours qui lui était imparti pour la formation d'un gouvernement. Celui-ci se compose donc de neuf ministres et les attributions sont officiellement les suivantes : — Vice-président du gouvernement et ministre chargé des ressources naturelles, de l'énergie et de la recherche scientifique : M. Yves Magnier. Océanographe de formation, M. Magnier est un nouveau venu en politique. Agé de quarante-six ans, descendant de communistes, il sera porte-parole du gouvernement.

— Ministre de l'économie chargée des finances, du budget et du développement : M. Pierre Frogier, agent immobilier, âgé de trente-quatre ans.

— Ministre chargé des transports, du tourisme et des travaux publics : M. Charles Laviole, trente-huit ans, directeur d'une chaîne de grands magasins.

— Ministre chargé de l'éducation et de la formation professionnelle : M. Wema est secrétaire de mairie à Houaïlou, sur la côte est.

— Ministre chargé de la santé et des affaires sociales : M. Pierre Marreca, quarante-trois ans, ancien policier.

— Ministre chargé de la jeunesse et des sports : M. Joseph Tidjine, ancien conseiller territorial.

— Ministre chargé de la culture et du patrimoine historique : M. Wazo Gohne, trente-trois ans, instituteur à Lifou.

— Ministre chargé de l'agriculture et de la réforme foncière : M. Michel Kama, originaire d'Ouvéa, ancien président de l'Assemblée, il fut ministre en 1956, lorsque s'appliqua la loi Defferre.

— Ministre chargé de la fonction publique : M. Denis Milliard, avocat, conseiller municipal de Boarail, principale localité de la côte ouest.

Cette seconde séance de l'Assemblée territoriale a été marquée par des discours très durs de la part de plusieurs conseillers RPKR ainsi que par un avertissement du président du gouvernement, M. Ukeiwé, à l'adresse du haut commissaire, menaçant de mobiliser la population contre les indépendantistes.

FREDERIC FILIOUX.

AU SÉNAT

L'opposition propose plus de 24 milliards de francs d'économies budgétaires

Comme elle en était convenue avant que ne s'engageât la discussion budgétaire, l'opposition, majoritaire au Sénat, a adopté, après l'avoir amendée, la première partie du projet de loi de finances pour 1985, le jeudi 22 novembre, par 210 voix contre 92 (1). La cohésion ainsi manifestée par la majorité sénatoriale (ces dernières se traduisent par la multiplication par six des diminutions de recettes, qui passeront ainsi, de quelque 4 milliards à 24 220 millions de francs), les porte-parole de la majorité sénatoriale ont mis en avant l'absence d'esprit d'ouverture et de conciliation dont M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, aurait fait preuve.

Ce dernier est, certes, l'un des membres du gouvernement dont les rapports avec la Haute Assemblée sont des plus médiocres, mais les amendements les plus « exigeants » avaient été déposés avant que M. Emmanuelli ait eu à se prononcer sur les plus « modérés ».

Intervenant au nom du groupe de la Gauche démocratique, qu'il préside, M. Jacques Pelletier a regretté ce « mauvais débat », ce « dialogue de sourds ». Le gouvernement, a-t-il dit, aurait dû, à défaut de « lâcher du lest », au moins « laisser une porte entrouverte ». Reprenant cet argument, M. Christian Poncelet (Vosges), au nom du RPR, n'a pas manqué de rappeler que même un sénateur socialiste (en l'occurrence M. Henri Duffaut, Vaucluse) s'était insurgé devant l'attitude de M. Emmanuelli. « Si vous ne devez accepter aucun amendement, autant enlever le débat », avait déclaré M. Duffaut.

« Pis aller », selon la formule de M. André Fosset (Hauts-de-Seine), président par intérim de l'Union centriste, — la première partie amendée du budget ne pouvait susciter l'enthousiasme de ceux qui l'ont voté, mais ce vote était indispensable pour que le Sénat pût examiner la deuxième partie du budget sur les dépenses ministérielles par ministère.

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Ont voté pour : 70 Union centriste (sur 71), les 59 RPR et les 49 RI. 27 Gauche démocratique (sur 39) et 5 non-inscrits (sur 6). Ont voté contre : 6 PS (sur 60) et les 24 PC. Se sont abstenus : 12 Gauche démocratique (appartenant au MRG) et M. Gilbert Baumont (non-inscrit). MM. Alain Pothier, président du Sénat (Un. cent.), et Félix Clouzet (PS), qui présidaient la séance, n'ont pas participé au scrutin.

A EPERNAY

M. Barre propose « le travail, la modernisation et la solidarité nationale »

De notre envoyée spéciale

Epernay. — Quelques trois mille personnes sont venues écouter, jeudi soir 22 novembre à Epernay (Marne), M. Raymond Barre, invité de l'association régionale Dialogue et Progrès et de M. Bernard Stasi, député UDF-CDS de la Marne. L'ancien premier ministre s'est déclaré frappé par « l'atmosphère dans laquelle la France se trouve » et a mis en cause, à ce propos, les médias : « ces plumes qui se croient à la fois intelligentes et persévérantes » et qui n'ont pas, à ses yeux, réagi comme il aurait fallu, notamment lorsque le seuil de deux millions et demi de chômeurs a été atteint, alors que M. Mauroy, qui se voulait le « général en chef de la guerre du chômage », avait promis de ne pas dépasser la cote des deux millions de chômeurs.

M. Barre a jugé que notre pays est « asphyxié » et que l'on assiste à la détérioration de notre tissu économique. En dépit de cette situation, M. Barre a estimé qu'il faudra « faire en sorte que nous ne soyons ni sceptiques ni pessimistes », car, a-t-il affirmé, « il y a beaucoup de ressources et de ressort en France ». Les Français, a-t-il dit, ont beaucoup de qualités, mais ils ne savent pas les utiliser. Demain, ils ne seront plus sensibles à la démagogie. Ce ne sont pas des programmes en cent dix, cinquante ou dix propositions qui vont les convaincre. Ce qu'ils veulent, c'est une politique crédible qu'ils comprennent et que ceux qui la mènent puissent mériter leur confiance.

Au scepticisme et au pessimisme, M. Barre oppose « la lucidité et la confiance ». Il propose pour les années à venir « le travail, la modernisation et la solidarité nationale ».

« Il faudra, a-t-il dit, faire disparaître les contraintes, les limitations, les règles dont nous sommes perclus pour que la France retrouve l'initiative et l'esprit d'entreprise ». Et, prévenant les critiques que, selon lui, ne devraient pas manquer de lui adresser les « belles âmes » en le traitant de « Guizot » et en dénigrant l'archaïsme, de sa pensée, il a ajouté : « Je préfère ces archaïsmes qui sont à l'heure actuelle un frein pour les Français. » Après avoir souligné que la France « a pu supporter les deux chocs pétroliers mais n'a pu supporter le choc socialiste », M. Barre a évoqué la nécessité d'une « solidarité nationale ». Il a notamment affirmé : « Nous n'allons pas laisser se développer la pauvreté ».

sans faire jouer la solidarité nationale. Cela correspond au sentiment profond des Français.

« Je crois, a résumé M. Barre, que la France pourra s'en sortir sans grandes déclarations, sans spectacle, sans gadgets, grâce à une politique claire conduite avec volonté et dévouement. » « Il ne faut pas, a-t-il insisté, que les élections législatives aboutissent à des résultats et à des combinaisons qui feraient perdre à la France un temps précieux pour son redressement. » Et, répondant à une question d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : « Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étendue du désastre... » Il a aussi souhaité « bien du plaisir à ceux qui iront cohabiter ». « Si je ne veux pas que l'opposition d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la co

Le Monde

société

LES RAPPORTS ENTRE L'ÉTAT ET L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE PRIVÉ

La prouesse de M. Rocard

Objectif atteint : M. Michel Rocard a réussi à faire voter, jeudi 22 novembre, par l'Assemblée nationale unanime - malgré l'absence de communistes mais avec le soutien actif de la droite, - un projet de loi sur les rapports entre l'État et des établissements d'enseignement privé. Jolie prouesse ! Cela fait longtemps que le ministre de l'Agriculture préparait ce coup, mais qu'il y parvienne en ce moment ne doit certainement pas qu'au hasard du calendrier. En prélude à la rentrée « politique » de l'ancien candidat à la candidature du Parti socialiste pour la présidence de la République, à « L'Heure de vérité » d'Antenne 2, le lundi 3 décembre, voilà qui n'est pas mal joué.

La où a échoué M. Savary, là où n'a qu'à moitié réussi M. Jean-Pierre Chevènement, M. Michel Rocard a gagné sur toute la ligne. C'était certes plus facile : les laïcs n'ont pas, dans l'enseignement agricole, le poids qu'ils détiennent dans l'enseignement en général. Ne serait-ce que parce que les établissements privés y sont majoritaires (60 % des effectifs). Les partisans du privé étaient plus demandeurs dans le premier que dans le second, car ils étaient loin - avant 1981 - d'y avoir obtenu les mêmes avantages financiers. La gauche - ou du moins une partie d'entre elle - ne pouvait pas totalement rejeter cet enseignement privé, parce qu'elle est solidement implantée dans un de ses éléments - le mouvement des Maisons familiales rurales - qui regroupe un peu moins de la moitié de ses élèves. L'État avait aussi devant lui non pas tant un enseignement confessionnel soutenu par des parents qu'un fort mouvement associatif regroupant les parents mais aussi les enseignants, les représentants de la profession et de l'ensemble du milieu rural.

Mais c'était justement là la difficulté du dossier (voir *Le Monde* du 10 janvier 1984). Si un accord n'était pas trouvé, le gouvernement nourrissait encore plus la contestation agricole, dont nul ne peut oublier la capacité de mobilisation. Pour mettre toutes les cartes dans son jeu, M. Rocard a multiplié les concertations tous azimuts, y consacrant près de dix-huit mois au cours desquels plus de quarante versions du projet de loi furent élaborées. De multiples précautions n'étant pas inutiles en un domaine aussi brûlant, le gouvernement avait demandé au ministre de l'Agriculture l'an dernier de stocker un projet pour le dossier de l'enseignement privé général soit réglé. Cela permettait aussi de dissimuler qu'en matière agricole on faisait des concessions ! Car, finalement, le texte de M. Rocard étend aux établissements scolaires de la loi Debré dont ils ne bénéficiaient pas encore.

LA BOITE MORTE LE VENGEUR ET SON DOUBLE

De l'espace temps de Valérien avec Mézières aux fantômes politiques de notre époque, dans *Partie de Chasse* avec Enki Bilal.



Pierre Christin promène aujourd'hui son scénario dans l'Europe troublée de l'après-guerre avec le jeune dessinateur Bernard Puchol.

Un climat d'espionnage et d'affairisme, troublant et passionnant.

DARGAUD

(*Le Monde* du 18 octobre 1984). M. Rocard faisait du Chevènement avant l'heure. Il allait même plus loin, puisqu'il prévoit que les maîtres seront nommés par l'administration sur « proposition » - et non pas « après avis » - ce qu'avaient demandé sans succès les défenseurs du privé au ministre de l'Éducation nationale ! M. Rocard accepte même de traiter avec et d'aider les « fédérations », alors que son collègue ne veut connaître que les établissements scolaires un par un.

Résultat jeudi à l'Assemblée : on a vu - sous le regard apparemment satisfait du chancelier Guibert - M. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire) tressailler des couronnes à M. Rocard, les élus RPR et UDF applaudir le rapporteur socialiste du projet, M. Didier Cebout, député des Côtes-du-Nord (et popériste !), la commission reprendre à son compte des amendements de M. Barrot et de M. Hélène Misset (RPR, Paris), le ministre accepter la création d'une commission nationale de conciliation pour régler les difficultés d'application du texte, ce qu'avait énergiquement refusé, dans son domaine, M. Chevènement.

Restait à convaincre les communistes, très réticents, devant un projet « qui n'exprime pas les traditions de la gauche », comme a dit M. Michel Couillet (PC, Somme). Le PC ne consentit qu'à s'abstenir, alors que le RPR et l'UDF, soulignant les nombreux « points positifs » et malgré leur crainte d'un manque de crédits, rejoignaient le PS dans l'approbation. Le pari était - presque - gagné.

THIERRY BRÉHER.

Le professeur Chevènement

L'anthropologue numéro 1 de l'université de Paris-Nord, à Villeneuve, affiche complet. Pour une fois étudiants, enseignants et personnels administratifs se disputent les places assises. Muni de leurs précieuses invitations, ils ont franchi les barrières et les corridors pour pouvoir assister à un cours un peu particulier, celui du ministre de l'Éducation nationale, devenu, l'espace d'une heure, le professeur Chevènement.

Attentif, l'auditoire écoute le maître exposer son discours sur la réussite, qu'il préfère au discours sur l'échec scolaire. Les enseignants apprécient le ministre qui vient leur offrir, leur travail et encourage les étudiants à les « considérer avec beaucoup de respect ». Les jeunes, habitués de l'université depuis quelques semaines, entendent parler de qualité et d'élite. Les étudiants en première année des études rénovées (il existe quatre diplômes d'études universitaires générales - DEUG - rénovés à Villeneuve) entendent de nouveau que l'enseignement supérieur doit « se tourner résolument vers le monde moderne » : M. Chevènement expose le rapprochement entre le monde des

Le ministre de l'éducation nationale relance l'instruction civique

L'élève citoyen

« Aujourd'hui comme hier l'éducation civique est une œuvre de rassemblement. » Cette affirmation de M. Jean-Pierre Chevènement, jeudi 22 novembre, à l'ouverture du colloque « Étre citoyen » organisé à Paris par M. Robert Fauriol, médiateur, situe bien la mission de cet enseignement dans notre société, au moment où l'un et l'autre sont en crise. Au fil des ans et des soubresauts de la République, l'éducation civique - nommée tantôt éducation morale, tantôt instruction civique - a fini par désertier les établissements scolaires. À l'école élémentaire, où des programmes existent toujours, elle ne fait bien souvent, a constaté le ministre de l'Éducation nationale, l'objet d'aucun enseignement. Il n'est pas rare qu'un élève entre au collège sans connaître ni la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ni l'hymne national.

Au collège, depuis la réforme Haby de 1975, l'éducation civique a disparu des horaires et des programmes pour être « diluée dans les sciences sociales » et intégrée théoriquement dans l'enseignement. En définitive, là où elle existe encore, l'éducation civique n'est plus qu'une initiation à la consommation des services publics. « La crise du sens civique », a conclu son point M. Chevènement, « a trouvé sa traduction à l'école ». Apparaissant le ministre avait insisté sur les autres formes de la crise : « La crise n'est pas seulement économique, elle est tout autant sociale et culturelle. Et pour y répondre il a avancé deux types de solutions. D'abord une exaltation du « patriotisme français », du « sentiment national », victime selon M. Chevènement de « la célébration des particularismes et des

odes à la différence ». « On ne retrouve pas, a-t-il affirmé, le sens de l'intérêt général quand on prend trop facilement acte du fait que l'éclat national a craqué devant la diversité de la différence sociale, ethnique, sexuelle et générationnelle. »

Les dispositions pratiques

Ce n'est pas toutefois cette idéologie - qui a fait frémir plus d'un participant au colloque - que le ministre souhaite voir dispenser à l'école. « La loi, estime-t-il, est le fondement de la liberté. Il s'agit donc d'abord de former le citoyen en lui apprenant les fondements du droit. Le rétablissement de l'éducation civique est en effet sa seconde réponse à la crise de cet enseignement. Son contenu abordera quatre domaines : la vie sociale et civile (droit privé) ; la vie politique et administrative (droit public) ; la place de la France dans le monde ; et la science politique. »

Pour assurer le rétablissement de l'éducation civique, le ministre a annoncé quelques « dispositions pratiques ». Dès janvier 1985, il arrêtera les programmes et les horaires réservés à cette discipline. À raison d'une heure par semaine, elle sera enseignée à l'école dès 1985. Aux collèges et aux lycées d'enseignement professionnel, son introduction sera progressive, puisqu'elle touchera les classes de 6^e à la rentrée 1986, pour atteindre celles de 3^e et les classes correspondantes des LEP en 1989. Dans ces établissements, elle sera enseignée par les professeurs d'histoire et de géographie et de français. Au lycée, il n'est pas question d'alourdir les programmes, mais les professeurs de français et de philosophie recevront des instructions « pour assurer l'étude de quelques textes et questions essentielles à la formation de l'esprit civique ».

La tâche est « délicate », a conclu le ministre en s'adressant aux enseignants et en leur rappelant le mot de Jean Mucet, le fondateur de la Ligue de l'enseignement : « L'instituteur ne fait pas des élections, il fait des électeurs. »

Les propositions de M. Chevènement ont été reçues par un auditoire attentif, sensible à sa volonté de redonner toute sa place à l'éducation civique, mais peu enclin à suivre le ministre sur la méthode et le contenu. « J'ai ressenti un choc », a affirmé par exemple M. Jeanne Vincent, du Syndicat national des instituteurs, insistant sur les enfants, « éternels oubliés des débats d'adultes », qui « ne sont plus connus à l'époque de Jules Ferry ». Même réaction de la part de M. Le Goff, président de la commission permanente de rénovation de l'enseignement de l'histoire et de la géographie, pour qui « une définition plus moderne et plus riche du citoyen » doit notamment être offerte « aux jeunes ». Ce sont en effet quelques-uns des problèmes qui ne se posaient pas il y a cent ans.

CATHERINE ARDIT.

L'ARMÉE DU SALUT CONTRE LA PAUVRETÉ À PARIS

« Le pain de ton voisin »

L'Armée du salut lance à Paris, du vendredi 30 novembre à midi au samedi soir 1^{er} décembre, une opération intitulée « Le pain de ton voisin ». Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, « nouvelle », on non, il s'agit de vendre, sur la voie publique, un petit pain, au prix volontairement élevé, de 10 F.

Comme l'a expliqué, au cours d'une conférence de presse réunie le 22 novembre, le capitaine Jacques Pierquin, responsable du service des relations publiques de l'Armée du salut, la vente de chaque petit pain permettra de servir deux mini-repas aux Parisiens les plus démunis « habitant » la capitale. Le mot « habitant » doit, en effet, être mis entre guillemets, car, selon les estimations les plus sérieuses, quelque vingt-cinq mille personnes errent dans Paris sans domicile fixe, sans travail, sans argent.

Une conférence de l'abbé Pierre

L'Armée du salut a annoncé cette initiative une semaine avant la date prévue, afin de faire savoir, par l'entremise des médias, qu'elle manquait actuellement de bénévoles, pour assurer le fonctionnement de la trentaine de points de vente qu'elle compte mettre en place (1). Pour que cette opération, patronnée par les firmes Free Time et Jacquet, soit une réussite, il conviendrait, selon le

capitaine Pierquin, que 100 000 petits pains au moins soient vendus, les 30 novembre et 1^{er} décembre.

D'autre part, l'Armée du salut a indiqué qu'elle entreprendra, comme chaque année à cette période, la distribution de « soupes de nuit » à partir du lundi 3 décembre, en liaison, cette fois, avec les communautés Emmaüs. C'est ce que devait confirmer l'abbé Pierre, au cours d'une conférence sur le thème de la pauvreté, ce vendredi 23 novembre à Paris (2). L'abbé Pierre devait lancer un message,

« peut-être le dernier de sa vie », selon le communiqué de presse de son secrétariat.

(1) Pour tous renseignements, s'adresser à l'Armée du salut, 76, rue de Rome, 75008 Paris. Tél. : 381-41-19. CCP Armée du salut Paris 5305 X.

(2) Cette conférence a lieu à 20 h 30, ce vendredi, à l'Auditorium du Palais des congrès, porte Maillot. Les prix des places sont de 10 F, 50 F et 100 F. À la sortie de la salle, des dons seront recueillis dans de vastes boîtes. Ces dons seront remis aussitôt à une société de sécurité, puis, le lendemain matin, à une banque qui a accepté de travailler ce samedi.

ODOUL AGENT DE **demeco**
Garde-meubles
208 10-30
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL À PARIS À PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence télé
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.
GEICA/296-41-12/56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Une manifestation du Front national pour la sécurité

Place Clichy, à Paris, jeudi soir 22 novembre sous la pluie. Le Front national semblait, au départ de sa manifestation pour la sécurité, comme un poisson dans l'eau. Des vieilles dames du dix-huitième arrondissement, frappées par les

neuf assassinats dans leur quartier, applaudissaient de leur balcon aux appels de quelques mille manifestants qui réclamaient la démission de M. Robert Badinter, ministre de la justice. Les drapeaux tricolores dominaient au rassemblement un air de 14 juillet, et le leader du Front national lui-même, M. Jean-Marie Le Pen, accompagné de sa femme et de sa fille, formait un charmant tableau de famille, qui, à l'unisson, demandait : « la peine de mort pour les assassins ». M. Badinter, précisait M. Le Pen, n'est pas un assassin, mais la politique du gouvernement est responsable des assassinats.

« Sécurité » donc pour ces militants, souvent très jeunes, dont les improvisations et l'entrain dominaient au cortège des allures de monôme. « Hâte au laxisme » : cette foule

populaire, accueillie par des CRS souriants, et les militants de « France, Liberté » se retrouvaient avec bonheur : « Jean-Marie est-il là ? », s'inquiétait un groupe de quelques soixante-dix ans.

Le Front national en somme, bonasse, bon enfant. Du moins jusqu'à un vif incident qui a eu lieu rue Lamarc (voir notre encadré).

« La sécurité, c'est la première liberté du citoyen », affirmait, à la fin de la manifestation, devant la mairie du dix-huitième arrondissement, M. Jean-Marie Le Pen, avant d'entamer un ultime plaidoyer en faveur de la peine de mort, « clé de voûte d'un système équilibré entre les délits et les peines ». Et sur un tract, on lisait follement : « Et puis, clac, le couperet tombe. C'est terminé. Définitivement. Plus jamais il ne coètera un sou d'entretien au contribuable ».

Une passante protestait-elle ? « Va manger ton couscous ! », lui répond un manifestant.

N. B.

« On va les massacrer »

Alors que les manifestants du Front national s'engouffraient, jeudi soir 22 novembre, dans la rue Lamarc, à Paris, aux cris de « La France aux Français », une jeune femme leur lança, de son deuxième étage : « La France aux Français ! »

Mai lui en prenait : immédiatement, une dizaine de manifestants s'engouffraient dans l'escalier et gravissaient quatre à quatre les six étages aux cris de « On va les massacrer ! ». La porte d'un modeste deux pièces était défoncée à coups d'épaulement par plusieurs d'entre eux. Si les deux locataires de l'appartement, terrorisés et copieusement injuriés, n'ont pas été frappés, il n'en alla pas de même pour un photographe indépendant, jugé trop curieux : son appareil fut arraché et brisé, l'intrus refoulé sans ménagement dans l'escalier. « Pas de journalistes ici ! »

En bas de l'immeuble, quelques instants plus tard, un responsable du Front national ré-

tail la responsabilité de cette action sur des groupuscules non contrôlés, « nos autonomes », expliqua-t-il. Pourtant on peut affirmer de source sûre que ces manifestants appartenaient bel et bien au Front national. Quelques centaines de mètres plus loin, deuxième scène du genre : injures, quolibets à nouveau contre le même photographe qui est bousculé. Celui-ci fait-il mine de résister ? Il se jette à quinze sur lui, le projetant dans une librairie. Panique du commerçant, qui implore alors les membres du Front national : « Pas ma boutique, s'il vous plaît. Le provocateur, c'est lui, pas moi. »

Le service d'ordre de la manifestation, fort nombreux, pourtant, n'a pas plus bougé que cela. « Ça se passe bien », s'entendait-on dans le cortège.

NICOLAS BEAU.

DES AVOCATS DÉNONCENT DES DÉRAPAGES À LA COUR D'APPEL DE BASTIA

Dans une conférence de presse à Paris, le 22 novembre, M. Antoine Comte et Marie-Hélène Mattet, avocats - le premier à Paris, le second à Bastia -, ont attiré l'attention sur « le fonctionnement de l'appareil judiciaire », qui, en Corse, « s'éloigne dangereusement de celui d'un État de droit ».

De nombreux dérapages sont soulignés par les deux avocats dans ce qu'il est convenu d'appeler l'« affaire de Bastia » et plus particulièrement la condamnation en appel le 24 octobre 1984 de Jean-Michel Rossi à cinq années d'emprisonnement pour le plasticage

d'une vedette de la gendarmerie à L'Ile-Rousse, le 6 novembre 1983. Les deux avocats ont exposé divers motifs de nullité qui sont intervenus, selon eux, au cours de la procédure.

M. Mattet est poursuivi en diffamation par des magistrats bastiais pour un commentaire fait au terme même d'une audience de la cour d'appel : elle avait estimé que la condamnation de M. Rossi était une « sentence rendue par la justice mais dictée par le pouvoir politique » (*Le Monde* du 26 octobre).

Les enfants de M. Badinter victimes d'une fausse information

Grenoble. — « Le dîner avait pour client le fils du ministre. » En dernière page, mais sur quatre colonnes, l'édition du *Dauphiné libéré* du 22 novembre apprenait ainsi à ses quatre cent mille lecteurs que l'un des enfants de M. Robert Badinter, consommerait de la drogue. Une information qui n'était développée qu'en vingt-trois lignes et qui commençait ainsi : « Soudain, la voix s'élevait du tribunal prit une inflexion plus nauséabonde. Dans la liste des noms des principaux clients, des noms de drogue dure qu'on jugeait hier après-midi en audience correctionnelle : à Bourg-en-Bresse, figurait, en effet, ce que le président ne désigne d'abord que par cette énigmatique formule : « Nom très connu ». Le journaliste, Didier Pobel, ajoutait : « On s'est biontôt de façon guère moins nébuleuse qu'il s'agissait d'un certain « Philippe B. », et ce n'est que par la suite une allusion effective au ministre, de la justice ayant des ordres effectives - qu'on put publiquement en déduire qu'il s'agissait du fils de Robert Badinter ».

Vendredi matin 23 novembre, le même quotidien, propriété de M. Robert Hersant, tente de réparer son erreur. On apprend ainsi, en première page, et en gros caractères, que « le jeune homme cité dans la procès de Bourg-en-Bresse n'était pas le fils de M. et M^{me} Badinter ». Le journal regrette sa « très fautive méprise ». D'autres parleront d'une « erreur journalistique » ou, encore, d'une « volonté évidente de nuire » au ministre de la justice.

Deux autres quotidiens du même groupe de presse - Lyon-Matin et le Journal Rhône-Alpes - avaient également publié cette fautive information. Curieusement, l'article incriminé ne faisait qu'une fautive allusion au seul coupé de cette affaire : J.R., pour ne pas dire que le nom « ministériel » d'un de ses clients. M. et M^{me} Badinter ont porté plainte contre les trois quotidiens et ont strictement personnel et au nom de leurs deux enfants mineurs âgés de quatorze et de seize ans. (Corresp.)

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur papier Ilford Cibachrome ou sur film
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12 347.21.32

مكتبة الأمل

AU TRIBUNAL DE PARIS

Un communiste à Buchenwald

En refusant de s'associer à l'inauguration d'une rue Marcel-Paul à Sartrouville et en faisant connaître les raisons de ce refus, le 27 octobre 1983, dans un journal local, M. Laurent Wetzel, conseiller municipal de l'opposition dans cette commune dont le maire est communiste, a ravivé un débat auquel les jeunes générations seront tout aussi sensibles qu'elles l'ont été au début des années 1940-1947, des années où les circonstances de l'arrestation de Jean Moulin, relancé, lui, par l'affaire Klaus Barbie.

Marcel Paul, décédé le 11 novembre 1982, ancien ministre, membre du Parti communiste, fut déporté à Buchenwald en 1944, où il fut membre d'un « comité des intérêts français », organisme clandestin. Cette dernière qualité lui valut, dès les années 1946-1947, des accusations graves. N'avait-il pas, en raison des pouvoirs qu'il détenait, désigné pour des « kommandos » extérieurs au camp de Buchenwald des camarades de déportation et, du même coup, protégé ses propres amis politiques ?

M. Wetzel avait écrit : « Déporté à Buchenwald, Marcel Paul entra à la direction interne du camp. Il disposa alors du sort, c'est-à-dire de la vie ou de la mort, de nombreux camarades ; dans ces fonctions, il tint compte essentiellement de l'intérêt de son parti. »

A ces quelques phrases, l'association Buchenwald-Dora, pour laquelle Marcel Paul demeure un exemple et un homme irréprochable, devait réagir doublement. D'abord, en assignant en diffamation M. Wetzel devant le tribunal de Versailles, où l'affaire sera examinée le 18 décembre. Ensuite, en publiant dans son bulletin, le *Serment*, un éditorial dans lequel, citant M. Wetzel, elle l'assimilait à « ceux qui ont voulu que le camp de la mort soit un lieu où l'on pouvait impunément donner libre cours à leurs sentiments prohitériens ». A quoi M. Wetzel répondit par un procès pour injures que la dix-septième chambre du tribunal de Paris examinait jeudi 22 novembre, devant une salle comble.

En-dehors de l'enjeu juridique de ces deux affaires, c'était un débat douloureux et grave qui s'engageait. Un de ces débats où l'on en appelle toujours à la vérité historique, à la nécessité qu'il y a de la rechercher au-delà des tabous ou des images d'Épinal. C'était aussi un débat équivoque. Il est en effet évident que M. Wetzel, en prenant le parti de l'ouvrir, agissait en membre de l'opposition d'aujourd'hui, visant, plus que Marcel Paul, le Parti communiste lui-même. Il est non moins vrai qu'en l'assimilant à un prohitérien on était pour le moins excessif. M. Wetzel avait beau jeu,

en effet, de répliquer que, loin d'être un homme de la banalisation du nazisme, il avait au contraire voulu démontrer l'abomination d'un système dans lequel les bourreaux se servaient de leurs victimes pour mieux les opposer, les diviser et les anéantir.

Mille morts par jour

La compréhension de cette situation ne va pas sans explications. Au camp de Buchenwald arrivèrent d'abord des détenus de droit commun qui y firent la loi. Les politiques, communistes allemands pour la plupart mais aussi sociaux-démocrates, suivirent. Ce n'est qu'après une lutte difficile qu'ils purent prendre le pas sur les autres et accéder à cette administration intérieure qui faisait que les SS se déchargeaient sur certains déportés des affaires de discipline, de nomination de kapos et autres auxiliaires nécessaires à leur entreprise.

Buchenwald n'était sûrement pas le paradis : 56 000 personnes y ont péri. Mais il y avait pire, et notamment ce camp de Dora où avait été entrepris le creusement d'un tunnel pour l'installation d'une usine de construction de fusées V-2. Dora demandait des hommes. Chaque jour, c'était un millier de déportés qui y mouraient. Les SS fixaient le nombre de ceux qui devaient assurer la relève et laissaient à l'administration interne de Buchenwald le soin de les désigner. Tout cela a été dit et écrit depuis longtemps. Dans son livre *Les Français à Buchenwald et à Dora*, M. Pierre Durand, qui était témoin contre M. Wetzel, a écrit lui-même : « Éviter le transport à l'un, c'était parfois, s'il était faible ou malade, le sauver de la mort. Faire quitter le camp à l'autre pouvait inversement le garder à la vie. »

L'intérêt général

Sur quels critères se fonder ? Qu'était l'intérêt général ? On pouvait le concevoir différemment selon les tendances. Qui sauver en priorité, de tous les maux, tout le monde ne pouvait l'être. Et si des communistes ont été épargnés, ce n'est pas pour autant qu'il n'y en ait point à Dora.

L'intérêt des communistes était assurément de protéger les leurs, même s'ils ne pouvaient les protéger tous. Mais il est vrai aussi que des non-communistes notoires, tel M. Marcel Dassault, le furent aussi. Exception ? Le camp nazi avait ses

lois. Marcel Paul, avec d'autres, les accepta, jugeant non sans raison que les refus revenaient à laisser les SS opérer eux-mêmes. Fut-il pour autant irréprochable ? Certains rhapsodes ne le pensent pas. Ainsi, M. Philippe Lamoureux raconte comment, après avoir dit à Marcel Paul qu'il n'était pas communiste, il entendait cette réplique : « Alors, je ne peux rien pour toi ! » D'autres attestent des propos semblables. A l'opposé, des hommes comme MM. Pierre Sudreau, Louis Terrenoire, Maurice Schumann, autant de gaullistes notoires, anciens déportés ou résistants, ont rendu hommage à Marcel Paul après son décès.

Devant ces éléments contrastés, exploités les uns par M. Jacques Miquel, avocat de M. Wetzel, les autres par M. Cohen-Séat, défenseur de M. Louis Heracle, directeur

de publication du bulletin, qui assimila M. Wetzel à un prohitérien, M. Philippe Blier, substitut, a tenté d'élever le débat. Il lui semble que le fond de cette affaire n'est pas de savoir si le comportement de Marcel Paul fut discutable ou non, preuve à son avis impossible à rapporter. Ce qui le navre, en revanche, c'est « le spectacle de ces anciens déportés de tous bords qui devraient être liés par une fraternité plus forte que les clivages politiques ». Son souhait serait que le jugement, qui sera rendu le 6 décembre, « contribue à apaiser les antagonismes, l'institution judiciaire devant chercher davantage à recommander qu'à déchirer ».

Le vœu est assurément louable. Il risque fort, même exaucé, de rester pieux.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.



Programme de Formation aux Fonctions Formation et Communication

8 mois à temps plein, organisé en alternance de février 1985 à septembre 1985, dans le cadre du congé individuel de formation. Renseignements et inscriptions : IFACE - 75, avenue de la République 75011 PARIS Tél. 355.39.08 postes 12.11 - 12.12 CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



Jusqu'au 29 Décembre 1984.

DU SAUMON DANS LE CASHMERE CHEZ BURBERRYS

Jusqu'à Noël et pour la première fois chez Burberrys : du saumon d'Écosse et des maisons de poupées. Des meubles et des marmelades. Des conférences et du thé. Des livres et des puddings. Les lithographies de Vincent Haddelsey et du Sniflon. Les photos de Lord Lichfield et des whiskeys pur malt. Une sélection de cadeaux Burberrys à des prix spéciaux et de la porcelaine royale. Tout ce que l'Angleterre a de mieux pour offrir et de plus typiquement britannique est rassemblé et vendu chez Burberrys dont le magasin a été transformé tout spécialement en véritable Ambassade des marques anglaises à Paris.

AUSTIN POWER - BETTMAN AND BARTON - BURBERRYS - CADBURY - DAMAY - DISTILLERS AND VINTNERS - KILMUR - LINGUAPHONE - LA MAISON DU - POINCEGRIVE - FOOD FROM BRITAIN - FORTNUM AND MASON - INTERNATIONAL WHISKY - MAPLE - OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME - PARKER - TRIDIAS

1^{re} Exposition Britannique

8, 10, BD MALESHERBES PARIS 8^e - TÉLÉPHONE 266.13.01

UN TEST A HUIS CLOS EN PRÉSENCE DE M. BADINTER

Des caméras aux assises de Paris

Les caméras entreraient-elles bientôt dans les prétoires ? C'est le vœu de M. Robert Badinter, garde des sceaux, qui a participé très discrètement, il y a quelques jours, à des essais techniques dans la grande salle des assises de Paris. L'idée de filmer les procès avait été lancée après l'arrestation de Klaus Barbie. Mais beaucoup de points d'interrogation demeurent : faut-il seulement enregistrer les débats, c'est-à-dire les archiver pour l'histoire, ou les diffuser immédiatement à la télévision ?

A la chancellerie, on affirme qu'aucune décision n'est prise, mais M. Badinter semble décidé à se hâter. En témoignent les essais à huis clos qui ont eu lieu récemment dans la grande salle des assises de Paris, désertée de ses occupants habituels.

C'est l'Institut national de l'audiovisuel (INA) qui avait été chargé de ce test. A la demande du garde des sceaux, les techniciens ont fait des essais de lumière et de caméras. On a vu M. Badinter s'installer successivement dans le box des inculpés, dans le fauteuil de l'avocat général et à la place des jurés pour juger de l'effet produit par les projecteurs. D'autres essais doivent avoir lieu prochainement en province, à Lyon en particulier, où doit se dérouler le procès de Klaus Barbie.

Celui-ci sera-t-il retransmis à la télévision ? Selon un sondage réalisé l'année dernière, 70 % des Français seraient favorables à sa diffusion en direct. Mais M. Badinter ne veut pas arrêter sa position en fonction de ce seul procès. Il continue de consulter des professionnels de l'audiovisuel comme M. Paul Laffitte, d'Antenne 2, ou M. Jacques Pomont, président de l'INA. Ce

dernier doit lui remettre dans quelques semaines un rapport sur les tests réalisés par les techniciens de l'Institut.

Le 4 décembre doit avoir lieu une nouvelle réunion de la commission que le ministre de la justice avait chargée, en 1983, d'étudier les problèmes posés par l'enregistrement des débats judiciaires. Présidée par M. André Braunschweig, ancien président de la chambre criminelle de la Cour de cassation, cette commission a remis au garde des sceaux, en février 1984, un rapport relativement audacieux dans la mesure où ses conclusions vont à l'encontre de l'opinion des avocats et des magistrats, en majorité opposés à la retransmission des procès à la télévision.

Cette commission préconise une libéralisation en deux temps, comme pour la loi Veil sur l'avortement : d'abord un texte autorisant pour deux ou trois ans la présence des caméras dans les prétoires, puis, au bout de ce délai, une loi définitive. Comme aujourd'hui, les magistrats pourraient décider de la huis clos, mais l'autorisation de filmer serait la règle et l'interdiction, l'exception.

La commission préconise de retransmettre les débats en différé, et uniquement après la décision du tribunal et de la cour. Par mesure de sécurité, les gros plans sur les jurés et les témoins seraient prohibés, et, à la demande du président de la juridiction, leur visage pourrait être estompé. Telles sont quelques-unes des suggestions sur lesquelles M. Badinter devra se prononcer avant de faire connaître sa position, probablement dans quelques mois.

BERTRAND LE GENDRE.

On va les massacrer

LES ASSISES DE PARIS

Les assises de M. Badinter

LES COMBES PRODIGES

SCIENCES

LE PROGRAMME FRANÇAIS D'ÉTUDES SPATIALES

Priorité aux lanceurs lourds

Pour le Centre national d'études spatiales (CNES), « le lanceur Ariane-3, est maintenant du passé ». Ce commentaire du directeur général du CNES, M. Frédéric d'Allest, n'est qu'à peine une plaisanterie. Même si le lanceur européen qui vient d'être tiré avec succès depuis la base guyanaise de Kourou n'est qu'à son deuxième vol et même si d'autres exemplaires d'Ariane-3 sont en cours d'intégration dans les ateliers des industriels pour préparer la mise en orbite prochaine d'autres satellites. En effet, en matière de programmes spatiaux, tout va très vite, et il faut se préparer d'ici à quinze ans à l'avenir pour être en mesure d'affronter la concurrence de pays qui n'auront pas ralenti leur effort.

L'avenir pour le CNES, c'est, bien entendu, un certain nombre de missions scientifiques : vers les étoiles avec Hipparcos ; vers la comète de Halley avec les sondes Vega et Giotto ; vers les océans avec le satellite Topex-Poseidon. C'est aussi les satellites de télécommunications (Télécom, Athos, TDF), d'observation de la Terre (Spot), de localisation de balises (Argos-Sarast). Mais c'est surtout les programmes de développement d'un nouveau lanceur lourd, Ariane-5, dont le premier vol devrait avoir lieu en 1994 ; d'un élément de la future station spatiale européenne ou européenne qui pourrait se concrétiser autour du projet germano-italien Columbus, et du projet de navette spatiale européenne Hermès, pour laquelle la France a pris, comme pour Ariane-5, une position de leader.

Aux seuls, ces trois derniers programmes représentent, sur une période de plusieurs années, un investissement global de près de 48 milliards de francs aux conditions économiques de 1984 : 17,4 milliards de francs pour Ariane-5 ; 17,8 milliards de francs pour Columbus et 12,3 milliards de francs pour Hermès. Tout cela coûte cher (1), mais « devra être réalisé », en coopération avec les partenaires habituels de la France réunis au sein de l'Agence spatiale européenne (ESA). Pour M. Frédéric d'Allest et M. Jacques-Louis Lions, président du CNES, ces programmes sont essentiels, car il y va de l'indépendance de l'Europe dans le domaine spatial.

Essentiel en ce qui concerne Ariane-5, dans la mesure où, même à long terme, « les fusées classiques demeureront des outils privilégiés pour le lancement des satellites ». Le sujet est d'ailleurs à ce point important pour l'Europe que le choix de la configuration définitive du lanceur est en cours de discussion au sein de l'ESA et que les appels d'offres industriels pour ce projet devraient en principe avoir lieu au cours de l'année prochaine. Essentiel aussi en ce qui concerne le programme Columbus et le programme Hermès, pour lesquels, selon M. d'Allest, l'Europe ne peut pas prendre le risque d'être absente car ces domaines commandent tout ce qui a trait à l'intervention en orbite : stations orbitales, stations spatiales permanentes, récupération des satellites, etc.

L'autonomie des Européens

Même si ces secteurs leur apparaissent comme une sorte de « pari », il est clair pour les dirigeants du CNES que la présence de l'homme en orbite sera demain une nécessité et que, à ce titre, les Européens doivent acquiescer, face aux grandes puissances spatiales, une certaine autonomie. Pour M. d'Allest, ces domaines sont en effet « un investissement à caractère aussi stratégique qu'un champ de tir ou qu'un lanceur ». Aussi les Français suggèrent-ils à leurs partenaires européens de participer à la station spatiale américaine par le biais de Columbus, projet pour lequel ils sont prêts à financer de 15 % à 18 % du coût. Mais, dans le même temps, ils les invitent à développer, le moment venu, la navette Hermès de manière à ce qu'elle effectue son premier vol en 1997. Il faut que, sur ce point, les partenaires européens de la France préfèrent différer quelque peu. Hermès, ce que le CNES ne souhaite pas. Quel qu'il en soit, les ministres européens concernés travailleront à l'occasion de la conférence spatiale qui se tiendra à Rome du 29 au 31 janvier 1985.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Pour prendre en compte tous ces nouveaux programmes sans léser ceux qui sont déjà lancés « on prévoit », le budget du CNES, qui s'élève pour 1984 à 4 137 millions de francs (subventions hors recettes), devrait augmenter de 35 % en volume d'ici à 1990.

Les sondes vers la comète de Halley

LE RENDEZ-VOUS DE GIOTTO

« La comète de Halley sera au rendez-vous. Soyons sûrs que Giotto y sera aussi. » A Toulouse, au pied du gros cylindre bleu nuit et blanc que constitue la sonde spatiale européenne Giotto, cette petite affiche rappelle, non sans humour, aux techniciens que le temps est compté et que la comète n'attendra pas. Le vol en effet qui nous ramènera après soixante-seize ans d'absence. Lors de son dernier passage dans la banlieue de la Terre, en 1910, elle avait donné dans le ciel un merveilleux spectacle. Aujourd'hui, la communauté astronomique mondiale est sur le pied de guerre pour l'étudier. Pour mieux connaître cette belle errante, témoin fossile de la formation, il y a 4,5 milliards d'années, du système solaire, des moyens d'observation terrestres et spatiaux sans précédent vont être déployés.

C'est ainsi que pas moins de cinq sondes spatiales vont être lancées en direction de la comète de Halley qu'elles rencontreront au tout début du mois de mars 1986. Deux d'entre elles, Vega-1 et 2, d'origine soviétique, sont déjà prêtes et devraient partir les 15 et 21 décembre. Lancées d'abord en direction de la planète Vénus dans l'atmosphère de laquelle elles largueront chacune, en juin 1985, un ballon et un module de descente, ces sondes de quatre tonnes, portées pour leur partie cométaire (2 tonnes) de toute une série d'instruments, à la construction desquels les Français ont largement participé, devraient croiser la comète de Halley les 6 et 9 mars 1986, à une distance comprise entre 3 000 kilomètres et 10 000 kilomètres.

Premières arrivées aux lieux Vega-1 et Vega-2, devraient permettre d'offrir la trajectoire de la sonde européenne Giotto (1800 kilogrammes), prévue pour effectuer, le 13 mars 1986, un survol « kamikaze » de la comète à une distance de 300 kilomètres. L'objectif est de « sonder » (1). Cette dernière, nous-mêmes actuellement à Toulouse, à une série d'essais, devrait être expédiée au centre spatial guyanais de Kourou à la mi-avril pour un lancement par Ariane au début du mois de juillet. Entre-temps, les Japonais auront lancé, le 5 janvier, un engin modeste qui devrait ouvrir la route à une sonde, Planet-A, plus ambitieuse, dont le tir est programmé pour le 14 août de l'année prochaine. Il reste toutefois que ces deux sondes japonaises passeront loin de la comète puisque la première ne la frôlera qu'à une distance de 4 à 5 millions de kilomètres et la seconde à 200 000 kilomètres seulement.

J.-F. A.

(1) Bien qu'arrivant le 5 mars 1986 à proximité de la comète, les sondes japonaises ne passent pas assez près de Halley pour permettre par leurs informations d'aider Giotto.

UN MAIRE D'INDRE-ET-LOIRE FAVORABLE AU STOCKAGE DE DÉCHETS NUCLÉAIRES SUR SA COMMUNE

Tours. — M. Daniel Philippot, maire (sans étiquette) de Neuville-Roi (Indre-et-Loire), une commune de neuf cent quatre-vingts habitants située à 30 kilomètres de Tours, a suscité un certain émoi chez ses concitoyens en proposant d'accueillir un centre de stockage de déchets nucléaires. Pour répondre aux craintes manifestées lors d'une réunion publique d'information, le 15 novembre, le maire a chargé une commission municipale, opposée au projet, d'organiser une « contre-réunion » d'information. « Rien ne se fera sans une consultation des maires du canton et de la population », a précisé M. Philippot. Une association de défense de l'environnement s'est constituée le 20 novembre. « La mobilisation commence », a annoncé son vice-président, M. Pichon.

Cependant, la municipalité est confiante : « L'effet de choc est passé », affirme M. Michel Couderc, adjoint au maire. On observe un renversement de tendance en faveur du projet. Comme à Cholet, (le Monde du 20 novembre), le maire de Neuville-Roi espère que sa candidature spontanée attirera l'attention des pouvoirs publics. Mais, pas plus que le Maine-et-Loire, l'Indre-et-Loire n'a été retenu par l'Agence nationale des déchets radioactifs (ANDRA) parmi les départements « possibles ». (Corresp.)

SPORTS

TENNIS

McEnroe forfait pour les Internationaux d'Australie

A cause d'une blessure au poignet gauche, le champion du monde américain John McEnroe, qui purge actuellement une suspension de vingt et un jours, ne pourra pas s'aligner, à partir du 26 novembre, dans les Internationaux d'Australie. Vainqueur à Wimbledon et à Flushing Meadows, le numéro un mondial ne pourra donc pas tenter de réaliser la troisième levée d'un éventuel grand chelem. Cette blessure ne devrait

cependant pas remettre en cause sa participation à la fin de la Coupe Davis contre la Suède, du 16 au 18 décembre à Göteborg.

Tenu à l'écart des courts pendant cinq mois en raison d'une pubalgie, le numéro un français, Yannick Noah, s'est qualifié pour les quarts de finale du tournoi de Toulouse, en battant, le 22 novembre, le Suédois Johan Svensson, 6-4, 7-5.

AUTOMOBILISME : Guy Verrier candidat contre Jean-Marie Balestre. — Le ton monte dans le conflit entre le président des fédérations française (FFSA) et internationale (FISA) du sport automobile, M. Jean-Marie Balestre et l'Automobile Club de Monaco (ACM). Prenant fait et cause pour l'ACM, qui, en dernière extrémité, envisage un repli du rallye de Monte-Carlo en Italie, M. Guy Verrier, directeur de la compétition de Citrën, a décidé d'être candidat au poste de président de la FFSA contre M. Jean-Marie Balestre lors des élections fédérales du 5 décembre.

BASKET-BALL : la France battue par la Grèce 94-90. — Pour le premier match qualificatif aux championnats du monde de 1986 en Espagne, l'équipe de France de basket-ball a été battue, le 22 novembre, à Athènes, par la formation grecque 94-90 après prolongation. Les deux équipes étant à égalité 81-81 à la fin du temps réglementaire. Cette défaite risque de compromettre les chances de la sélection de Jean Lisen, car il n'y aura qu'un qualifié dans le groupe C où opère la France. Après la mauvaise tenue de l'équipe nationale pendant le tournoi olympique de Los Angeles, les joueurs français ont témoigné d'une nette volonté de réagir.

Vous êtes aux Champs-Élysées... Pourquoi faire la queue au restaurant ?

La Carabelle

VOUS PROPOSE UNE GRANDE CARTE AU PRIX D'UN PUB...
TOUS LES LUNDIS UN PLAT DU JOUR UNIQUE A PARIS
Tél. : 359-14-35 Ouvert jour et nuit
4, rue Arsène-Housaye - Paris-8

Charlot

la fraîcheur du poisson
la finesse des cuissons

CHARLOT
ROI DES COQUILLAGES
12, place de Clichy
874.49.64 et 65

CHARLOT
MERVEILLES DES MERS
128 bis, bd de Clichy
522.47.08

LE CARNET DU Monde

Naissances

— M. André COLLOCH et M^{me} née Françoise JUDET, sont heureux d'annoncer la naissance de

Mathilde,

sœur d'Éléonore, Gaël et Hélios, le 23 novembre 1984 à Ville-d'Avray.

— Le docteur et M^{me} Alain de MINOLLA ont la joie de faire part de la naissance de

Philippe,

le vendredi 16 novembre 1984.

46, rue de Grenelle, 75007 Paris.

Mariages

— M. Edmond LAFFON, fils de M. et M^{me} Robert LAFFON, et

M^{me} Caroline GUERRINI MARALDI, fille du comte et de la comtesse GUGLIELMO GUERRINI MARALDI,

sont heureux d'annoncer leur mariage célébré dans la plus stricte intimité le 8 novembre 1984.

Décès

— Le président et le conseil d'administration, les membres de la direction générale, les collègues et amis de la société des Pompes funèbres générales,

Le président et le conseil d'administration de l'Institut français de thanatologie (IFT),

Le président et le conseil d'administration de la Fédération nationale des pompes funèbres (FNPF),

Le président et le conseil d'administration de l'Association européenne de thanatologie (AET),

Le président et le conseil d'administration de la Fédération internationale des associations de thanatologues (FIAT-IFTA),

ont la tristesse de faire part du décès, à l'âge de quarante-deux ans, de

M. Jean-Pierre DRAULT, directeur de la documentation générale des Pompes funèbres générales, secrétaire général de l'IFT, délégué de la FNPF, secrétaire général de l'AET, directeur adjoint de la FIAT-IFTA,

surné à Paris le 19 novembre 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce jour, au Temple Saint-Ambroise, 71, boulevard Voltaire, Paris-11e (M^o Saint-Ambroise), où l'on se réunira.

P.F.G., 66, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris.

FNPF, 17, rue Froment, 75011 Paris.

M. et M^{me} Claude Fouchier, 18, rue Eugène-Deccot, 17000 La Rochelle.

— M^{me} Victor Gaudouin, enfants et petits-enfants, Sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Victor GAUDOUIN, ingénieur des Arts et Métiers,

surné le 17 novembre 1984, à Paris et inhumé à Fontainebleau le 21 novembre.

— Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M. et M^{me} Yves Lebogne, M. et M^{me} Yves Savary, M. Georges Lebogne, M. et M^{me} Jean-Pierre Lebogne, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond LEBEGUE, professeur honoraire à la Sorbonne,

surné le 21 novembre 1984, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, à Paris-5e, le mardi 27 novembre, à 8 h 30.

— M^{me} Marie-Claude Lechaux, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre Lechaux et leurs enfants,

M. et M^{me} Joël Lechaux, M^{me} Micheline Lechaux et ses enfants,

ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Colette Lacour, M^{me} Lucien Pison, M. et M^{me} Alfred Delaunoy et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Pierre LECHAUX, ancien interne des hôpitaux de Paris,

surné le 20 novembre 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année, en son domicile, 50 bis, rue de Crimée, à Paris-19e.

Regrets.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, suivies de l'inhumation au cimetière parisien d'Ivry, dans le caveau de famille.

— M^{me} Catherine Mol-Lot, son époux, Marie-Pierre et Françoise Mol-Védrine, Michèle Mol, Katinka et Bernard Faillon-Mol, ses enfants,

Mario-Addaïde et Anne Mol, ses petites-filles,

ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Pierre MOL, surné à l'Hôtel de Ville, le 20 novembre 1984, à l'âge de soixante ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans la plus stricte intimité familiale.

« Et quand je serai allé vous rendre une place, je reprendrai vos lettres avec moi, afin que là où je suis vous soyez aussi. » (Jean XIV, 3.)

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, cité de la Tourneille, 75620 L'Étang-la-Ville, 40, rue Saint-André-des-Arts, 75006 Paris.

251, avenue Molière, 1060 Bruxelles (Belgique), 13, rue Nantaise, 51100 Reims.

— L'office néerlandais des produits laitiers et ses collaborateurs,

ont la tristesse de faire part du décès de leur directeur général

M. Pieter MOL, rappelé à Dieu le 20 novembre 1984.

9, rue Nobel, Boite Postale 229, 92203 Nanterre-Malmaison Cedex.

ROBLLOT S. A.
522-27-22
ORGANISATION D'OBSEQUES

— M. Gilles Taff, M^{me} Claudine Milhem, leurs familles et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Sainte TALL, surné à l'âge de neuf ans.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

1, avenue des Sotpires, 93310 Le Pré-Saint-Gervais, 29, rue Frédéric-Lemaître, 75020 Paris.

Erratum

— Dans l'avis de décès paru le 23 novembre 1984, il fallait lire

M^{me} Edmond BACQUET, son époux,

M. et M^{me} Jean BACQUET, et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Edmond BACQUET, et non BACQUET.

Remerciements

— M^{me} Philippe Delahaye, M^{me} Joëlle et Marie-Claude Delahaye,

très sensibles aux marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

M. Philippe DELAHAYE, vous adressent leurs sincères remerciements.

Communications diverses

— Europe et Mondialisme. — Le comité permanent mondialiste (qui regroupe une vingtaine d'associations, dont Citoyens du Monde) organise le 24 novembre, une journée-débat sur le thème : « Europe et Mondialisme », à l'auditorium du Sénat, salle A, 26, rue de Valenciennes, 75006 Paris.

Renseignements (1) 531-29-99.

LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DE RELAIS ET CHATEAUX

« La France est fière d'avoir mis au monde la plus belle chaîne hôtelière du globe », a déclaré M. Alain Pober, président du Sénat, à l'ouverture du congrès de Relais et Châteaux, qui fête, cette année, son trentième anniversaire.

Les trois cent quarante-deux Relais et Châteaux, une chaîne d'établissements de luxe répartis dans trois continents (le Monde du 4 février), représentent environ dix mille chambres ; ont réalisé un chiffre d'affaires d'environ 2,1 milliards de francs en 1983 dont 900 millions pour les relais français.

L'expansion géographique se continuera en 1986 puisque après avoir accueilli des établissements situés aux États-Unis, aux îles Grenadines, aux Seychelles et en Australie, la chaîne comptera parmi ses membres de « luxueuses auberges de campagne japonaises ».

Church's
Amour English shoes

collection complète en plusieurs largeurs

J. CARTIER
chasseur pour homme

à 30 m de la rue Tronchet

23, rue des Mathurins 8^e - Tél. 265.25.95

Après le succès qu'elle a remporté au Centre Georges Pompidou, le Journal d'Archi et le Centre Raché, en collaboration avec le Centre du Seuil, présentent du 21 novembre 1984 au 2 janvier 1985 l'exposition de Roman Vishniac.

Une soixantaine de photographies exceptionnelles, exécutées du livre « Roman Vishniac », celui des Juifs d'Europe de l'Est avant la Seconde Guerre mondiale.

Cette exposition se déroulera au Centre Raché, 30 bd de Port-Royal, 75006 Paris.


(Publicité)

Une curieuse façon de faire sa publicité...

En publicité, il faut faire grand effet. Beaucoup d'annonceurs le pensent et pourtant vous êtes en train de lire cette annonce et cela prouve le contraire. Nous pouvons vous le démontrer de bien d'autres manières. Téléphonez à J. Lasserre, D.G. Publicité (1) 742-10-30.

Un Brozek signé Fred.

Des sculptures devenues Bijoux. Miroslav Brozek a créé pour Fred une composition mobile qu'il appelle « Le Couple ». Étonnant pendentif d'or jaune et d'or gris sculpté dans la masse et articulé autour de sa chaîne.



FRED
Jewelry

6, rue Royale, Paris. Tél. 260.30.65 - Le Cercle, 74, Champs-Élysées - Hôtel Mandin, Paris. 21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Lecoq, Monte-Carlo - Aéroport d'Orly - 20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - Dallas - New York.

مكتبة النهر

Le Monde

culture

UN ENTRETIEN AVEC M. JEAN-PIERRE WEISS
DIRECTEUR DU PATRIMOINE

Les monuments décentralisés

A l'occasion du colloque sur « Les monuments historiques », qui a lieu à Paris jusqu'au 24 novembre (le Monde du 23 novembre), M. Jean-Pierre Weiss, directeur du patrimoine au ministère de la Culture depuis octobre 1983, expose, dans l'entretien qu'il nous a accordé, certaines des enjeux actuels du patrimoine et les réformes entreprises dans ce domaine par le ministère de M. Jack Lang.

« Un colloque sur le patrimoine, ce n'est pas vraiment une nouveauté... »

Non, en effet, il y a eu déjà en de nombreux colloques sur les monuments historiques. Mais les réformes de la loi de 1913 ont été faites de façon progressive et n'ont pas permis de faire passer les monuments de la protection à la sauvegarde, jusqu'à ce que les efforts financiers soient suffisants. Mais aussi, quelles époques et quels contenus prendre en compte ? Enfin, comment mieux insérer tout cela dans le monde moderne, et faire le lien avec l'ensemble de la vie sociale et économique ?

« En dehors des spécialistes, qu'en pensez-vous ? »

« Ne craignez-vous pas de faire dépendre l'avenir du patrimoine d'intérêts un peu trop éphémères et particuliers ? »

« En matière de patrimoine, on court toujours deux risques. On ne se pas assez protéger, de laisser la bride lâche aux enjeux de l'urbanisme, ou au contraire de trop protéger. Et quelquefois de protéger des édifices de peu d'intérêt, sans en faire bénéficier ceux qui sont plus importants. L'hypothèse de base de la décentralisation est quand même que nous avons affaire à des interlocuteurs adultes. Cela dit, nous allons regarder comment travaillent les CORE-PIAE, et quelles décisions prennent les préfets. Il sera toujours possible de rectifier les erreurs. »

« L'autre grande réforme concerne les abords et a été élaborée conjointement par le ministère de la Culture et celui de l'Urbanisme. Nous allons progressivement supprimer la zone de protection des 500 mètres autour des édifices classés, trop arbitraire et systématique. Elle sera remplacée par des zones adaptées à chaque cas et établies à l'initiative des collectivités elles-mêmes. Dans chaque zone seront déterminés des points de départ et de fin de zone, et ce qui doit res-

ter. La définition de ces zones reviendra d'abord aux municipalités. Les préfets de département les approuveront ou non après consultation des différentes administrations concernées. Notamment des architectes des bâtiments de France (ABF) et d'une nouvelle instance, le collège régional du patrimoine et des sites. Celui-ci peut en particulier arbitrer les conflits entre les maires et les ABF à propos d'une zone ou d'un élément de chaque zone. Dans tous les cas, c'est le préfet qui aura le dernier mot. »

« Que signifie, lorsque l'on s'agit de monuments historiques, le mot décentralisation ? »

« Essentiellement, deux réformes qu'il faut d'ailleurs lier à la nouvelle responsabilité qu'ont les maires dans l'attribution de la plupart des permis de construire ou de démolir. La première de ces réformes concerne la protection des monuments. Le Journal officiel a publié, le 17 novembre, deux décrets qui modifient profondément l'organisation. A partir de janvier 1985, en effet, toute demande de protection sera adressée directement au préfet de région, qui consultera une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique, dite CORE-PIAE. Une procédure beaucoup plus rapide que le passage systématique au niveau national. »

« Mais surtout, il y aura dans ces commissions, outre les spécialistes des monuments, des représentants des élus et des associations. C'est ce qui permettra de faire passer la décision de la décision d'inscrire ou non les bâtiments à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, et dans les cas plus importants, c'est lui encore qui proposera le classement au ministère de la Culture. En outre, le maire de toute ville concernée par l'une ou l'autre de ces mesures sera invité aux délibérations. Plus de protection plus ou moins occulte et mystérieuse. »

« Ne craignez-vous pas de faire dépendre l'avenir du patrimoine d'intérêts un peu trop éphémères et particuliers ? »

« En matière de patrimoine, on court toujours deux risques. On ne se pas assez protéger, de laisser la bride lâche aux enjeux de l'urbanisme, ou au contraire de trop protéger. Et quelquefois de protéger des édifices de peu d'intérêt, sans en faire bénéficier ceux qui sont plus importants. L'hypothèse de base de la décentralisation est quand même que nous avons affaire à des interlocuteurs adultes. Cela dit, nous allons regarder comment travaillent les CORE-PIAE, et quelles décisions prennent les préfets. Il sera toujours possible de rectifier les erreurs. »

« L'autre grande réforme concerne les abords et a été élaborée conjointement par le ministère de la Culture et celui de l'Urbanisme. Nous allons progressivement supprimer la zone de protection des 500 mètres autour des édifices classés, trop arbitraire et systématique. Elle sera remplacée par des zones adaptées à chaque cas et établies à l'initiative des collectivités elles-mêmes. Dans chaque zone seront déterminés des points de départ et de fin de zone, et ce qui doit res-

Discussion et réflexion

« Estimez-vous ces réformes purement administratives suffisantes pour assurer la protection du patrimoine ? »

« Cesont des instruments. Evidemment, on verra ce qu'ils donnent dans la pratique. Mais d'autres réformes sont conjointement engagées au niveau de l'Etat. La recherche archéologique, l'inventaire, le patrimoine ethnologique ont fait ou sont prêts de faire l'objet de mesures de ce type. De la même manière, une réforme de la commission supérieure des monuments historiques devrait être bientôt entreprise. Les moyens de l'Etat doivent désormais faire l'objet de concertations et ne plus être utilisés de manière exclusivement autoritaire. Dans le contexte actuel, il faut donc que la compétence en matière de monuments soit redéfinie, révisée. Il faut que les gens comprennent pourquoi on a besoin des architectes spécialistes, et qu'on fait de l'argent utilisé, quand commence et quand finira un chantier. C'est ainsi qu'on sensibilisera le public. Il faut accepter de débattre de cela. C'est la meilleure des garanties pour la protection du patrimoine. »

« Aujourd'hui, la commission doit élargir son champ de compétence, sur ses soixante-dix membres, il n'y a par exemple qu'un seul spécialiste de patrimoine industriel. Il serait aussi souhaitable de rapprocher la politique de protection des monuments de celle des objets d'art. Enfin, la commission devrait être un lieu de discussion sur les travaux les plus importants, et un lieu de réflexion sur le sujet même des monuments. Depuis Mérieux (1), la notion de monument historique a considérablement évolué, sauf dans les dix dernières années : on reste aux mêmes principes, alors que le contexte a radicalement changé. »

« Il faudrait par exemple mieux étudier, d'une manière générale, les conditions d'utilisation des nouveaux matériaux. Et dans chaque cas, il conviendrait de mieux cerner l'ambition des restaurations, leurs coûts, leurs délais. Pourquoi faut-il attendre vingt ans pour la restauration d'une église comme Saint-Sernin, à Toulouse ? D'autres méthodes, d'autres programmes ne permettraient-ils pas de ramener ces délais à dix ou même cinq ans ? Désormais, nous devons arriver à ce que toutes les conséquences d'une restauration soient étudiées à l'avance. Cela sera fait pour un certain nombre d'opérations majeures en 1985, puis ces études préliminaires seront systématiques à partir de 1986. Si nous ne modernisons pas nos outils de protection, ils sont en effet condamnés. »

Propos recueillis par FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) NDLR - Prosper Mérieux fut inspecteur des monuments historiques et occupa le patrimoine archéologique de la France.

Orgie se réduit à une orgie langagière. Alessandro Haber apporte au rôle de l'homme une force brisée pathétique. Dans sa folie immobile, Laura Betti reste un monstre admirable. Pourtant, en dépit d'actes extraordinaires, féroces, le grand poète disparaît restant absent. Trop de mots sans doute, et dans une langue malheureusement inaccessibles à la plus grande partie des spectateurs parisiens. Pasolini au Centre Pompidou : une étonnante mais difficile résurrection.

BERNARD RAFFALLI.

★ Centre Georges-Pompidou (grande salle), Orgie, jusqu'au 26 novembre à 20 h 30. Le 25 novembre à 16 heures.

« TOURS AURA SON BALZAC. »

« La ville de Tours, où naquit Balzac, vient de se porter acquiesceur de l'une des huit épreuves d'une statue de l'écrivain qui seront tirées à partir d'un modèle de Rodin fabriqué entre 1892 et 1896. Ce modèle, qui permettra de voir une statue en bronze de 1,10 m de haut, avait servi d'étude pour une plus grande statue qu'on peut voir à Paris, à l'angle des boulevards Raspail et de Montparnasse. C'est le Musée des beaux-arts de Tours qui accueillera ce Balzac. »

Partition-collage à Chaillot

Au cours du premier d'embellie, pour élever tout simplement, l'Empire de Dadi, spectacle d'après la musique d'Erik Satie, présenté par le Grupo Acción de Buenos Aires, a connu le soir de la première « un succès d'autant plus franc qu'il n'était guère prévisible pendant la première demi-heure. Les gags sont venus, les collages d'acteurs divers - Satie, Debussy, Massenet, Verdi, etc. - ont produit l'effet qu'on attend généralement des citations hors contexte. »

Il est inutile de vouloir aller contre les modes et l'air du temps - toutes les idées de mise en scène originale qu'on a vu naître depuis dix ans se trouvent réunies ici par Jacobo Román, - et de donner aux spectateurs qui, étant venus pour se divertir en connaissance de cause, ne se sont finalement pas ennuyés. C'est seulement l'intention de ceux qui éprouvent une certaine tendresse pour l'art assez hermétique finalement d'Erik Satie qu'il convient de faire des réserves sur l'intérêt d'un spectacle relevant davantage du music-hall culturel que du théâtre musical à la manière de Kagel.

Jorge Zulueta, auteur de la partition-collage, tient lui-même le piano avec une maîtrise certaine : trois chanteuses (Janine Baird, Peggy Bouvier et Nobuko Takahashi) se partagent les airs et les rôles de divas habillées par Paco Rabanne et Juan Gatti ; deux musiciens, clarinète et hautbois (les percussions sont dans la fosse, le synthétiseur, dans les haut-parleurs) et six comédiens évoluent en tous sens afin qu'il se passe toujours plusieurs choses à la fois. Le tout semble parfaitement réglé, seul le dernier acte obscur, mais justement c'est pour qu'on puisse encore en parler après.

GÉRARD CONDE.

★ Théâtre national de Chaillot, jusqu'au 1^{er} décembre. Soirée à 20 h 30, matinée le dimanche à 15 h. Relâche dimanche soir et lundi.

Reuben et son poète

Reuben est le nom d'un chien chourifié, dans ce machin du film de Robert Ellis Miller, dont le héros est un poète qui se prend pour Dylan Thomas et se rêve Rimbaud, tout en regrettant de ne pas avoir abandonné la poésie à temps.

En vérité, il n'écrit plus. Il fait des tournées de conférences dans des clubs de femmes, formant auxquelles il s'acrobate en poésie, cultivant son charme de chien fou, de don Juan néo-classique, cynique et éhémite. Il est celui qui a besoin d'elles, et elles n'y résistent pas... Jusqu'à un jour où il rencontre une fille jeune, belle, les pieds sur terre, qui, naturellement, le laisse tomber. Enfin, c'est lui qui la laisse tomber quand il apprend qu'elle attend un bébé, mais elle s'y attendait. Elle avait fait déjà le tour du firmament, du tricheur, qui lui laisse quand même un beau souvenir en se suicidant par inadvertance, pourrait-on dire.

Tiré d'un roman et d'une pièce de théâtre, joué en majorité par des acteurs de théâtre, Reuben est décevant et bavard, mais sa vigoureuse insolence ramène au meilleur Boulevard anglo-saxon. Tom Conti, sélectionné aux Oscars pour son interprétation du poète, est effectivement drôle, trouvant, charmeur malgré son aspect de clochard inhabile.

COLETTE GODARD.

★ Voir les exclusivités.

POLEMIQUE SUR LE DROIT DES CRÉATEURS

A qui appartiennent « les Enfants » de Marguerite Duras ?

Les critiques de cinéma ont reçu le 22 novembre au matin l'invitation suivante : « Les productions Berthomont et le ministère de la Culture sont heureux de vous communiquer le sortie du nouveau film de Marguerite Duras, les Enfants, le 5 décembre. Une seule et unique projection de presse aura lieu, le 27 novembre. Le soir de ce même jeudi, on apprendra, au bureau de l'attachée de presse, que la projection était annulée, et la sortie, retardée. »

La feuille de projection nous a permis d'apprendre à Marguerite Duras qu'elle avait une attachée de presse et la date à laquelle étaient conviés les journalistes. Elle ignorait. Elle savait simplement que son film allait sortir, et elle ne le voulait pas. Elle savait que la presse serait sollicitée. Elle a demandé aux critiques de cinéma de ne pas voir son film et de dire autour d'eux qu'ils n'avaient que lorsqu'elle-même les invitait à ce qui arrivera au début de 1985, février ou mars.

« Les Enfants », sont loin de l'Amant », explique Marguerite Duras. « Les gens ne vont pas se retrouver dans le film. Il ne faut pas qu'ils y aillent dans ces conditions », disait-elle avant d'apprendre (par nous) que la sortie était retardée. Raisons : cette affirmation : les critiques, et le public, ne seraient pas allés voir les Enfants, le 5 décembre.

par respect pour Marguerite Duras. « Le droit moral de l'auteur, il ne savent pas ce que c'est », dit Marguerite Duras. « Il », c'est le distributeur, Odessa films, qui a voulu profiter du succès de l'Amant, du prix Goncourt, et passer outre la décision de l'auteur cinématographique, à qui a été confié l'argent attribué à Marguerite Duras par le ministère de la Culture, qui, dit-elle, n'avait jamais parlé du distributeur. Il semble aussi que la société Berthomont ait été « doublée » par le distributeur.

« Je préfère sacrifier le film, mais que ces ministres-là disparaissent », disait Marguerite Duras le 22 novembre. Au dernier moment, elle a gagé, le film ne sera pas sacrifié. C'est juste, et cela devrait être évident pour tout le monde.

Mais Marguerite Duras nous disait encore : « Je ne sais plus comment avoir le droit de disposer de la carrière de mon film. Il faut savoir que les cinéastes qui ne sont pas producteurs sortent dans cette situation. Ici, l'histoire finit bien. Pourtant elle rappelle la difficulté des auteurs de films en France et dans le monde. Elle est d'actualité, avec la discussion au Parlement de la nouvelle loi sur les droits des créateurs, avec les décrets de Canal Plus avec les sociétés d'auteurs. »

CLAIRE DEVARREUX.

MUSIQUE

AVEC L'ATELIER LYRIQUE DE TOURCOING

Les enfants chantent « l'Odyssée »

L'Atelier lyrique de Tourcoing, cette « petite » cellule de création de l'Opéra du Nord, poursuit sa navigation impertinente et imprévue sans se laisser troubler par les difficultés de l'heure. Sous la direction conviviale, mais vigoureuse, de Jean-Claude Malgouyres, il marque des points dans tous les domaines : naguère, il remporte le prix du meilleur spectacle lyrique en province du Syndicat de la critique, avec le Couronnement de Poppée, lui adjoint un Retour d'Ulysse du même Monteverdi, aussi exceptionnel, puis saute dans le théâtre musical contemporain, dont il présente cinq spectacles, j'en passe dans la même soirée, et le voici qui commande un opéra pour enfants inspiré de l'Odyssée !

A la manière des Travaux d'Hercule d'Antoine Duhameil (créé à Lyon et repris en 1982 à Tourcoing), Mol, Ulysse, de Rémy Lauze, mis en musique par Isabelle Aboulker, fait une large place aux écoliers : à chaque représentation participent deux classes de CM2, jamais les mêmes, qui, depuis le mois de septembre, ont travaillé leurs rôles avec les animateurs de l'Atelier et appris les chants avec leurs instituteurs qui les ont familiarisés avec le chef-d'œuvre d'Homère. Au total, après les six représentations de Tourcoing et les quatre de Calais (du 4 au 9 décembre), ce sont cinq cents gamins qui auront joué les aventures du roi d'Ithaque.

La scène se passe chez Alcinoo, roi de Phéacie, où Ulysse, naufragé, a été recueilli par les enfants qui entourent Nausicaa. Personne ne veut croire qu'il est le héros de l'Illiade, le vainqueur de Troie. Pour sauver sa tête, tel Shéhérazade, il va raconter son histoire, ses légendes fabuleuses et, pour mieux sauvegarder son empire sur le public, il les met en scène en engageant tous les assistants, jusqu'à ce qu'aucun doute ne soit plus permis : « L'ode le meilleur n'est pas mieux raconté », dit Alcinoo émerveillé.

Ainsi les enfants, sans cesse présents, incarnent tout à tour les Loto-phages, Cyclopes et ses moutons, les sirènes, les vents libérés par Eole, Charybde et Scylla, le voyage d'Ulysse chez les morts, etc., épisodes très habilement résumés, sans schématiser, par Rémy Lauze. La mise en scène, fraîche, trépidante, parfois étonnante, de Christian Bagen, prend en quelque sorte la main des petits acteurs en leur faisant accomplir des actions simples, par groupes ou individuellement, qu'ils exécutent avec beaucoup de spontanéité ou avec une gravité rituelle, toujours exactement accordés au caractère de l'action.

Chemin faisant, ils chantent les jolis chœurs écrits par Isabelle Aboulker : Nausicaa, qui épouse-tu aujourd'hui ? Lotus, fleur de l'oubli... Nous sommes les morts, dans un langage tonal ou modal très limpide, avec de délicieuses touches orchestrales, alternant avec les « grands airs » des personnages principaux, l'Ulysse frémissant de Jacques Bous, la Nausicaa de Florence Limon, l'Alcinoo d'une mesure comique de Jacques Schwarz.

On regrette seulement qu'Isabelle Aboulker ait un peu trop limité ses interventions dans cet « opéra comique » (car il y a beaucoup de textes parés) et surtout les interludes d'orchestre, confiés aux élèves des conservatoires de Tourcoing et de Calais. Mais l'ensemble du spectacle a un charme vrai : il présente, sur les ouvrages similaires de Britten et de Mozart, par exemple, l'avantage d'avoir aux enfants les trépassés d'Homère, et de les relier ainsi à ce fonds commun de civilisation, qui reste encore si présent dans nos expressions familiales et au détour de bien des œuvres littéraires ou musicales d'aujourd'hui.

JACQUES LONCHAMPT.

THÉÂTRE

PASOLINI AU CENTRE POMPIDOU

Résurrection

Sans être vraiment passé par la purgatoire des lettres, James Pasolini a été l'objet d'années de célébrations : celles du poète du poète, de l'homme de théâtre. Sa lumière noire éclairait largement le Festival d'automne. C'est une sorte de triptyque dramatique qui vient d'être présenté au Centre Pompidou avec Amado mio, Uccellacci, uccellini et enfin Orgie.

Avec Amado mio, spectacle musical de Gianni Fiori, on est plus près de la pastorale que du théâtre, de la révélation fantastique que de quelques pages de roman : quelques couples équivoques, dans un bal populaire des années 50, chantant et dansant des rengaines du temps. C'est à une collection de croquis, à un climat, que tout se ramène et c'est un peu court en dépit du charme des jeunes comédiens-danseurs-chanteurs du groupe Xéno qui ont tous le ton juste de l'élegance casuelle.

Uccellacci, uccellini reprend le scénario original dont Pasolini n'avait pas retenu tous les épisodes pour son film. Ninetto Davoli, le comédien féroce, le héros féroce et rigolard du Décaméron, est le fils conducteur de ce spectacle, présenté par le Collectif de Parme. Il reprend, dix-huit ans après, le rôle qu'il tenait au cinéma aux côtés de Totò.

Trois apologues politiques, tous très liés au langage fantastique. Dans le premier, les comédiens traitent par effraction dans une chapelle où se pastiche ironiquement Giotto : deux moines, envoyés par saint François pour prêcher aux oiseaux, découvrent avec l'illusion des conversions que les faucons finissent toujours par dévorer les moineaux. Dans le second, un saint-moine de Carlotto tente en vain

d'arracher à sa solitude et à son silence un aigle royal perché en haut des grands arbres de la cathédrale. Rien n'y fait : ai les citations de Pascal, ni celles de Rimbaud, ni celles de Paul VI. A la raison qui cherche un compromis entre foi et progrès, l'aigle préfère la prière.

Dernier épisode : un père (Marcello Vazzoler) et un fils (Ninetto Davoli) tissent le long d'une courbe en carré de jouer l'errance métaphysique, tandis qu'à leurs pieds se poursuit un vilain corbeau marinier qui s'efforce en vain de les inciter à la lutte. Brève scène de théâtre mal façon Teatro del Vari-cano, vaines projections des fauconnières de Togliatti où le peuple se signe devant le cercueil : perpétuelles interférences des mythologies italiennes et des contradictions du poète. L'issue fatale ne manque pas : le corbeau est enfin dévoré. C'est de loin, la meilleure partie du spectacle où l'on sent Pasolini mettre à distance avec une ironie efficace, le Christ et Marx et toutes ses plus chères idoles.

Un spectacle comme Orgie résonne plutôt comme un non lieu. Dans un appartement - labyrinthe de métal mat et une pénombre sacrée, trépassant sur un étrange lit triangulaire, une femme, énorme chouette au regard opaque, attend. Debout, face à elle, l'homme, ancien taureau tourmenté par des digestions difficiles, murmure tendrement des menaces. Simple rituel sado-masochiste d'un couple petit-bourgeois des années 60, fasciné par la mort à donner et à recevoir.

L'homme se penche sur le corps sacré de sa femme pour y lire évidemment les signes de la corruption et du péché. Il tressa sa femme, puis ses enfants : amoncelés chez lui une

prostituée qu'il cherche assés à introduire dans la liturgie du « bon usage de la mort » et finira par se rendre après s'être minutieusement revêtu des sous-vêtements de la fille enfie : ultime acte de transgression qui fonde héroïquement son identité et proclame l'homosexualité comme défi suprême à l'ordre bourgeois. C'est assez dire que le texte porte sa date. Pour cet oratorio funèbre, Mario Missiroli a mis en scène - pour le Teatro Stabile de Turin - les intentions de Pasolini, avec beaucoup (trop) de respect.

Orgie se réduit à une orgie langagière. Alessandro Haber apporte au rôle de l'homme une force brisée pathétique. Dans sa folie immobile, Laura Betti reste un monstre admirable. Pourtant, en dépit d'actes extraordinaires, féroces, le grand poète disparaît restant absent. Trop de mots sans doute, et dans une langue malheureusement inaccessibles à la plus grande partie des spectateurs parisiens. Pasolini au Centre Pompidou : une étonnante mais difficile résurrection.

BERNARD RAFFALLI.

★ Centre Georges-Pompidou (grande salle), Orgie, jusqu'au 26 novembre à 20 h 30. Le 25 novembre à 16 heures.

« TOURS AURA SON BALZAC. »

« La ville de Tours, où naquit Balzac, vient de se porter acquiesceur de l'une des huit épreuves d'une statue de l'écrivain qui seront tirées à partir d'un modèle de Rodin fabriqué entre 1892 et 1896. Ce modèle, qui permettra de voir une statue en bronze de 1,10 m de haut, avait servi d'étude pour une plus grande statue qu'on peut voir à Paris, à l'angle des boulevards Raspail et de Montparnasse. C'est le Musée des beaux-arts de Tours qui accueillera ce Balzac. »

GEORGE-V - MONTMARTRE PATHE - QUINTEPATHE - LUMIERE - FAUVETTE - ST-LAZARE-PASQUIER - FORUM ORIENT-EXPRESS - MARBEUF CLUNY ECOLES - BASTILLE - REX MELIN 4 Parry SAINT-GENEVIEVE-DES-BOIS - REX SAVIGNY

BRIGITTE FOSSEN
SAVERIO MARCONI

un amour interdit

JEAN PIERRE ESCOFFIER



COMMUNICATION INFORMATIONS « SERVICES »

Les projets du « Monde »

Le Monde entend se donner les moyens nécessaires au redressement de sa situation financière et à la relance du journal, de ses publications et de ses autres possibilités de diversification. Les porteurs de parts de la SARL Le Monde se prononceraient le 7 décembre sur le plan proposé par le gérant.

Dans cette perspective, la direction de l'entreprise et le Comité inter-syndical du Livre parisien CGT, ainsi que les délégués syndicaux CGT, qui se sont rencontrés le jeudi 22 novembre 1984, ont contre-signé une déclaration commune.

Nos lecteurs doivent savoir que le Monde imprime actuellement toutes ses publications dans deux imprimeries, l'une étant située au siège du journal, 5, rue des Italiens, à Paris, l'autre dans la proche banlieue, à Saint-Denis. Le Monde envisage d'utiliser le fac-similé, procédé qui permet de transmettre à distance les pages d'un journal de telle sorte que celui-ci puisse être imprimé dans les régions où il est diffusé. Ce système d'impression a pour principal avantage de servir aux lecteurs les plus éloignés un journal beaucoup plus au fait de la dernière actualité. La décentralisation d'une partie de l'impression suppose une modification du format pour les exemplaires imprimés et diffusés en province.

Les parties - précise la déclaration commune - sont convenues que

l'utilisation du fac-similé permettra la publication du journal selon deux formats :

- La format tabloïd normalisé pour la province, avec la possibilité d'ores et déjà de faire confectionner des pages locales par les ouvriers du Livre du Monde ;

- Et - pour une période transitoire - le format actuel, ce qui entraînera le maintien d'une des deux unités de production, celle de Paris, avec le regroupement du matériel, du personnel et des services, en attendant de nouveaux investissements.

La déclaration précise que ces réformes s'accompagneront d'un plan social « dans le respect des dispositions conventionnelles et contractuelles » et « avec la ferme volonté de la direction de proposer une solution acceptable pour tous les salariés concernés par cette restructuration ».

Il est dit, en conclusion : « Les efforts consentis par les ouvriers du Livre s'inscrivent dans une perspective de redéploiement du titre et de ses produits dérivés. De son côté, la direction du Monde s'engage, en s'associant éventuellement avec d'autres éditeurs, à se doter de moyens modernes d'impression pour la région parisienne et réserve à cet effet le site de Saint-Denis. »

Compressions budgétaires à l'agence France-Presse

L'agence France-Presse devra réduire 9 millions de francs d'économie en 1985 pour boucler son budget. Telle est la conséquence directe du blocage de la hausse des tarifs (4,9 %) imposé par le gouvernement (le Monde du 13 novembre).

Le conseil d'administration de l'AFP, réuni le 21 novembre sous la présidence de M. Henri Piget, a donc arrêté diverses mesures de compression de dépenses : report à 1986 de quelques opérations de dé-

veloppement prévues fin 1985 ; efforts de gestion dans différents secteurs (frais de représentation, déplacements temporaires, papiers...) ; accélération du calendrier de redéploiement du personnel, surtout parmi les employés de presse ; enfin, révision des modalités d'attribution d'une prime fonctionnelle instituée lors de l'introduction du système majuscule-minuscule et typage-codage des dépêches.

Le film et le livre au centre des discussions des ministres de la culture des Dix

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). - Les ministres de la culture des Dix, qui étaient réunis jeudi 22 novembre à Bruxelles, ont présenté un document communautaire sur l'utilité et des possibilités d'une action commune. C'est du moins l'impression ressentie par M. Jack Lang qui, à l'issue de la réunion, s'est déclaré très satisfait.

Les ministres, jusqu'ici peu familiers de la scène communautaire, apprennent à se connaître et tiennent à se revoir. Leur dernière réunion a eu lieu au premier semestre 1984 sous la présidence française ; les Irlandais, qui assurent actuellement la présidence de la communauté, ont suivi ; les Italiens viennent d'indiquer leur intention de convoquer une nouvelle session début 1985.

Un des soucis des Dix est d'aider les producteurs de films et de programmes de télévision à s'organiser afin de mieux affronter la concurrence américaine. D'ici une dizaine d'années, les besoins européens pour le câble et les satellites seront d'environ 125 000 heures de fiction par an, alors qu'il n'en a été produit aujourd'hui que 5 000. Tous ont estimé jeudi qu'il serait opportun de consacrer un effort accru et de le faire de manière collective. Faut-il envisager la création d'un fonds européen de soutien à l'industrie de l'image ? La majorité des Etats membres paraissent souscrire à cette idée. Mais, compte tenu des réserves exprimées par certains, surtout les Britanniques, la collaboration publique en la matière se fera d'abord sur une base volontaire intergouvernementale.

Les Etats membres attendent en effet que la Cour de justice européenne se prononce sur la compatibilité de la loi française instaurant un prix unique du livre avec le traité de Rome ; les ministres ont donc voulu se garder de toute déclaration susceptible d'être interprétée

comme une pression sur la Cour. M. Lang a néanmoins constaté que « tous les pays de la Communauté, sous une forme ou sous une autre, appliquent un système de ce genre ».

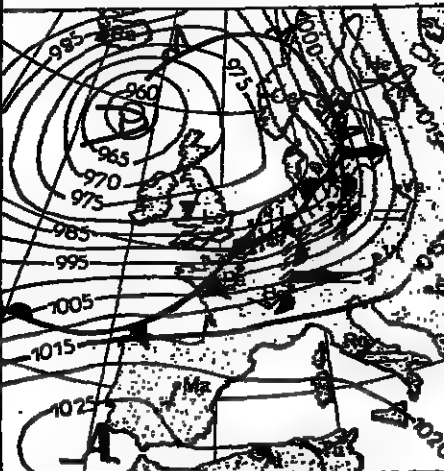
Bref, sur ce thème aussi, les ministres se retrouvent sur une même ligne : ils manifestent une volonté commune de sauvegarder la création littéraire ; ils considèrent qu'il faut défendre le livre comme une partie du patrimoine culturel européen. Les Italiens ont décidé de réunir une conférence européenne pour le livre début 1985, où se retrouveront les représentants des pouvoirs publics mais aussi ceux des différentes professions du livre : écrivains, éditeurs et libraires. L'objet de cette conférence sera de jeter les bases d'une action commune des Européens.

PHILIPPE LEMAITRE.

● Lancement de « Science et Vie Économique ». - Un nouveau mensuel spécialisé, Science et Vie Économique, dernier-né du groupe Excelsior publications, qui publie notamment Science et Vie (353 000 exemplaires diffusés) et l'Action automobile (464 000 exemplaires) - est mis en vente le jeudi 22 novembre (Prix : 18 F). Dirigé par M. Paul Dupuy, offrant cent douze pages format « News magazine », en couleur, Science et Vie Économique se propose essentiellement de vulgariser, au service d'un large public, les données et les perspectives de l'économie. Le premier numéro, tiré à 300 000 exemplaires, donne les résultats d'un sondage sur les Français et l'économie. « Sciences et Vie Économique ne se veut pas un magazine économique de plus, mais un magazine différent », écrit M. Gilles Corvillat, rédacteur en chef, dans un éditorial (rédaction : 2, rue de la Baume, 75008 Paris).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23.11.84 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 23 novembre à 6 heures et le samedi 24 novembre à 6 heures.

Le rapide flux perturbé d'ouest se maintient. Dans le flux circule un front descendant avec de l'air doux et humide.

Samedi, le temps pluvieux qui aura commencé la nuit se poursuit tout au long de la journée. Elle donnera des pluies modérées le matin, du Sud-Ouest aux Alpes, puis quelques pluies en Méditerranée, avant de s'évanouir hors du pays l'après-midi.

Le vent, de secteur ouest, sera très fort à l'intérieur, en moitié nord, le 23 novembre, à 6 heures, de 100 à 120 km/h, et de 80 à 100 km/h le 24 novembre, à 6 heures.

Après le passage de la zone pluvieuse, les éclaircies deviendront progressivement plus belles, avec toutefois quelques averses le matin, au nord de la Seine, l'après-midi, dans le sud-est.

Une nouvelle onde pluvieuse concernera en fin de journée les régions s'étendant de la Bretagne à l'Aquitaine, avec un nouveau renforcement du vent.

L'après-midi, les températures atteindront des maximums de 14 à 20 degrés du nord au sud. Les minima, en baisse, seront de 8 à 12 degrés.

Les températures seront en légère baisse par rapport à la veille.

La pression atmosphérique redescend au niveau de la mer était, à Paris, le 23 novembre, à 6 heures, de 1003,3 millibars, soit 752,5 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 22 novembre ; le second le minimum de la nuit du 22 novembre au 23 novembre) : Ajaccio, 19 et 9 degrés ; Biarritz, 20 et 17 ; Bordeaux, 18 et 15 ; Bourges, 16 et 13 ; Brest, 15 et 12 ; Caen, 17 et 11 ; Cherbourg, 14 et 9 ; Clermont-Ferrand, 18 et 14 ; Dijon, 11 et 11 ; Grenoble-St-M.-H., 8 et 8 ; Grenoble-St-Georges, 10 et 9 ; Lille, 15 et 11 ; Lyon, 13 et 12 ; Marseille-Marinette, 17 et 9 ; Nancy, 13 et 12 ; Nantes, 16 et 14 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 10 ; Paris-Montsouris, 17 et 12 ; Paris-Orly, 16 et 11 ; Pau, 22 et 11 ; Perpignan, 18 et 9 ; Rennes, 16 et 12 ; Strasbourg, 15 et 14 ; Tours, 16 et 13 ; Toulouse, 20 et 9 ; Poitiers-Pierre, 27 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 7 ; Amsterdam, 14 et 10 ; Athènes, 18 et 10 ; Berlin, 8 et 7 ; Bonn, 14 et 11 ; Bruxelles, 16 et 10 ; Le Caire, 24 et 14 ; Les Canaries, 25 et 19 ; Copacabana, 7 et 6 ; Dakar, 24 et 24 ; Diyarbakir, 20 et 11 ; Genève, 10 et 10 ; Lisbonne, 19 et 14 ; Londres, 13 et 8 ; Luxembourg, 13 et 10 ; Madrid, 15 et 8 ; Montréal, 0 et -4 ; Moscou, -1 et -3 ; Nairobi, 25 et 14 ; New-York, 4 et -3 ; Palma-de-Majorque, 19 et 10 ; Rio-de-Janeiro, 25 et 20 ; Rome, 18 et 9 ; Stockholm, 5 et 3 ; Téhéran, 20 et 11 ; Tunis, 20 et 11.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

● L'abbaye de Fontenay, 15 heures, angle rue de Grenelle et rue de Bellocasse, M^{re} Zojovic.

● Le château de Maisons-Laffitte, 15 h 30, entrée, côté parc, M^{re} Hulo.

● La Renaissance en Europe, 16 h 30, 62, rue Saint-Antoine, M^{re} Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).

● Rue du Pas-de-la-Mule, 15 h 15, 50, rue des Tournelles (M^{re} Barbier).

● Hôtel de Bourbon-Condé, 15 heures, 12, rue Monsieur (M^{re} Farand).

● Montmartre, 14 h 30, métro Abbesses (Les Bâcher).

● Le Marais, 15 h 24, rue Pavé (Paris et son histoire).

● Sept des plus vieilles maisons de Paris, 14 h 30, 2, rue des Archives (Paris antérieur).

● L'île Saint-Louis, 10 h 30, métro Pont-Marie (M. Polny).

● Rue de Richelieu, 15 heures, métro Quatre-Septembre (Présence du passé).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 25 NOVEMBRE

60, boulevard de Latour-Maubourg, H. Brumfeld : 14 h 30 : « La Nor-

mal 7 ». - Sous ce titre, l'Union féminine civique et sociale (UFCS) propose de devenir des « consommateurs actifs de l'information » (grille d'analyse, réflexion en groupe, exercices de créativité). Stage de trois jours, les 19, 14 et 17 décembre. Renseignements et inscriptions : UFCS, 6, rue Béran-

ger, 75003 Paris. Tél. : 272-18-18 l'après-midi.

INFORMIÈRES EN STOMATHÉRAPIE. - Des sessions de formation d'infirmières en stomathérapie au-

ront lieu du 14 janvier au 1^{er} février et du 15 avril au 7 mai 1985 à l'Institut International Supérieur de formation des cadres de santé 162, avenue Lacaze-Lagasse, 69424 Lyon, cedex 3, tél. : (7) 884-64-12 et du 7 au 18 janvier, du 11 au 22 mars et du 3 au 14 juin 1985 à Paris, dans le cadre du GRIEPS (Groupe de recherche et d'intervention pour l'éducation permanente des soignants), 1, place du 11-novembre-1918, 94360. Le contenu des programmes est le même pour les deux formations. (La stomathérapie consiste à soigner des patients qui, par suite d'une opération ou d'un accident, ont - temporairement ou définitivement - un abouchement d'organe à la peau : intestin, urètre, etc.)

SOLIDARITÉ

UN GUIDE POUR LES SANS-LOGIS. - La préfecture de la région d'Ile-de-France, en collaboration avec l'Observatoire régional de santé, vient de réaliser un « Guide pratique des centres d'hébergement pour personnes en difficulté ».

Cette brochure, diffusée dans les mairies, les préfectures, les services sociaux et les commissariats de police, répertorie les cent quarante établissements qui offrent des possibilités d'hébergement en Ile-de-France, en mentionnant leurs caractéristiques (aide aux toxicomanes, aux convalescents, aux prostituées, aux jeunes en difficulté, etc.). Sont également précisés le sexe et la tranche d'âge des personnes que ces établissements peuvent accueillir.

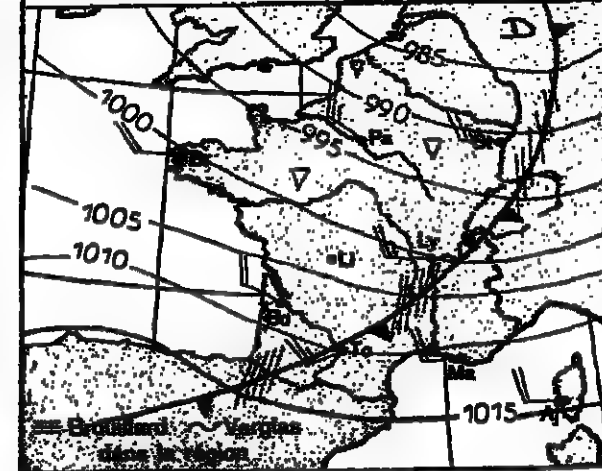
Sur les 6 464 places d'hébergement proposées, près de la moitié sont localisées dans la capitale.

STAGE

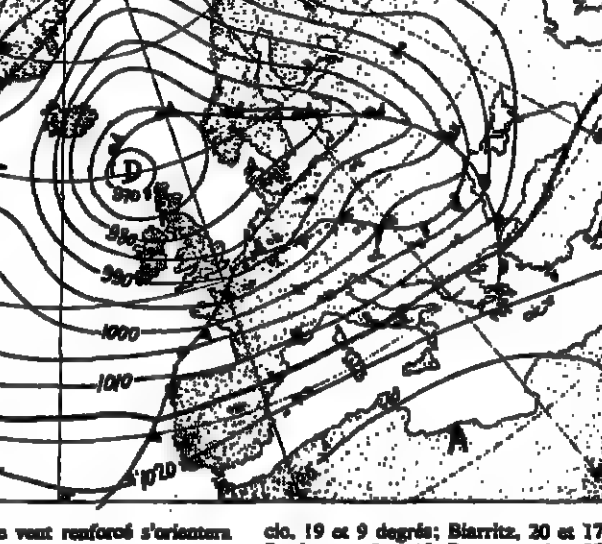
« SAUVE-VOUS LIRE UN JOURNAL 7 ». - Sous ce titre, l'Union féminine civique et sociale (UFCS) propose de devenir des « consommateurs actifs de l'information » (grille d'analyse, réflexion en groupe, exercices de créativité). Stage de trois jours, les 19, 14 et 17 décembre. Renseignements et inscriptions : UFCS, 6, rue Béran-

ger, 75003 Paris. Tél. : 272-18-18 l'après-midi.

PRÉVISIONS POUR LE 24.11.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 24 NOVEMBRE A 0 HEURE (GMT)



Après le passage de la zone pluvieuse, les éclaircies deviendront progressivement plus belles, avec toutefois quelques averses le matin, au nord de la Seine, l'après-midi, dans le sud-est.

Une nouvelle onde pluvieuse concernera en fin de journée les régions s'étendant de la Bretagne à l'Aquitaine, avec un nouveau renforcement du vent.

L'après-midi, les températures atteindront des maximums de 14 à 20 degrés du nord au sud. Les minima, en baisse, seront de 8 à 12 degrés.

Les températures seront en légère baisse par rapport à la veille.

La pression atmosphérique redescend au niveau de la mer était, à Paris, le 23 novembre, à 6 heures, de 1003,3 millibars, soit 752,5 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 22 novembre ; le second le minimum de la nuit du 22 novembre au 23 novembre) : Ajaccio, 19 et 9 degrés ; Biarritz, 20 et 17 ; Bordeaux, 18 et 15 ; Bourges, 16 et 13 ; Brest, 15 et 12 ; Caen, 17 et 11 ; Cherbourg, 14 et 9 ; Clermont-Ferrand, 18 et 14 ; Dijon, 11 et 11 ; Grenoble-St-M.-H., 8 et 8 ; Grenoble-St-Georges, 10 et 9 ; Lille, 15 et 11 ; Lyon, 13 et 12 ; Marseille-Marinette, 17 et 9 ; Nancy, 13 et 12 ; Nantes, 16 et 14 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 10 ; Paris-Montsouris, 17 et 12 ; Paris-Orly, 16 et 11 ; Pau, 22 et 11 ; Perpignan, 18 et 9 ; Rennes, 16 et 12 ; Strasbourg, 15 et 14 ; Tours, 16 et 13 ; Toulouse, 20 et 9 ; Poitiers-Pierre, 27 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 7 ; Amsterdam, 14 et 10 ; Athènes, 18 et 10 ; Berlin, 8 et 7 ; Bonn, 14 et 11 ; Bruxelles, 16 et 10 ; Le Caire, 24 et 14 ; Les Canaries, 25 et 19 ; Copacabana, 7 et 6 ; Dakar, 24 et 24 ; Diyarbakir, 20 et 11 ; Genève, 10 et 10 ; Lisbonne, 19 et 14 ; Londres, 13 et 8 ; Luxembourg, 13 et 10 ; Madrid, 15 et 8 ; Montréal, 0 et -4 ; Moscou, -1 et -3 ; Nairobi, 25 et 14 ; New-York, 4 et -3 ; Palma-de-Majorque, 19 et 10 ; Rio-de-Janeiro, 25 et 20 ; Rome, 18 et 9 ; Stockholm, 5 et 3 ; Téhéran, 20 et 11 ; Tunis, 20 et 11.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

● L'abbaye de Fontenay, 15 heures, angle rue de Grenelle et rue de Bellocasse, M^{re} Zojovic.

● Le château de Maisons-Laffitte, 15 h 30, entrée, côté parc, M^{re} Hulo.

● La Renaissance en Europe, 16 h 30, 62, rue Saint-Antoine, M^{re} Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).

● Rue du Pas-de-la-Mule, 15 h 15, 50, rue des Tournelles (M^{re} Barbier).

● Hôtel de Bourbon-Condé, 15 heures, 12, rue Monsieur (M^{re} Farand).

● Montmartre, 14 h 30, métro Abbesses (Les Bâcher).

● Le Marais, 15 h 24, rue Pavé (Paris et son histoire).

● Sept des plus vieilles maisons de Paris, 14 h 30, 2, rue des Archives (Paris antérieur).

● L'île Saint-Louis, 10 h 30, métro Pont-Marie (M. Polny).

● Rue de Richelieu, 15 heures, métro Quatre-Septembre (Présence du passé).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 25 NOVEMBRE

60, boulevard de Latour-Maubourg, H. Brumfeld : 14 h 30 : « La Nor-

mal 7 ». - Sous ce titre, l'Union féminine civique et sociale (UFCS) propose de devenir des « consommateurs actifs de l'information » (grille d'analyse, réflexion en groupe, exercices de créativité). Stage de trois jours, les 19, 14 et 17 décembre. Renseignements et inscriptions : UFCS, 6, rue Béran-

ger, 75003 Paris. Tél. : 272-18-18 l'après-midi.

INFORMIÈRES EN STOMATHÉRAPIE. - Des sessions de formation d'infirmières en stomathérapie au-

ront lieu du 14 janvier au 1^{er} février et du 15 avril au 7 mai 1985 à l'Institut International Supérieur de formation des cadres de santé 162, avenue Lacaze-Lagasse, 69424 Lyon, cedex 3, tél. : (7) 884-64-12 et du 7 au 18 janvier, du 11 au 22 mars et du 3 au 14 juin 1985 à Paris, dans le cadre du GRIEPS (Groupe de recherche et d'intervention pour l'éducation permanente des soignants), 1, place du 11-novembre-1918, 94360. Le contenu des programmes est le même pour les deux formations. (La stomathérapie consiste à soigner des patients qui, par suite d'une opération ou d'un accident, ont - temporairement ou définitivement - un abouchement d'organe à la peau : intestin, urètre, etc.)

SOLIDARITÉ

UN GUIDE POUR LES SANS-LOGIS. - La préfecture de la région d'Ile-de-France, en collaboration avec l'Observatoire régional de santé, vient de réaliser un « Guide pratique des centres d'hébergement pour personnes en difficulté ».

Cette brochure, diffusée dans les mairies, les préfectures, les services sociaux et les commissariats de police, répertorie les cent quarante établissements qui offrent des possibilités d'hébergement en Ile-de-France, en mentionnant leurs caractéristiques (aide aux toxicomanes, aux convalescents, aux prostituées, aux jeunes en difficulté, etc.). Sont également précisés le sexe et la tranche d'âge des personnes que ces établissements peuvent accueillir.

Sur les 6 464 places d'hébergement proposées, près de la moitié sont localisées dans la capitale.

STAGE

« SAUVE-VOUS LIRE UN JOURNAL 7 ». - Sous ce titre, l'Union féminine civique et sociale (UFCS) propose de devenir des « consommateurs actifs de l'information » (grille d'analyse, réflexion en groupe, exercices de créativité). Stage de trois jours, les 19, 14 et 17 décembre. Renseignements et inscriptions : UFCS, 6, rue Béran-

WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 24 novembre

PARIS
Nouveau Drouot, 14 heures : bijoux, bibelots, fournaux, photos, marines.

ILE-DE-FRANCE
Corbeil, 14 heures : bijoux, porcelaines, meubles ; Dreux, 14 h 30 : armées ; L'Ale-Adam, 14 h 30 : meubles, objets d'art, argenterie, bijoux ; Rambouillet, 14 h 30 : meubles et objets divers.

DIMANCHE 25 NOVEMBRE

Chartres, 14 heures : objets d'art, argenterie, meubles, bicyclettes anciennes et documentation s'y rapportant ; Les Andelys, 14 h 30 : meubles, objets d'art, argenterie, bijoux ; L'Ale-Adam, 14 heures : tapis d'Orient ; Louviers, 14 h 30 : Extrême-Orient, tapis ; Fontainebleau, 9 heures : véhicules automobiles ; Rambouillet, 11 heures : manuscrits et documents du XVIII^e siècle ; 14 heures : monnaies, livres ; Sens, 14 h 30 : éventails, costumes de théâtre, meubles, tableaux ; Verrières-le-Buisson, 10 et 14 heures : art populaire ; Versailles-Château-légers, 14 heures : tableaux anciens et XIX^e siècle, objets d'art, meubles, grands vins.

PLUS LOIN

Samedi 24 novembre
Agen, 14 heures : meubles, objets d'art ; Marseille, 14 h 30 : objets d'art, Extrême-Orient, meubles ; Montmorot, 14 heures : mobilier d'un château ; Montpelier, 14 heures : tableaux anciens, tableaux modernes, argenterie, bijoux ; Nantes, 14 et 20 heures : livres ; Villefranche-sur-Saône, 14 h 30 : meubles, objets d'art, tableaux, Extrême-Orient.

DIMANCHE 25 NOVEMBRE
Arlès, 14 heures : Extrême-Orient, Aubagne, 14 h 30 : gravures, bijoux, argenterie, meubles ; Argonnes, 14 heures : bijoux, objets d'art, tableaux, meubles ; Calais, 14 h 30 : bijoux, argenterie, objets d'art, tableaux, meubles ; Dijon, 14 heures : meubles, tableaux, tapis ; Fécamp, 14 heures : tableaux, meubles, argenterie, bijoux ; Montargis, 14 heures : meubles, tableaux ; Montmorot, 14 heures : mobilier d'un château ; Rouen, 14 h 30 : objets d'art, meubles ; Troyes, 14 heures : monnaies, gravures, meubles, tableaux anciens, argenterie ; Vannes, 14 h 30 et 21 heures : tableaux anciens et modernes, meubles, argenterie, bijoux.

FOIRES ET SALONS D'ANTIQUITES ET BROCANTE

Bordeaux-Quinconces : Evry 2, Mennecy (91), Metz, Paris quai Branly, Samois-sur-Seine (77) (dimanche seulement).

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 25 NOVEMBRE

● L'art de la sculpture moderne, 15 heures, Musée des monuments français, M^{re} Oswald.

● L'abbaye de Fontenay, 15 heures, angle rue de Grenelle et rue de Bellocasse, M^{re} Zojovic.

● Le château de Maisons-Laffitte, 15 h 30, entrée, côté parc, M^{re} Hulo.

● La Renaissance en Europe, 16 h 30, 62, rue Saint-Antoine, M^{re} Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).

● Rue du Pas-de-la-Mule, 15 h 15, 50, rue des Tournelles (M^{re} Barbier).

● Hôtel de Bourbon-Condé, 15 heures, 12, rue Monsieur (M^{re} Farand).

● Montmartre, 14 h 30, métro Abbesses (Les Bâcher).

● Le Marais, 15 h 24, rue Pavé (Paris et son histoire).

● Sept des plus vieilles maisons de Paris, 14 h 30, 2, rue des Archives (Paris antérieur).

● L'île Saint-Louis, 10 h 30, métro Pont-Marie (M. Polny).

● Rue de Richelieu, 15 heures, métro Quatre-Septembre (Présence du passé).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 25 NOVEMBRE

60, boulevard de Latour-Maubourg, H. Brumfeld : 14 h 30 : « La Nor-

mal 7 ». - Sous ce titre, l'Union féminine civique et sociale (UFCS) propose de devenir des « consommateurs actifs de l'information » (grille d'analyse, réflexion en groupe, exercices de créativité). Stage de trois jours, les 19, 14 et 17 décembre. Renseignements et inscriptions : UFCS, 6, rue Béran-

ger, 75003 Paris. Tél. : 272-18-18 l'après-midi.

INFORMIÈRES EN STOMATHÉRAPIE. - Des sessions de formation d'infirmières en stomathérapie au-

IBM
est à la "Règle à Calcul"

La Règle à Calcul
65-67, Bd St-Germain
75005 PARIS - Tél. : 325.68.88
Téléc. : 220.064 P/1303

SOCILOGIE DU TRAVAIL - L'Institut d'études politiques de Paris organise, du 11 décembre 1984 au 27 juin 1985, un stage sur le thème « Méthodes et pratiques sociologiques pour l'analyse des situations de travail », destiné plus particulièrement aux cadres et sociologues travaillant en entreprises, désireux d'améliorer leurs connaissances dans les domaines de l'organisation du travail et des relations sociales.

★ Institut d'études politiques de Paris. Direction du service de formation continue. 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : (1) 269-39-66.

INFORMIÈRES EN STOMATHÉRAPIE. - Des sessions de formation d'infirmières en stomathérapie au-

PARIS - TOUR EIFFEL
SALON DES ANTIQUAIRES
23 NOVEMBRE
2 DÉCEMBRE
Sous direction de l'Union des Antiquaires de France

LOTTO - Tirage du 25 novembre 1984

| | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|
| 12 | 23 | 25 | 31 | 46 | 49 | 49 |
|----|----|----|----|----|----|----|

PROCHAIN TIRAGE : DIMANCHE 26 NOVEMBRE 1984

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|---|---|---|---|---|

SOCIAL

SELON UN SONDAGE PUBLIÉ PAR «CFDT-MAGAZINE»

74% des Français sont favorables à la modernisation

74 % des Français considèrent la modernisation du pays comme une chose positive. Publié dans le mensuel *CFDT-Magazine* à l'occasion de la sortie de sa nouvelle formule, un sondage réalisé par la *SOFRES* (1) et présenté au cours d'une conférence de presse le 22 novembre, établit que le thème de la modernisation n'effarouche pas l'opinion. Les jeunes et les cadres y sont favorables, tandis que les ouvriers se montrent plus prudents.

Toutefois, et à 39 %, les personnes interrogées préfèrent que la modernisation soit étalée dans le temps plutôt qu'accélérée pour sortir plus vite de la crise. Parmi les priorités, la création d'emplois (79 %) vient en tête suivie du redressement de l'économie française (54 %), 22 % seulement souhaitant le maintien des avantages sociaux. Quant aux domaines sur lesquels l'effort doit

porter, les personnes interrogées retiennent l'école (42 %), l'industrie (45 %) la recherche (47 %) et ce dans toutes les catégories socio-professionnelles.

S'agissant des conséquences de la modernisation, enfin, le sondage révèle que 55 % en attendent la création d'emplois dans des secteurs nouveaux, cette conviction étant plus forte chez les cadres supérieurs (79 %), 43 % pensent à des suppressions d'emplois dans des secteurs traditionnels et 43 %, encore, à des difficultés d'adaptation pour les gens qui n'ont pas au niveau d'études élevé. 25 % seulement espèrent une réduction de la durée du travail.

(1) Sondage réalisé du 4 au 10 octobre sur un échantillon représentatif de la population française âgée de dix-huit ans et plus selon la méthode des quotas.

La nouvelle politique salariale du CNPF

(Suite de la première page.)

Nul besoin cette année de faire une telle recommandation au cours du premier semestre 1984, vingt-six accords ont été signés dans vingt-trois branches professionnelles dans la limite de 5 %, tandis que les décisions patronales unilatérales étaient «souvent très inférieures à ce chiffre».

La président de la commission sociale du CNPF évalue, comme déjà pour 1984, de fixer une norme chiffrée unique pour 1985 ; mais il recommande une règle du jeu salarial en six points dans le cadre d'une politique contractuelle à laquelle il se déclare toujours attaché. « Les principes de liberté des salaires et de liberté des prix », écrit M. Chotard, doivent nous conduire à mener une politique de salaires socialement responsable. Fidèle à une orientation déjà ancienne, le CNPF indique qu'il « multipliera ses efforts pour que les pouvoirs publics prennent leur politique de revalorisation des bas salaires par le SMIC, laquelle relève avant tout de la négociation ». Selon une étude récente de la direction des relations du travail, sur cent cinquante-cinq grilles de salaires couvrant sept millions de salariés, « 90 % des conventions collectives ont un « mini » ouvrier et employés non qualifiés inférieur au SMIC, 25 % des conventions collectives disposent d'un salaire « maxi » des ouvriers non qualifiés supérieur au SMIC », ce qui souligne l'urgence de nouvelles négociations sur les grilles.

M. Chotard affirme surtout avec force un nouveau principe selon lequel « les critères économiques doivent être pris en compte en priorité ». Il s'agit ainsi une voie ouverte par l'UIMM (pouvoir de la métallurgie), qui estimait que, « pour s'affranchir définitivement de l'indexation tant en niveau qu'en masse, les salaires devront être fixés en prenant d'abord en considération deux types d'éléments qui avaient été plus ou moins délaissés ces dernières années : les performances individuelles et les paramètres économiques internes à l'entreprise (objectifs, résultats, productivité, etc.) ».

M. Chotard ne choisit pas un paramètre par rapport à un autre, cette question faisant l'objet d'un groupe de travail réuni par le CNPF.

Il reprend, en revanche, la recommandation de l'UIMM quant aux performances individuelles en écrivant que « une plus large part doit être attribuée dans la détermination des salaires à la perfor-

mance et au mérite ». Cet encouragement à l'individualisation des rémunérations ou à un système de micro-rémunération ne fait que prendre en compte une situation qui s'est déjà développée dans plusieurs secteurs industriels comme la métallurgie notamment, où dès février 1982 la CGT avait dénoncé la « pratique courante » des augmentations individuelles, « selon des critères souvent douteux ou inadmissibles ». Par principe, les syndicats sont opposés à ce système, dans lequel ils voient le germe d'un renforcement des inégalités. Mais une certaine évolution s'est amorcée, les cadres de l'UCC-CFDT ayant récemment affirmé que « les rémunérations peuvent être pour partie liées aux performances de l'individu et du groupe de travail », mais à condition que des « règles claires » soient négociées dans les entreprises.

La quatrième orientation de M. Chotard concerne plus spécifiquement les cadres, dans la logique même du système de performances individuelles : « Il faut, dans le même ordre d'idées, marquer une attention particulière à l'encadrement dont le rôle est fondamental ». Les entreprises réalisant des bénéfices sont toutefois invitées à recourir à l'incitation des salariés pour motiver la rigueur des recommandations patronales. Conformément aux déclarations de M. Gattaz en septembre sur la relance de la participation des salariés, il est précisé que le dispositif salarial pourrait être complété « par une participation financière aux résultats et par l'indemnité, notamment pour les cadres ». Une façon supplémentaire de chercher à motiver davantage les salariés, alors que la baisse du pouvoir d'achat ne se révèle généralement pas très stimulante.

Bien que M. Chotard ait reconnu que ses craintes sur la mise en place, du fait des lois Auroux, d'une double négociation salariale dans les branches et dans les entreprises (soumises à l'obligation annuelle de négociation) ne s'étaient pas avérées fondées, il consacre sa sixième et ultime orientation à un appel des risques d'un tel système. « L'articulation entre les deux niveaux de négociation, branches et entreprises, souligne-t-il, doit être assurée de telle manière que soient évitées des surcoûts ». Il souhaite ainsi la recherche d'une « nécessaire solidarité inter-entreprises ».

Si la recommandation du CNPF est appliquée, elle aboutira donc, dans un contexte de déflation

LA CSMF RÉCLAME «DE L'OXYGÈNE» POUR LES TARIFS MÉDICAUX

« Il faut donner de l'oxygène aux médecins conventionnés du premier secteur », a affirmé M. Jacques Beaupère, président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), au cours d'une conférence de presse le mercredi 21 novembre. Pour le président de la CSMF, il faut trouver un système plus souple pour « permettre aux médecins d'avoir la rémunération à laquelle ils ont droit », sans être liés par les possibilités financières des caisses d'assurance-maladie, qui resteraient nécessairement limitées dans les années à venir.

La CSMF souhaite, d'autre part, des réponses du gouvernement sur trois points d'ici à son assemblée générale des 30 novembre, 1^{er} et 2 décembre : le tarif de la visite (elle demande que l'augmentation prévue au 31 janvier soit appliquée avant la fin de l'année 1984), les actes médicaux (en « K »), dont le tarif a été modifié par le ministère des affaires sociales, et les frais professionnels des médecins (il s'agit de la possibilité de déduire les frais de voiture du revenu imposable).

LOGEMENT

Le marché immobilier selon la FNAIM

PARIS : demande sans offre PROVINCE : offre sans demande

Ce qui marque le marché immobilier, c'est, à Paris, une forte reprise de la demande en acquisition, les prix restant stables dans le neuf, et en hausse dans l'ancien et le récent, comme en location, tandis que, en province, l'offre est en augmentation, les prix restant stables. « Le marché est devenu celui des acquéreurs », a indiqué M. Michel Fagot, directeur des études de conjoncture à la FNAIM (Fédération nationale des agents immobiliers), le jeudi 22 novembre.

Cette contradiction entre les tendances parisiennes et provinciales est sans doute ce qui apparaît le plus frappant depuis le début de l'année. A Paris, le stock des appartements neufs est de 600 à 700, tandis qu'en Ile-de-France on compte 13000 logements à vendre, dont 35 % de maisons individuelles, les ventes étant de 50 à 60 appartements par mois dans Paris, et d'un millier en moyenne en Ile-de-France. Le marché est particulièrement actif dans la première couronne (Courbevoie, Vanves, Maisons-Alfort...) à des prix de 10000 F à 12000 F le mètre carré (assortis de prêts conventionnés), tandis que, dans la maison individuelle, le marché est particulièrement actif dans le haut de gamme (1 million de francs).

FAITS ET CHIFFRES

Documentation

● Mise au point de nouveaux faits et chiffres. - Le recueil *Faits et chiffres 1984* est mis en vente au prix de 48 F à partir du vendredi 23 novembre. Cet aide-mémoire de 242 pages présente trente-six sujets économiques classés par ordre alphabétique, de l'agriculture au tourisme. Comme *Atlascope*, qui est réalisé par la même équipe, *Faits et chiffres* a été mis fin à ses liens avec le *Nouvel Observateur*.

Équipement

● 500 millions de francs pour le métro de Toulouse. - Le premier ministre a annoncé, le 22 novembre, à M. Dominique Baudis, maire (UDF) de Toulouse, que l'Etat débloquera une somme de 500 millions de francs pour la construction du métro de Toulouse. La métropole de la région Midi-Pyrénées sera la cinquième ville de France à disposer d'un métro, après Paris, Marseille, Lyon et Lille.

Social

● Progrès de FO chez les employés et les cadres de Biscuit. - Aux élections pour le comité d'entreprise de Biscuit-Billancourt, la CFDT recule par rapport aux élections précédentes, en 1982. FO progresse chez les employés et les techniciens (deuxième collège) comme chez les cadres (troisième collège), la CGT seules dans le deuxième collège. Dans celui-ci, 4469 inscrits et 2716 exprimés, la CGT a obtenu 42,22 % des voix (+ 4,89 %), FO, 21,73 % (+ 3,77 %), la CFDT, 17,76 % (- 8,69 %), la CGC, 14,67 % (- 0,4 %), la CFTC, 2,17 % (- 1,35 %), la CSI, 1,58 %

TRANSPORTS

«Aéroport de Paris» rembourserait par anticipation 1,5 milliard de francs à l'Etat

Le conseil d'administration de l'établissement public Aéroports de Paris devrait décider, à la demande du gouvernement, au mois de décembre, de rembourser par anticipation 1,5 milliard de francs de prêts qui lui avaient été consentis par le Fonds de développement économique et social (FDES). Ces prêts devaient s'achever en l'an 2007. Le comité d'entreprise a demandé, le 22 novembre, que le conseil d'administration refuse cette opération, « qui, en fait, ne constitue qu'un renversement des engagements pris par l'Etat ». Selon le ministre de l'économie, des finances et du budget, l'Etat ne veut plus, depuis deux ans, prêter lui-même l'argent affecté par le FDES aux entreprises du secteur public, laissant cette tâche aux banques. L'Etat intervient seulement

pour bonifier les taux des prêts consentis. Il est apparu opportun au ministère de profiter de la conjoncture qui place à peu près au même niveau les taux des anciens prêts FDES et ceux du marché financier pour supprimer les prêts « anciens régime ».

Malheureusement pour Aéroports de Paris, ce transfert se traduira tout de même par un renchérissement des frais financiers. La perception de la « redevance de route », créée dans le cadre du nouveau budget annexe de la navigation aérienne, compensera pour 47 millions de francs, cet alourdissement des agios. On indique Rue de Rivoli que l'augmentation éventuelle de 4 % des tarifs d'Aéroports de Paris n'est pas motivée par cette restructuration de la dette de la société.

FEU VERT POUR LE DIRIGEABLE BRITANNIQUE

La commission de l'aviation civile britannique vient d'autoriser un dirigeable, le *Skyship 500*, à transporter des passagers commerciaux. Le *Skyship 500* peut emporter dans une nacelle pressurisée de huit à dix personnes, en plus de l'équipage, à une vitesse de 100 kilomètres à l'heure. Les quatre exemplaires actuellement en service servent des missions d'observations militaires ou policières et de des vols de promotion publicitaire.

ALLEMANDS ET ITALIENS RIPOSTENT A LA CRÉATION D'UNE TAXE ROUTIÈRE SUISSE

La décision de la Suisse d'instituer des taxes sur les véhicules étrangers circulant sur le territoire helvétique provoque la riposte des gouvernements allemand et italien qui se préparent à imposer les poids lourds suisses entrant chez eux.

A partir du 1^{er} janvier 1985, le gouvernement helvétique instituera une taxe de 30 F suisses sur chaque véhicule étranger transitant sur son réseau routier ainsi qu'une vignette annuelle de 500 à 3 000 francs suisses selon le poids du véhicule. Cette mesure a été votée par référendum afin de réduire le déficit des autoroutes.

Les Allemands, qui ne sont pas parvenus à faire fléchir la Suisse pour leurs camionneurs, ont décidé de leur rendre la pareille : ils ont voté pour les poids lourds suisses et même date d'application. Les Italiens maintiennent un vieux traité de 1957 qui prévoyait l'institution d'une taxe de 60 francs suisses pour chaque camion helvétique.

Un secrétaire d'Etat français chargé des transports, on déclare déplorer la décision helvétique, mais on n'a rien, « pour le moment, aucune décision de riposte ».

● La CGT et la CFDT appellent à la suspension de la grève des marins. - La CGT et la CFDT ont décidé de ne pas reconduire après ce vendredi 23 novembre à minuit le mouvement de grève des marins, ont annoncé à Paris les représentants des organisations syndicales de marins et officiers. Les propositions du gouvernement, formulées le matin même, sur les retraites anticipées représentent « une avancée non négligeable », a déclaré M. François Lagain, secrétaire général de la fédération des marins CGT au nom des deux syndicats. Toutefois, les organisations syndicales ont appelé les marins et les officiers « à s'opposer aux licenciements en cours ou qui pourraient être annoncés ».

NET RAFFERMISSEMENT DU DOLLAR : 9,2480 F

En dépit de la baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, et, notamment, de la diminution de taux d'escompte de la Réserve Fédérale, largement anticipée, le dollar s'est nettement renforcé le 22 novembre, repassant au-dessus du seuil des 3 DM à Francfort (3,01 DM) et repassant de 9,18 F à 9,2480 F sur la place de Paris. Sur le marché des changes, on signale une demande constante de dollars, qui empêche cette monnaie de baisser.

DEMAIN DANS LE SUPPLÉMENT DU « MONDE »

PUBLICITÉ : LA FRANCE, PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

« LE MONDE AUJOURD'HUI », UN TEMPS FORT POUR LE WEEK-END.

MARCHÉ

La CEE
Le plan

La Commission
l'échéance d

PLANS
COPIES GRAND ET PETIT
ETRAVE 30 av.

هكمان النجل

MARCHÉ COMMUN

LA RÉUNION DES DIX SUR L'ACIER

- La CEE limite ses exportations de tubes vers les Etats-Unis
- Le plan français confirme la fermeture d'Ugine-Fos

Bruxelles (Communauté européenne). - Les Dix ont décidé de limiter à 7,6 % du marché américain leurs exportations de tubes d'acier vers les Etats-Unis. Les ministres de l'Industrie, réunis le 22 novembre à Bruxelles, ont donné le mandat à la Commission européenne pour négocier un arrangement dans ce sens avec Washington. Les contacts qu'a eus avant le conseil M. Davignon, le vice-président de la commission chargée des affaires industrielles, avec M. Brock, le représentant spécial du président Reagan pour les négociations commerciales, donnent à penser que les Américains acceptent l'offre faite par la Communauté.

Les Dix, en vérité, n'avaient guère le choix, sachant qu'en l'absence d'un arrangement le président Reagan, qui dispose, depuis peu, de textes législatifs permettant en type d'intervention (omnibus trade bill), adopterait des mesures plus radicales encore pour freiner les importations de tubes (le Monde du 22 novembre). Il faut ajouter qu'en l'absence d'un accord, les Européens n'ont pas l'impression d'être maltraités. En 1982, les Dix ont conclu avec les Etats-Unis un accord d'autodétermination de leurs exportations de produits sidérurgiques, qui n'inclutait pas les tubes. Cependant, l'absence d'un échange de lettres - les deux parties convenant de se consulter des lors que les livraisons communautaires dépasseraient 5,9 % des besoins américains. Or, en 1984, elles sont supérieures à 14 %.

Les discussions des ministres, qui se sont prolongées tard, n'ont pas porté sur l'opportunité de négocier avec Washington un niveau proposé par la communauté, mais sur la répartition des sacrifices entre les Etats membres. M. Edith Cresson a obtenu que l'industrie nationale puisse fournir 0,97 % du marché américain, au lieu de 0,90 % proposé par Bruxelles. En 1984, les exportations françaises de tubes vers les

Etats-Unis atteignent 90 000 tonnes, ce qui représente 1,5 % du marché et une valeur de 300 millions de francs.

Les Dix, en l'absence du ministre italien, ont reporté à une réunion qu'ils tiendront le 17 décembre le débat sur les amendements à apporter à la politique de restriction de la sidérurgie. La commission, dominée suite à la demande présentée par plusieurs Etats membres dont la France, propose que les pouvoirs publics puissent octroyer, pour financer la reconstruction de la sidérurgie, un montant d'aide supérieur à celui qu'elle a autorisé en juin 1983.

Dans son esprit, de tels assouplissements doivent accroître les chances d'atteindre l'objectif principal qui s'est fixé la Communauté, à savoir le retour à la viabilité des entreprises et à la suppression de toute aide publique à compter du 1^{er} janvier 1986. Du tour de table auquel ont participé les ministres, il ressort que la prolongation pour un an des aides de trésorerie ne rencontre pas d'opposition majeure. En revanche, les Allemands et les Néerlandais se sont montrés hostiles à l'augmentation des enveloppes destinées à la reconstruction. Ils ne pourraient, disent-ils, l'accepter que si les pays qui en font la demande consentent des réductions supplémentaires de leur capacité de production.

« Les Allemands ont refusé la proposition de la commission, mais leur opposition ne me semble pas irrédicible », a commenté M. Cresson.

Notons que la France a transmis, à la veille du conseil, le plan de reconstruction d'Asco-Métal, la nou-

velle société regroupant les unités d'Unior et de Safflor produisant les aciers spéciaux. La fermeture de l'usine d'Ugine-Fos, sur le principe de laquelle certains, au sein du gouvernement, souhaitent revenir, reste programmée dans ce plan.

PHILIPPE LEMAITRE.

BAISSE DES QUOTAS DE PRODUCTION POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE 1985

(De notre correspondant.)

Bruxelles. - La production sidérurgique des Dix, contingentée au titre de l'article 58 du traité CEEA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), sera en baisse au cours du premier trimestre 1985. La Commission européenne a fixé le 22 novembre des quotas inférieurs, pour toutes les catégories concernées, par rapport aux trois derniers mois de 1984. Les contingents du début de l'année prochaine seront également en dessous des volumes arrêtés pour la période correspondante de 1984. Le creux raisonnable n'explique donc pas seul la réduction prévue.

Bruxelles, en imposant « des quotas de production plus serrés », joue à l'évidence l'amélioration des prix du marché. Ce sont les larges bandes à chaud qui subissent la chute la plus sévère : moins 1,2 million de tonnes sur un total de 5 millions de tonnes pour le premier trimestre 1985. Les catégories qui connaissent une réduction de production représentent une production trimestrielle de 18 millions de tonnes (70 % environ du total des fabrications dans le secteur de l'acier).

M. S.

● La CGT : pas de charbon pour Thatcher. - La CGT a annoncé, le 20 novembre, qu'elle s'opposerait à toute livraison de charbon français à la Grande-Bretagne, par solidarité avec les mineurs britanniques en grève. Dans un communiqué intitulé : « Pas un gramme de charbon français pour Thatcher », la Fédération de sous-sol CGT (mineurs) rappelle que vingt wagons de charbon (1 600 tonnes) à destination de la Grande-Bretagne ont été déversés le 19 novembre en gare de Miramas (Bouches-du-Rhône) par des mineurs CGT. Selon la CGT, depuis le début de la grève des mineurs britanniques, les Charbonnages de France « développent d'un façon considérable leurs exportations en direction d'outre-Manche ». Elle dénonce ce qu'elle appelle la « solidarité entre coupeurs et liquidateurs ». M. McGregor, président des Charbonnages britanniques, et M. Hug, directeur général de CDF, et indique qu'elle prendra « toutes les initiatives d'actions nécessaires » pour empêcher les livraisons.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | UN MOIS | DEUX MOIS | SIX MOIS |
|----------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|
| | + inv. + base | Rep. + ou dép. - | Rep. + ou dép. - | Rep. + ou dép. - |
| SE-U..... | 9,2180 9,2170 | + 135 + 145 | + 228 + 245 | + 375 + 475 |
| Sch..... | 6,9277 6,9280 | - 78 - | - 102 - 111 | - 102 - 111 |
| Yen (100)..... | 3,7780 3,7773 | + 133 + 142 | + 261 + 279 | + 729 + 778 |
| DM..... | 3,6666 3,6662 | + 133 + 142 | + 261 + 279 | + 729 + 778 |
| Flus..... | 2,7179 2,7195 | + 112 + 118 | + 218 + 228 | + 384 + 427 |
| FR (100)..... | 15,2163 15,2246 | - 3 - 63 | + 11 + 185 | - 34 + 256 |
| ES..... | 3,6778 3,6781 | + 187 + 200 | + 324 + 333 | + 1025 + 1035 |
| L (1 000)..... | 4,9371 4,9408 | + 181 + 185 | + 387 + 392 | + 1025 + 1035 |
| £..... | 11,3266 11,3253 | + 63 + 114 | + 178 + 227 | + 465 + 575 |

| | SE-U..... | DM..... | FR (100)..... | ES..... | L (1 000)..... | £..... |
|--------|-----------|---------|---------------|---------|----------------|---------|
| 8 3/4 | 9 | 5 15/16 | 5 15/16 | 5 15/16 | 5 15/16 | 5 15/16 |
| 9 3/8 | 5 5/8 | 5 5/8 | 5 5/8 | 5 5/8 | 5 5/8 | 5 5/8 |
| 10 1/2 | 12 1/4 | 10 1/2 | 10 1/2 | 10 1/2 | 10 1/2 | 10 1/2 |
| 11 1/2 | 1 3/8 | 1 3/8 | 1 3/8 | 1 3/8 | 1 3/8 | 1 3/8 |
| 12 1/2 | 16 | 14 7/8 | 15 1/8 | 15 1/8 | 15 1/8 | 15 1/8 |
| 13 1/2 | 9 7/8 | 9 11/16 | 9 11/16 | 9 11/16 | 9 11/16 | 9 11/16 |
| 14 1/2 | 11 7/8 | 11 7/8 | 11 7/8 | 11 7/8 | 11 7/8 | 11 7/8 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AFFAIRES

Le groupe Suez renforce son secteur bancaire en intégrant la Banque Vernes et la BPC

En confirmant, jeudi 22 novembre 1984, la prise de contrôle par la Financière de Suez, de la Banque Vernes et commerciales de Paris, et de la Banque parisienne de crédit (BPC), qui seront dénommées à 51 % (le Monde du 23 novembre, dans ses dernières éditions), le PDG du groupe, M. Jean Peyrelevade, a exposé à la presse sa stratégie dans le domaine bancaire. « Représentant » que des filiales comme Sofinco et la Banque de La Hénin, spécialisées dans le crédit aux particuliers (respectivement consommation et immobilier), sont détachées du groupe Suez lors de la nationalisation des banques en février 1982, il a donné des précisions sur ses intentions.

La BPC, établissement très profitable (40 millions de francs de bénéfices en 1983), spécialisée dans le crédit aux PME-PMI (trente-cinq mille clients), avec une bonne répartition des risques et d'excellentes ratios, recouvre le soutien d'Indosuez pour le développement international de ses clients. Bien plus, elle devient la plus haute banque de l'AFIC, du groupe Suez, son PDG, M. Daniel Houiri, devant présider la holding qui accueillera, outre la BPC, d'autres petits établissements, notamment Dupuy et Paroisse, la Banque de l'Orléanais et la Banque française commerciale. M. Houiri, qui rappelle que son établissement avait des liens avec le groupe Suez bien avant la nationalisation (par l'intermédiaire de la Centenaire Blancy, actionnaire à 20 %), « se réjouit » de cette opération, précisant qu'il n'aurait jamais subi aucune pression. En ce qui concerne la Banque Vernes, présidée par M. Gilbert Lasfargues, vieux routier du métier, qui, en février 1982, a succédé à M. Jean-Marc Vernes, l'entrée dans le groupe Suez a pour objectif de rétablir la situation financière d'un établissement qui a perdu 200 millions de francs en 1983 et sera encore déficitaire en 1984, du fait, essentiellement, de

l'apurement d'opérations de négoce international remontant à 1980-81.

Il faut y ajouter des pertes répétées dans l'immobilier, activité traditionnelle de la banque, qui a besoin de 300 millions de francs pour rétablir ses ratios de fonds propres par rapport aux engagements. Cette somme sera fournie à la fois par Suez, déjà actionnaire de la Banque Vernes à 10 %, et par l'Etat, qui apportera 41 % de cette banque à Suez.

La Banque Vernes, qui exerce le même métier que la Banque Indosuez, filiale de la Financière de Suez, notamment les relations avec les grandes entreprises, les activités sur le marché financier et le négoce international, deviendra filiale d'Indosuez « pour éviter les concurrences inutiles », tout en conservant son identité. Pour M. Lasfargues, c'est un « bel et bon accord », qui permettra de procéder à une « grande lessive », et, surtout, de rétablir des ratios convenables, comme le gouverneur de la Banque de France, M. de La Genière, l'avait demandé à M. Jean-Marc Vernes avant la nationalisation de l'établissement.

Au-delà de ces deux opérations, M. Peyrelevade poursuit la reconstitution du secteur « services » de son groupe, largement amorcé par son prédécesseur, M. Flascoff. Déjà la participation dans le groupe d'assurances Victoire, autrefois majoritaire, et qui échappait au groupe, a été remaniée et stabilisée à 34 %, après un armistice signé en juin 1983 avec la Compagnie industrielle de M. François. Maintenant, c'est le renforcement du secteur bancaire qui est en route. Car, la banque Indosuez, très profitable et surtout axée sur l'étranger, est la « joye » du groupe, mais il s'agit, maintenant, de mettre l'accent sur le crédit aux particuliers, réputé de grande valeur. M. Peyrelevade a pas né que des « contacts » avec le groupe Suez et la Sofinco et la Banque de La Hénin et qu'il n'était pas

impossible que des négociations soient engagées pour le retour dans le giron du groupe.

Interrogé sur la participation de 40 % dans le capital du Crédit industriel et commercial (CIC), il a déclaré : « Je ne comprends pas, depuis longtemps, ce que le Suez fait au CIC en actionnaire minoritaire » et va essayer de « négocier sa sortie progressive ». A l'occasion de l'entrée d'un nouvel actionnaire minoritaire, vraisemblablement le groupe d'assurances nationalisé GAN : le CIC a besoin de 2 ou 3 milliards de francs de capitaux supplémentaires.

FRANÇOIS RENARD.

Nominations

● M. YVES ULLMO, cinquante-deux ans, est nommé secrétaire général pour trois ans au Conseil national du crédit, son mandat s'étendant jusqu'au 26 octobre 1987. M. Yves Ullmo, ancien élève de l'ENA, fut chef du service économique du commissariat général au Plan (1967-1973), directeur des synthèses à l'INSEE (1973-1978), directeur à l'OCDE. Il était commissaire général adjoint au Plan depuis 1981.

● M. DANIEL DEGUEN, ancien président du Crédit commercial de France, a été nommé à la présidence du groupement Carte bancaire (CB), issu de la fusion des anciennes structures « carte bleue » et « carte verte », et actuellement en voie de constitution. Par ailleurs, M. Raoul Bellanger, administrateur unique du groupement Carte bleue, a été confirmé à la Carte bancaire dans les mêmes fonctions, ce qui lui a valu d'être désigné « banquier de l'année » par la revue britannique Retail Banker International.

● M. FREDERIC PASCAL va devenir président-directeur général de la Société centrale immobilière de la Caes des dépôts (SCIC). Il a succédé le 20 novembre à M. Jean-Pierre Hirsch, nommé président d'Aras (société des autoroutes Rhône-Alpes). Agé de quarante-huit ans, diplômé de HEC, docteur en sciences économiques, M. Pascal est entré à la SCIC en janvier 1983.

● M. DANIEL LEBARD, quarante-cinq ans, a été nommé directeur général de Reider SA.

● M. FRANCO MATTEI a été nommé vice-président du groupe chimique italien Montedison.

● M. ROGER GUILLOT a été nommé secrétaire général de la Fédération générale autonome des agents de conduite (IGAAC) à la SNCF en remplacement de M. André Thilière, qui a décidé de prendre sa retraite.

La Commission européenne retarde d'un mois l'échéance du paiement de la supertaxe laitière

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). - La Commission européenne a décidé, le 21 novembre, de reporter au 15 décembre l'échéance pour le paiement de la supertaxe au titre des quotas laitiers. Les Dix avaient prévu, le 31 mars 1984, que le prélèvement, correspondant à 100 % du prix indicatif du lait à payer pour les quantités dépassant les contingents semestriels alloués à chaque laiterie (d'avril à septembre) devait être acquitté au 15 novembre.

Plusieurs Etats membres, dont la France, avait demandé, afin d'éviter des difficultés financières aux entreprises, un report jusqu'au 15 février. La Commission, qui gère au plus juste en raison des contraintes budgétaires de la CEE, souhaite bénéficier avant la fin de l'année des recettes de cette taxe, estimées à 700 millions de francs, dit-on à Bruxelles.

Le porte-parole de la Commission a également annoncé, mercredi, que Bruxelles avait l'intention d'ouvrir des procédures d'infraction à l'encontre des Etats membres « qui n'appliquent pas correctement le système des quotas », dès que les enquêtes menées actuellement seront achevées ; parmi les pays visés : la France, le Danemark et l'Irlande. Dans ces trois cas, ce n'est pas la limitation de la production globale qui est en cause, mais la manière utilisée pour y parvenir.

Paris, Copenhague et Dublin sont soupçonnés d'avoir autorisé des transferts entre laiteries, instituant en quelque sorte un quota national, alors que le contingentement devait s'effectuer par entreprise. Quant à l'Italie, le quatrième Etat concerné, il lui est reproché d'ignorer complètement la réglementation communautaire.

En affirmant publiquement sa volonté de faire respecter à la lettre la décision du printemps dernier, la Commission met en garde les gouvernements contre la tentation de se substituer aux producteurs. « Rome s'est déjà manifesté dans ce sens pour le paiement de la supertaxe laitière, ce qui est contraire à la législation européenne en matière de concurrence ».

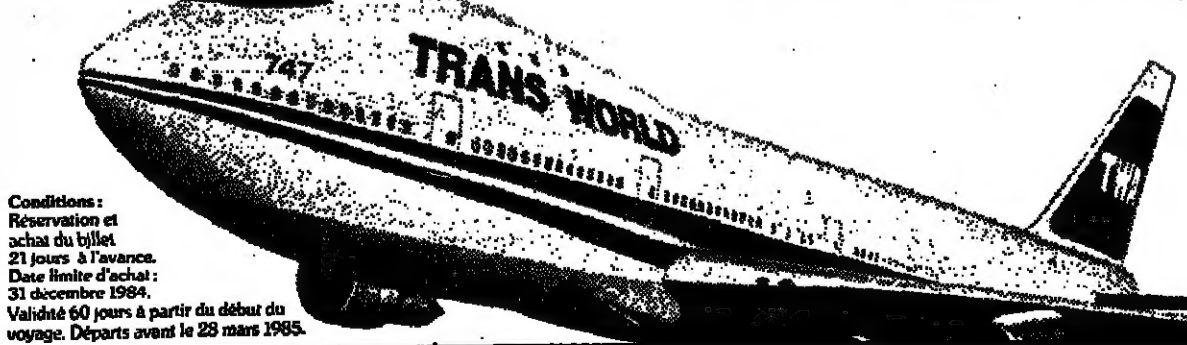
MARCEL SCOTTO.

● Beurre de Noël : dès le 1^{er} décembre. - Pour décongestionner les stocks de beurre européen, 200 000 tonnes de beurre à prix réduit vont être mises sur le marché, dont 50 100 tonnes en France. A compter du 1^{er} décembre, des plaquettes de 250 grammes seront disponibles dans les magasins affichant : « Beurre vente spéciale de la CEE », au prix de 4,40 F, contre un prix de marché variant entre 7,50 F et 9 F. Ce beurre provient des stocks où il a été congelé, il est décongelé de la soumettre à une nouvelle congélation.

PLANS/CONTRECALQUES
COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT REDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS-12^e - ☎ 347.21.32

LES USA CE N'EST OUBLIE PAS
OFFICE DU TOURISME DES ETATS-UNIS
25 PLACE VENDÔME 75001 PARIS - TEL. (01) 250.57.15

TWA "Le Tour d'Amérique"



A vous de choisir parmi plus de 60 villes U.S. que dessert TWA. En plus de votre billet transatlantique, vous pourrez en visiter 8 quelle que soit la distance pour seulement 2.249 F, soit 281 F l'étape. Votre vieux rêve de faire le tour d'Amérique est enfin à portée de main !
* Exemple : Paris - Boston q/r 3550 F au tarif Super Apex, minimum 14 jours.
Pour bâtir votre itinéraire idéal, faites un tour chez TWA ou chez votre agent de voyages.

Vous plaire nous plaît.

TWA

ÉTRANGER

Le Comecon tente de renouer le dialogue avec la CEE

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Le Comecon (1) tente de renouer le dialogue avec la CEE. Tel est le sens de la démarche effectuée au début de novembre par M. Christov, ministre bulgare du commerce, auprès de M. Hafenkamp, vice-président de la Commission européenne chargé des relations extérieures. Bruxelles, qui gardait le secret sur cette rencontre, s'interroge sur les véritables raisons d'une relance des négociations pour la conclusion d'un accord de coopération entre la Communauté européenne et le groupement économique des pays de bloc soviétique.

Les pourparlers entre les deux organisations avaient été rompus en 1980, la Commission ayant refusé, à l'époque, de poursuivre un dialogue de sourds. Les instances communautaires avaient fait valoir que, contrairement à la Communauté, le Comecon n'avait aucune compétence pour conclure un accord commercial. Elles acceptaient, en échange, de discuter sur les secteurs couverts par l'organisation socialiste (normes industrielles, environnement, etc.).

A l'inverse, la Commission se déclarait prête à négocier la partie commerciale avec chacun des pays de l'Est et de l'URSS. Dans une lettre adressée en mars 1981 à M. Lucien Lukalov (Bulgarie), alors président du comité exécutif du Comecon, M. Hafenkamp consignait la position de la CEE. Depuis, Bruxelles n'a jamais reçu de réponse. M. Christov a promis, semble-t-il, lors de son entretien

avec le commissaire, qu'elle lui parviendrait à bref délai. La question que se posent les responsables communautaires est l'objectif - étant donné que leur position n'a pas changé - réellement visé par Moscou et certains de ses alliés. Jusqu'à présent, seule la Roumanie reconnaît la CEE. Bucarest a conclu en janvier 1981 avec les Dix un accord sur les échanges industriels et agricoles que les Roumains souhaitent étendre à d'autres secteurs.

Les autres pays, à l'exception de l'Union soviétique et de la RDA, ont passé des arrangements - sous la forme d'une autolimitation de leurs ventes dans le Marché commun (textiles, acier). - ce qui n'implique pas la reconnaissance de la Communauté. Les Dix appliquent un contingentement de leurs importations en provenance des pays de l'Europe de l'Est. Pour ces derniers, l'intérêt d'un accord en bonne et due forme est que la CEE ouvre plus largement ses frontières.

Tout au long de 1983 la Tchécoslovaquie et surtout la Hongrie multipliaient les contacts avec la Commission. Depuis le début de l'année, les représentants tchécoslovaques et hongrois se sont montrés particulièrement discrets. Aussi les hypothèses envisagées à Bruxelles portent-elles sur la volonté de Moscou d'engager une opération de récupération afin de faire avorter tout projet comparable à celui réalisé par la Roumanie.

Globalement, les pays socialistes ont déposé un excédent commercial avec la CEE : de 7,8 milliards d'ECU (1 ECU = 6,87 F) en 1983, dont 6,3 milliards pour la seule URSS. La Hongrie (300 millions d'ECU en 1983), et la Bulgarie (550 millions) accusent, quant à elles, un déficit avec les Dix. Depuis 1981, le commerce entre la Communauté et la Roumanie est équilibré en faveur de cette dernière, qui a enregistré un surplus de près de 1 milliard d'ECU en 1983.

MARCEL SCOTTO.

LA FRANCE POURRAIT UTILISER L'ECU POUR SES CRÉDITS A L'URSS

L'Union soviétique a proposé que l'ECU (unité de compte de la CEE) devienne la monnaie de référence des crédits que la France lui consent pour financer ses importations, à la place du franc français.

Qualifiée, à Paris, d'« importante concession » de la part de Moscou, cette proposition lève une hypothèque sur le développement des échanges commerciaux entre les deux pays, notamment des exportations françaises.

L'usage de la « monnaie » européenne permettrait à la France de répondre à une des principales préoccupations de Moscou, en offrant des conditions de crédit plus favorables.

Comme condition à un redémarrage de ses achats à la France, l'URSS avait demandé à Paris d'alléger ses conditions de crédit sur celles pratiquées par la RFA, son premier partenaire occidental, soit un taux de l'ordre de 7,80 % l'an.

Les règles de concurrence entre pays industriels occidentaux empêchant la France d'accorder, sur des crédits en francs - subventionnés - un taux inférieur à celui du consensus de l'OCDE actuellement 13,60 %, et l'Union soviétique a refusé le principe de prêts en marks allemands que lui proposait la France.

Des crédits libellés en ECU porteraient un taux d'intérêt de l'ordre de 11 %, ce qui permet à un expert officiel français d'affirmer qu'« un tiers du chemin » a été fait vers un accord définitif. Mais, de même source, on observe que le recours à l'ECU dans les échanges avec l'URSS suppose un « minimum de concertation préalable avec les partenaires européens de la France ».

LE CHILI A OBTENU UN MORATOIRE DE SIX MOIS POUR UN REMBOURSEMENT DE 500 MILLIONS DE DOLLARS

Le Chili a obtenu un moratoire de six mois pour le remboursement de 500 millions de dollars, une partie de sa dette extérieure, a annoncé jeudi 22 novembre, à Santiago, le ministre des finances, M. Luis Escobar Cerda. Selon le ministre, plus de six cents banques américaines, européennes et japonaises ont accepté de suspendre le remboursement correspondant au premier semestre de 1985.

En plus des remboursements du principal de la dette (20 milliards de dollars), le Chili doit payer 2,4 milliards de dollars d'intérêts en 1985.

Lisez

Le Monde
dossiers et documents

La privatisation de British Telecom

(Suite de la première page.)

Le gouvernement a pris ses précautions, le contrôle de BT ne doit pas passer entre les mains de l'étranger qu'il de quelques dirigeants de gros trusts. Des quotas ont été fixés : 14 % pour les acheteurs étrangers, 47 % pour les institutions financières, 39 % pour le « grand public » et les employés de BT. Cette dernière catégorie a été particulièrement soignée car Mme Thatcher lui confie l'une de ses grandes ambitions : la création d'un capitalisme de masse, celui des tout petits éparpillés. C'est tout à fait dans la ligne d'un premier ministre qui ne cesse de demander à ses concitoyens de créer leur propre « petite » entreprise. Avec la vente de BT, le « Thatcherisme » est en marche vers un premier accomplissement.

Pour chaque action, seule 0,5 livre sera payable immédiatement. En prime, une réduction sur les factures de téléphone est promise, l'an prochain, pour les plus humbles, ceux qui seront tentés de revendre rapidement. Pour les autres, les plus patients et les plus

riches, une prime d'une part gratuite sera offerte (à partir de 1987) pour chaque dizaine acquise. On a tout fait pour attirer un maximum de nouveaux venus dans le placement boursier. Selon une enquête de l'Observer, près de trois millions de Britanniques envisagent d'investir pour la première fois. En agissant ainsi, Mme Thatcher a aussi une arrière-pensée : rendre beaucoup plus délicate une éventuelle « renationalisation » voulue par les travaillistes. La Dame de fer met donc au défi de prendre le risque de mécontenter une partie de leur propre électorat.

1,5 million

d'actionnaires nouveaux

Si tout se passe bien, de l'avis des experts de BT, la Grande-Bretagne pourrait soudain, en décembre, compter 1 million et demi de nouveaux actionnaires, soit près du double du chiffre actuel. Depuis trente ans, le nombre des investisseurs individuels dans le marché boursier n'a

cessé de diminuer. Ils représentaient 70 % du total dans les années 50. Aujourd'hui, le pourcentage est tombé à 25 %. M^{me} Thatcher n'apprécie guère la concentration actuelle du capital. Cette fille d'épiciers n'a pas beaucoup d'atomes crochus avec les gens de la City. Elle regrette de devoir compter avec eux - trop à ses yeux - pour définir la politique gouvernementale.

Il y a seulement quatre ans, on imaginait difficilement que l'événement auquel on assiste aujourd'hui puisse se produire aussi rapidement et dans d'aussi bonnes conditions. BT faisait alors partie de l'administration des postes. En 1981, la séparation a été réalisée et la notion de concurrence a été introduite avec la cession d'une partie du réseau à une compagnie privée, Mercury. D'autres sociétés que BT ont, par ailleurs, été autorisées à vendre du matériel téléphonique. Mais le nouveau dynamisme PDG de BT.

Sir George Jefferson, s'il a apporté de nombreux changements, modernisés la société et accru la compétitivité de celle-ci tout en augmentant ses profits, a été écarté de la direction la plus possible la rupture du monopole, alors que le gouvernement avait pensé auparavant pouvoir favoriser la création d'une douzaine de compagnies rivales de BT et de Mercury. Actuellement, British Telecom reste en position largement dominante. Ce maintien d'un quasi-monopole a causé d'amères déceptions dans la City, d'autant que, depuis, le gouvernement a adopté la même attitude dans le cas de British Airways en refusant un meilleur partage des routes aériennes avec les compagnies privées, telle British Caledonian. On reproche au cabinet de M^{me} Thatcher

cher de prôner la privatisation sans accepter complètement les risques de la libre concurrence.

Dans un tout autre ordre d'idées, les dirigeants de l'opposition et les représentants des syndicats de BT, qui défendent la notion de service public, ont fait valoir que l'usage allait faire les frais de l'opération. Le nouveau cahier des charges de BT permet, par exemple, de supprimer les cabines téléphoniques qui ne sont pas rentables et de mettre fin à la gratuité du service des renseignements. Si BT s'est engagé à ne pas relever ses tarifs de plus de 3 % durant les cinq prochaines années, les nouveaux actionnaires l'accepteront-ils ?

La vente de BT doit réussir, car le gouvernement a enregistré dans le passé quelques échecs, dont on ne manquera pas de se souvenir si l'entrée en Bourse de BT n'est pas un succès. Ainsi, en 1982, la vente d'une petite société spécialisée dans la fabrication de matériel pour la recherche médicale, Amersham, a soulevé un tollé général quand les actions ont doublé en quelques mois. Le Parti travailliste avait évidemment dénoncé cette affaire en soulignant justement que la valeur des parts avait été sous-évaluée et en ajoutant que le gouvernement « bradait » ainsi les biens publics.

Plus tard, dans le cas de la vente de Britoil, 75 % des actions offertes n'ont pas trouvé d'acquéreurs. Enfin, en juin dernier, le gouvernement a dû revenir sur les règles qu'il avait fixées pour la vente d'une autre compagnie pétrolière, Enterprise Oil quand la multinationale Rio Tinto-Zinc a essayé de faire main basse sur 49 % des parts proposées.

FRANCIS CORNU.

Au Danemark Le gouvernement renonce à l'énergie nucléaire

De notre correspondante

Copenhague. - Le gouvernement danois renonce à l'énergie nucléaire. Cette décision ne sera officielle que le jour où elle sera approuvée par le Parlement, ce qui ne fait aucun doute.

Pour une fois, le cabinet Schlüter (centre droit) n'a pas besoin de chercher une majorité. Il attend simplement que le parti radical, qui s'est toujours opposé à la construction de centrales nucléaires, dépose une motion dans ce sens.

Les dirigeants danois ont choisi de faire connaître matiemment leur opinion sous la pression des quelque trente communes obligées, il y a environ deux décennies, de réserver de vastes zones pour l'implantation de quinze centrales. Les municipalités ont fait savoir que ces réserves gênaient fortement leur plan d'aménagement et de développement. Aussi souhaitent-elles savoir, dès que possible, à quoi s'en tenir.

La Chine offre de nouveaux territoires à l'exploration pétrolière. - La Société nationale chinoise du pétrole en mer a annoncé, mercredi 21 novembre, que quatre nouvelles zones « offshore », couvrant au total 100 000 kilomètres carrés, seront offertes à l'exploration aux compagnies internationales. La première de ces zones (13 300 km²) est située en mer de Chine du Sud au large de l'île de Hainan et fera l'objet d'un appel d'offres international d'ici à la mi-décembre. Il s'agit du deuxième appel d'offres international lancé par la Chine. Le premier avait permis l'attribution de 93 289 km² à des compagnies étrangères et entraîné la signature de vingt-trois contrats. Jusqu'ici, cependant, les résultats de l'exploration s'étaient révélés relativement décevants. - (AFP, UPI.)

Grande-Bretagne : diminution du déficit de la balance courante. - Le déficit de la balance britannique des paiements courants a nettement diminué en octobre, ayant représenté 73 millions de livres (contre 578 millions en septembre) à la suite du remboursement de 500 millions de livres en provenance de la CEE. En octobre 1983, la balance courante avait été déficitaire de 356 millions de livres (chiffre révisé). Toutefois, le déficit com-

mercial s'est de nouveau aggravé en octobre pour atteindre un record de 851 millions de livres, les importations ayant de nouveau battu tous les records avec 71 422 millions de livres (contre 6 672 millions en septembre) et les exportations ayant également atteint un niveau record à 62 911 millions de livres (contre 58 444 millions). Pour les dix premiers mois de 1984, la balance des comptes courants fait apparaître un solde négatif de 985 millions de livres, à comparer avec un excédent de 1 776 millions pour la période correspondante de 1983. - (AFP.)

RFA : + 3 % de croissance en 1985 selon les « cinq sages ». - La croissance économique ouest-allemande se poursuivra en 1985 au taux de 3 % au lieu de 2,5 % en 1984, ce qui permettra une légère réduction du chômage, écrivent les « cinq sages », universitaires chargés officiellement de conseiller le gouvernement, dans leur rapport annuel. Le nombre moyen de demandeurs d'emploi devrait être inférieur de cent mille à celui enregistré cette année pour représenter un peu plus de deux millions en décembre 1985. Pour leur part, les prix augmentent de 2 % sur douze mois au lieu de 2,5 % en 1984, tandis que les revenus des salariés devraient augmenter de 4,5 % contre 3,5 %. - (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GUY DEGRENNE

Au 30 septembre 1984, le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'élève à 214,9 millions de francs, en progression de 7 % sur la période correspondante de 1983 de laquelle a été exclu un solde de 6,58 millions sur une vente à caractère exceptionnel traitée en 1982.

Le bénéfice consolidé (après impôts, amortissements et provisions) est de 10 159 000 F.

Le premier semestre 1984 a été marqué par la conjonction de plusieurs facteurs défavorables :

- une baisse de la consommation des ménages qui n'a pu être que partiellement compensée par l'évolution des ventes à l'exportation ;
- une réglementation rigoureuse des prix limitant, le 15 février 1984, à 3 % la hausse des tarifs de la société après seulement 6,9 % en 1983 ;
- une hausse des coûts nettement supérieure affectant principalement l'acier inoxydable, les matières consommables, l'énergie et le main d'œuvre.

Le deuxième semestre, traditionnellement meilleur en raison notamment de la saisonnalité des ventes, enregistrera un redressement certain du carnet de commandes et des marges. Cependant, le résultat net consolidé de l'exercice devra être en retrait d'environ 10 % sur celui de 1983 : rapporté au chiffre d'affaires, il restera néanmoins à un niveau élevé.

La reprise constatée au deuxième semestre est due à plusieurs éléments qui produiront leur plein effet en 1985 : l'acquisition de Léang et Rémy, totalement autofinancée, apportée au groupe une marque de grande notoriété et lui permet de mieux couvrir

le marché de l'orfèvrerie et des convertisseurs à acier inoxydable ;

- de plus, Léang et Rémy, présent dans l'équipement culinaire en acier inoxydable, permet à Guy Degrenne S.A. d'élargir la gamme de ses produits tout en restant dans son secteur d'activité ;

- les convertisseurs à manchon couleur viennent diversifier et relancer le marché des convertisseurs. Guy Degrenne S.A. s'est dotée, en 1984, de moyens de production très importants qui lui permettent de faire face à un développement rapide de ses ventes ;

- enfin, la restructuration du service export produit ses premiers effets et permet d'enregistrer une progression significative des exportations.

AUSSEDET REY

Dans le cadre de son plan de développement, la société AusseDET REY vient de conclure un accord avec la société KNP, important fabricant hollandais de papier, pour prendre en commun une participation dans Scaldia, un des premiers groupes de distribution de papier du Benelux.

Cette opération comporte la constitution de filiales communes à AusseDET REY et KNP, filiales qui dépendront une participation de 33 % avec une option pour atteindre 51 % des actions des deux sociétés sœurs Scaldia Belgique et Scaldia Nederland.

Ces deux sociétés Scaldia assurent déjà une partie de la distribution des papiers d'AusseDET REY et de KNP dans le Benelux et le rapprochement ainsi réalisé permettra de consolider et de développer les positions sur ce marché.

novotel

Novotel à New York: c'est ouvert!

470 chambres de grand confort au cœur de Manhattan. Restaurant, bar à vins, bar d'accueil, salons avec équipement audiovisuel complet. 226 West 52nd street on Broadway, New York, NY. 10019-5804. Tél: (212) 315.0100. Telex: 220352.

RÉSERVATION: RESINER 6 077-27-27

Novotel : ce que les hommes d'aujourd'hui demandent aux hôtels d'aujourd'hui.

مكتبة النخيل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS

23 novembre

En ce premier jour du nouveau trimestre boursier de décembre la cote a enregistré une nette avance dans des transactions plus actives que la veille.

En hausse de 0,1 %, jeudi, la cote grimpeait de 0,9 % dès l'ouverture pour s'ajuster finalement sur une hausse de 1,2 % à l'approche de la clôture.

Une forte demande était constatée sur Galeries Lafayette « réservée à la hausse » et reportée en fin de tableau.

Parmi les autres hausses figurent à nouveau Berger (+ 8 %) mais aussi Silex, SGB-SB, Printemps, Crouzet, Saupiquet, Bis, tandis que Damart, Méridien, Viniprix, Chargeurs et Radiotechnique perdait 2 % à 4 %.

Léger repli de l'or à Londres (342 dollars contre 342,55 jeudi) tandis qu'à Paris le lingot était coté 101 300 Fes le napoleon 60 F (contre 601 F).

Dollar-titre: 10,1213 F.

Par ailleurs la Chambre syndicale des agents de change publie un communiqué concernant la négociation d'un bloc de contrôle sur des actions Primistères, traitées à la cote officielle du marché de Paris. Cette opération émane de la société Damlow qui s'engageait, en date du 5 septembre dernier, à acquiescer de la société Feltz-Potin 335 426 actions Primistères au prix unitaire de 285 F, cote coté ce même jour. Ayant reçu les autorisations nécessaires, Damlow vient de lever cette option, acquiesçant en date du 26 novembre 1984, 53,27 % du capital de la société Primistères.

De son côté, la Banque arabe et internationale d'investissement (BAII), agissant pour le compte de la firme Damlow, s'est engagée à acheter sur le marché, à ce même prix de 285 F, toutes les actions Primistères qui seraient offertes à la vente, et ce du 26 novembre au 14 décembre prochain.

Forte augmentation de l'activité en octobre + 51 %

L'activité s'est très fortement accrue, en octobre, à la Bourse de Paris. Le volume global des transactions s'est accru de 51,3 % pour atteindre 65,17 milliards de francs.

Mais cet important accroissement des échanges est surtout la conséquence d'un « boom » enregistré sur le marché des obligations, où les affaires ont porté sur 55,96 milliards de francs.

La ventilation par nature d'obligations révèle que les échanges se sont accrus de 47 % sur les taux fixes, de 130 % sur les TMM, de 92,7 % sur les TMO, de 51,7 % sur les convertibles et titres participatifs, de 206,3 % sur les indices. Sur les TMM, on remarque, une baisse de 18,6 % à 45 notes.

Sur le marché RM, l'activité a seulement augmenté de 10,9 % à 8,6 milliards de francs. La progression a été de 14 % sur le marché au comptant (259,3 millions) et de 13,4 % sur le marché hors cote (127,8 millions).

Les valeurs à revenu variable les plus actives au RM ont été ELF-Aquitaine (9,3 millions de titres échangés en moyenne chaque jour), Moët-Hennessy (8,5 millions), L'Air liquide (8,2 millions), EDF (8,07 millions), CSF (7,13 millions), Châ. Méditerranée (6,6 millions), Lefarge (6,27 millions), Pernod-Ricard (6,08 millions) et Acor (5,14 millions).

En raison de la célébration de la « journée d'actions de grâce », Thanksgiving Day, les marchés américains, et notamment le Standard & New-York, étaient clos le jeudi 22 novembre 1984.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

AUSSEDAAT REY. - Cette société vient de conclure un accord avec la société KNP, un important fabricant hollandais de papier, pour prendre en commun une participation dans Scandia, un des premiers groupes de distribution de papier du Bénin. Cette opération repose sur la constitution de filiales communes à Ausseodat Rey et à KNP, qui détient une participation de 33 % (avec option jusqu'à 51 %) des actions de deux sociétés sénégalaises Scandia Bénin et Scandia Néerlandaise.

TOTAL-ELF-AQUITAINE. - Les deux groupes pétroliers font état d'une nouvelle découverte de gaz et de condensats en Alberta sur un gisement qu'ils exploitent en commun avec d'autres opérateurs. La découverte de ce nouveau réservoir vient d'être effectuée sur le bloc ATP 259, situé

sur le bassin de Cooper, dans l'Etat du Queensland, dans l'Australie. Cette découverte, filiale de la Compagnie française des pétroles, et Australi Aquitaine, détient, respectivement, des participations de 25 % et 25 % sur ce bloc au côté de Santos Ltd (25 %), Delhi Petroleum Pty Ltd (20 %), Vampgas Ltd (5 %) et Consolidated Petroleum (Australi) NL (2 %). Un test, effectué sur le puits Basset 1, dans le Permian Farnsworth, a donné un intervalle de 220 à 229 et 2 322 mètres, un débit de 240 691 mètres cubes de gaz et 160 barils par jour de condensats. Le forage est actuellement poursuivi pour une reconnaissance plus complète de la couche, précédant Total et ELF-Aquitaine dans un communiqué commun.

AMEV. - La compagnie d'assurances néerlandaise Amov a annoncé, à Utrecht, qu'elle allait porter ses intérêts dans le groupe capital Bilibio Compagnie Assurances de Seguros, de 42 % à environ 53 %. Le groupe Bilibio, qui emploie six cents personnes et opère exclusivement en Espagne, compte parmi les principaux assureurs espagnols, les revenus en 1984, 150 millions de florins, et le groupe envisage d'augmenter considérablement ses activités dans le domaine des assurances-vie dans les prochaines années.

BOURSE DE PARIS Comptant 23 NOVEMBRE

| VALEURS | | | VALEURS | | | VALEURS | | | VALEURS | | | VALEURS | | | VALEURS | | |
|------------------|--------|---------------|---------------------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------|-------|---------------|---------------|-------|---------------|
| | Cours | Dernier cours | | Cours | Dernier cours | | Cours | Dernier cours | | Cours | Dernier cours | | Cours | Dernier cours | | Cours | Dernier cours |
| 3 % | 27,20 | 6444 | Compagnie de France | 310 | ... | SCAC | 120 | 120 | 220 | 220 | ... | AGP-RJ | 1800 | 1900 | Alcatel | 220 | ... |
| 5 % | 43,80 | 1087 | Eden | 655 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 280 | 280 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| 5 % mont. 45-49 | 0,945 | 0,945 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 31 | 31 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 7 % 1978 | 80,98 | 80,98 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 8,50 % 77 | 117,46 | 4480 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 10,50 % 78 | 88,48 | 3625 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 12,50 % 79 | 88,48 | 87 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 13,50 % 80 | 104,10 | 3387 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 15,50 % 81 | 108,85 | 1476 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 16,50 % 82 | 118,25 | 1198 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 18,50 % 83 | 123,25 | 3442 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 20,50 % 84 | 133,25 | 137 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 22,50 % 85 | 143,25 | 1750 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 24,50 % 86 | 153,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 26,50 % 87 | 163,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 28,50 % 88 | 173,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 30,50 % 89 | 183,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 32,50 % 90 | 193,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 34,50 % 91 | 203,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 36,50 % 92 | 213,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 38,50 % 93 | 223,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 40,50 % 94 | 233,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 42,50 % 95 | 243,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 44,50 % 96 | 253,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 46,50 % 97 | 263,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 48,50 % 98 | 273,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 50,50 % 99 | 283,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 52,50 % 00 | 293,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 54,50 % 01 | 303,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 56,50 % 02 | 313,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 58,50 % 03 | 323,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 60,50 % 04 | 333,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 62,50 % 05 | 343,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 64,50 % 06 | 353,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 66,50 % 07 | 363,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 68,50 % 08 | 373,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 70,50 % 09 | 383,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 72,50 % 10 | 393,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 74,50 % 11 | 403,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 76,50 % 12 | 413,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 78,50 % 13 | 423,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 80,50 % 14 | 433,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 82,50 % 15 | 443,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 84,50 % 16 | 453,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 86,50 % 17 | 463,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 88,50 % 18 | 473,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 90,50 % 19 | 483,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 92,50 % 20 | 493,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 94,50 % 21 | 503,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 96,50 % 22 | 513,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 98,50 % 23 | 523,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 100,50 % 24 | 533,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 102,50 % 25 | 543,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 104,50 % 26 | 553,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 106,50 % 27 | 563,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 108,50 % 28 | 573,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 110,50 % 29 | 583,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 112,50 % 30 | 593,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 114,50 % 31 | 603,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 116,50 % 32 | 613,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 118,50 % 33 | 623,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 120,50 % 34 | 633,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 122,50 % 35 | 643,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 124,50 % 36 | 653,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 126,50 % 37 | 663,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 128,50 % 38 | 673,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 130,50 % 39 | 683,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 132,50 % 40 | 693,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 134,50 % 41 | 703,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 136,50 % 42 | 713,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 138,50 % 43 | 723,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 140,50 % 44 | 733,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 142,50 % 45 | 743,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 144,50 % 46 | 753,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 146,50 % 47 | 763,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 148,50 % 48 | 773,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 150,50 % 49 | 783,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 152,50 % 50 | 793,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 154,50 % 51 | 803,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 156,50 % 52 | 813,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 158,50 % 53 | 823,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 160,50 % 54 | 833,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 285 | ... |
| Emp. 162,50 % 55 | 843,25 | 1367 | Encom | 685 | ... | SEF (M) | 175 | ... | 28 | 28 | ... | Colson | 334 | 337 | Colson de Pa. | 2 | |

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2. « Restauration républicaine », par Charles Vial; « France-Culture », une utopie qui s'éloigne », par Yves Jaeger; Courrier.

ÉTRANGER

3. AFRIQUE
 - Les suites de l'affaire tchadienne.
 - ANGOLA : Cuba se dit prêt à retirer ses troupes.
- 3-4. EUROPE
 - ESPAGNE : les obstacles du dirigeant basque Santiago Brouard.
4. DIPLOMATIE
 - La prochaine rencontre entre M. Shultz et M. Gromyko.
5. PROCHE-ORIENT
 - La réunion du « Parlement » palestinien à Amman.
- 6-7. AMÉRIQUES
 - URUGUAY : les élections du 25 novembre.
 - ARGENTINE : « Un an de démocratie » (II), par Jacques Després.

POLITIQUE

8. Le voyage de M. Mitterrand en Alaska.
9. La situation en Nouvelle-Calédonie.

SOCIÉTÉ

10. L'instruction civique à l'école.
11. Des caméras aux assises.

89 FM

à Paris

Allé « le Monde »

232-14-14

Vendredi 23, 19 h 30

(appels possibles dès 19 h)

La Syrie, amie de la France ?

PAUL BALTA

et J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs

CULTURE

13. Un entretien avec M. Jean-Pierre Weiss, directeur du patrimoine.
- Pédagogie : à qui appartient l'Enfance de Marguerite Duras ?
- MUSIQUE : des enfants chantent l'Ordyssée à Tourcoing.
- 15-16. COMMUNICATION.
- La grève à la radio-télévision annulée « in extremis ».

ÉCONOMIE

18. SOCIAL.
19. MARCHÉ COMMUN : les Dix acceptent de limiter leurs exportations de tubes d'acier vers les États-Unis.
19. AFFAIRES : le groupe Suez renforce son secteur bancaire en s'intégrant la banque Verme et la BFC.
20. ÉTRANGER.

RADIO-TÉLÉVISION (15)

INFORMATIONS

« SERVICES » (16) :

Météorologie : « Journal officiel » ; Le week-end d'un chineux.

Annouces classées (17) :

Carnet (12) ; Programmes des spectacles (14-15) ; Mots croisés (XIV) ; Marchés financiers (21).

Le numéro du « Monde » daté 23 novembre 1984 a été tiré à 474 175 exemplaires

John Charles

élégance masculine

AVANT-TRAVAIL DIMANCHES 21 NOV. 5 DÉC.

La Grande

Quinzaine

L'Automne

-33%

COLLECTIONS ZENIA • BRIONI

ÉCONOMISEZ

1/3 SUR LES PRIX

DE VESTES, COSTUMES,

IMPERMÉABLES ET CHEMISES

REMISE À LA CAISSE

John Charles

76/78, Champs-Élysées

Arcades du Lido • PARIS

A B C D E F G

A Panmunjon

Un incident meurtrier risque de compromettre le dialogue entre les deux Corées

Un grave incident s'est produit, ce vendredi matin 23 novembre, au village de Panmunjon, sur la ligne d'armistice entre les deux Corées. Selon des sources américaines du commandement local des Nations unies, un militaire sud-coréen a été tué et un soldat américain blessé. Deux militaires nord-coréens semblent avoir été tués et deux autres blessés.

L'incident s'est produit peu avant midi, heure locale, alors qu'un mem-

bre d'un groupe de touristes - de nationalité soviétique, selon certaines sources - visitait la zone désamilitarisée du côté nord, tentant apparemment de passer au sud. Plusieurs gardes nord-coréens auraient tenté de le poursuivre au-delà de la ligne de démarcation, tout en ouvrant le feu dans sa direction. Les militaires du commandement des Nations unies devaient demander à ceux du Nord d'éviter de nouveaux incidents.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

En l'absence de détails et de précisions supplémentaires sur les circonstances et les suites immédiates de l'incident, il est difficile de prévoir les conséquences qu'il peut entraîner sur le plan diplomatique. En toute hypothèse, il met très sérieusement à l'épreuve la bonne volonté dont Séoul et Pyongyang ont paru vouloir faire preuve ces derniers temps et qui

constitue la condition sine qua non d'un rapprochement, fût-il prudent et progressif, entre les deux Corées. Il illustre le degré de tension qui continue à régner sur la ligne d'armistice, en dépit du rétablissement récent d'une ligne téléphonique directe entre les deux capitales et du projet de rapprochement de la voie ferrée entre le Nord et le Sud à travers la zone désamilitarisée.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

En l'absence de détails et de précisions supplémentaires sur les circonstances et les suites immédiates de l'incident, il est difficile de prévoir les conséquences qu'il peut entraîner sur le plan diplomatique. En toute hypothèse, il met très sérieusement à l'épreuve la bonne volonté dont Séoul et Pyongyang ont paru vouloir faire preuve ces derniers temps et qui

constitue la condition sine qua non d'un rapprochement, fût-il prudent et progressif, entre les deux Corées. Il illustre le degré de tension qui continue à régner sur la ligne d'armistice, en dépit du rétablissement récent d'une ligne téléphonique directe entre les deux capitales et du projet de rapprochement de la voie ferrée entre le Nord et le Sud à travers la zone désamilitarisée.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

La question sera inévitablement posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoqué par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché.

Au Sénat

CES CHERS FONCTIONNAIRES D'OUTRE-MER...

Les sénateurs ont fait, dans leur majorité, jeudi soir 22 novembre, un accueil positif au projet de budget des départements et territoires d'outre-mer, que seuls les députés socialistes avaient approuvé, en première lecture, à l'Assemblée nationale (le Monde daté 28-29 octobre). Sénateur de La Réunion, rapporteur de la commission des lois, M. Louis Virapoulle (Un. centr.), qui a, d'habitude, la dent fort dure pour le gouvernement, a rendu justice à M. Georges Lemoine. « Vous avez fait un effort », a-t-il dit. De même, MM. Lucien Delmas (PS, Dordogne), et Pierre Lacour (Un. centr., Charente) ont relevé, au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, que la croissance de crédits des DOM-TOM (plus 12,30 % par rapport à 1984) témoigne d'une volonté d'accroître la politique de développement économique et social de l'outre-mer.

Tous les sénateurs ne se sont pas montrés aussi conciliants à l'égard du secrétaire d'Etat. Le plus critique des rapporteurs a été M. Jean-Marie Girault (RI, Calvados), qui, au nom de la commission des lois, s'est totalement démarqué de ses collègues et a affirmé que ce projet de budget se caractérise, au contraire, par un « désengagement de l'Etat ».

Quant à M. Roger Lise (Martini, rattaché administrativement au groupe centriste), qui exprimait l'avis de la commission des affaires sociales, il a souligné l'insuffisance des mesures prises pour lutter contre le chômage. Bien que plusieurs arbitrages rendus par le premier ministre soient nettement améliorés, ce domaine, la version initiale du projet de loi de finances (le Monde du 15 novembre), tous les parlementaires s'accordent à dire, en effet, que les orientations du pouvoir apparaissent dérisoires si l'on considère que, dans les DOM, le taux de chômage dépasse en moyenne 20 % de la population active. Plusieurs orateurs ont dénoncé l'insuffisance des dispositions en vertu desquelles, outre-mer, les obteneurs de longue durée des emplois publics, à l'exception du bénéfice de l'allocataire logement de la déconcentration familiale, M. Lemoine a indiqué que, dans le cadre du projet de loi sur les familles, adopté le 14 novembre par le conseil des ministres, un décret réparerait, en grande partie, cette injustice.

Tous les sénateurs se sont retrouvés, en revanche, pour faire écho à la « grogne » des fonctionnaires exténués outre-mer après l'annonce, par le secrétaire d'Etat, du « gel » à la date du 1^{er} janvier 1985, des avantages (prime de vie chère, index de correction) qui s'ajoutent aux traitements de ces- ci. Sans revenir sur son intention, M. Lemoine s'est employé à dramatiser cette affaire. Il a assuré qu'« aucune décision ne sera prise sans une étroite concertation avec toutes les parties concernées » et que « gel ne veut pas dire suppression ». M. Lemoine a précisé, d'ailleurs, que ce gel n'interdirait pas, dans certains cas, quelques augmentations des traitements et des avantages annexes.

La CEE décide de prolonger de deux ans les aides aux chantiers navals. Les aides publiques aux chantiers navals des pays du Marché commun, dont la situation financière est souvent catastrophique, seront autorisées jusqu'à la fin de 1986, alors qu'elles devaient cesser à la fin de 1984. Le conseil des ministres de l'industrie de la CEE a décidé, le 22 novembre à Bruxelles, de donner à ce secteur un répit de deux ans pour parachever sa restructuration. - (AFP.)

Le premier magasin de tissus à droite, en remanant les Champs-Élysées

RODIN

TISSUS "COUTURE" L'originalité et l'esprit de la mode

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Sur le vif

Grève à l'italienne

Il s'agit de faire la grève en Italie. C'est une vraie manie. Ils le font à propos de tout et de n'importe quoi. Grèves périodiques, grèves catégorielles, grèves sur le tas, grèves du zèle, ils ont le choix. Ils savent varier les plaisirs. Hier, pas plus tard que mercredi dernier, ils se sont offert une bonne petite grève générale de quatre heures pour exiger que les riches payent leurs impôts.

C'est pas génial, ça ? Ils ne savent vraiment pas quel prestige invoquer pour tirer leur femme à bas. Parce qu'enfin, s'ils ne payent pas leurs impôts, les riches, c'est parce qu'ils ne sont pas, riches, précisément. C'est parce qu'ils n'ont pas un sou, contrairement à ce qu'on croit. C'était très bien expliqué hier dans le République. Savez-vous ce qu'a vendu en moyenne l'année dernière chacun des dix plus grands fleuristes milanais ? Un caillou par jour. Comment ça, c'est pas vrai ! Bien sûr que c'est vrai : c'est marqué sur leurs déclarations d'impôts.

Prenez les bars. Ce sont les mieux achalandés du monde. Les Italiens y passent vingt fois par jour pour avaler un espresso ou une grappa. Eh bien, il n'y en a pas un dont le chiffre d'affaires dépasse cinq mille balles par mois. Là-dessus il faut encore que le patron paye son loyer, ses

employés, tout ça... Il est complètement étranglé, le malheureux. Les avocats idem. Pas un client. Le salaire de leur secrétaire ils le prennent sur leurs économies.

Les plus à plaindre c'est encore les joailliers et les coiffeurs à la mode. Alors là, c'est la Bérézina : ils ne vendent pas deux alliances par semaine, ils ne font pas deux brushings. Pour les bouchers, c'est le cercle infernal : tout ce que leur verse la clientèle sert à acheter la marchandise. Ce n'est pas compliqué : ils ne font pas un rond de bénéfices. Les fleuristes, si. Au prix du vision plein peau, ils arrivent quand même péniblement à 2 600 F par mois.

Quand j'ai lu ça, j'ai sauté au plafond. C'est trop injuste à la fin. Qui c'est qui se fout en grève pour gueuler ? Des ouvriers, des employés qui s'en mettent plein les poches. Ils gagnent au moins le double de ces gens-là, quand c'est pas le triple. Et ça, on le sait, ils ne peuvent pas le cacher, ils sont déclarés par leurs employeurs. Alors un peu de pudeur, je vous en prie. Remarquez, les Italiens, on les connaît, ils ont eu un mouvement d'humeur parfaitement injustifié. Et puis, bon, ils ont repris le boulot. Mauvaise tête mais bon cœur.

CLAUDE SARRAUTE.

ESCAMOTABLES EN VRAI BOIS

Modèle "EXCELSIOR" transformable en lit 1 et 2 places, se fait en chêne ou merisier.

sommier à lattes de bois.

CAPÉLOU

37 Avenue de la République 75011 PARIS

Tél. 367.45.35 - Métro : PASTEUR

PIANO: LE BON CHOIX

Location à partir de 220 F par mois.

Vente à partir de 229,72 F par mois* (Crédit souple et personnalisé).

Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.

Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra

hamm

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

BAUME & MERCIER

GENEVE 1830

Ultra-plate

Acier et or 18 carats, étanche, quartz

FF 9'350.-

Aldebert

16, place Vendôme 1, bd de la Madeleine 70, fg Saint-Honoré Palais des Congrès, Porte Maillot

CHABLIS

Grand Vin de Bourgogne